

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

PARIS, 30 JANVIER 1983

QUARANTIÈME ANNÉE N° 11821

4,60 F

DIMANCHE 30 - LUNDI 31 JANVIER 1983

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 - Tél. : 246-72-23

## Les expulsions massives du Nigéria

De notre envoyé spécial

Igolo (frontière entre le Nigéria et le Bénin). - Par dizaines, pare-choc contre pare-choc, les voitures avancent péniblement dans la brousse afin de contourner les barrages de police. Dans la nuit le serpent lumineux glisse lentement des deux côtés de la route bitumée. Rien ne peut arrêter sa progression. Tout aussi inexorable, la foule des piétons, après avoir cheminé quelques kilomètres pour franchir la frontière, prend d'assaut des minibus et des taxis-brousse qui font la navette à travers le Bénin. De l'autre côté du pays, à la frontière togolaise, tous seront à nouveau bloqués par les douaniers et les militaires.

A Igolo, une file d'énormes

L'expulsion d'un million de travailleurs étrangers du Nigéria suscite, ce samedi, la « profonde inquiétude » du secrétaire général de l'ONU, qui appelle à « soulager le lourd fardeau du Bénin ».

Le Ghana, pour accueillir ses citoyens, « rouvre temporairement » sa frontière avec le Togo.

Les proportions prises par l'affaire menacent la stabilité de la région.

### Un déferlement pitoyable

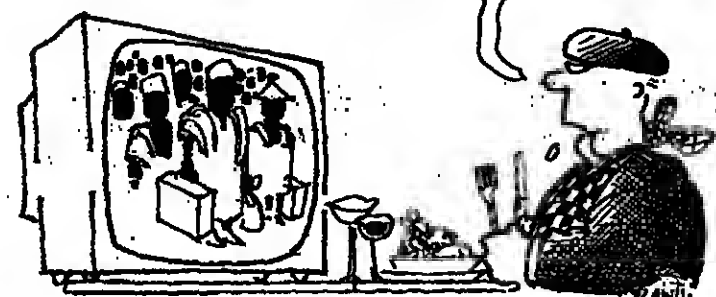
regagner leur pays en longeant la côte. Mais tant que le Ghana n'ouvre pas sa frontière terrestre fermée en septembre dernier, les Togolais ne peuvent pas admettre ces arrivants sans porte de sortie. Depuis plusieurs jours, le seul Bénin, sous cette pression énorme, fait son possible pour tenter de

Sur le coup de minuit, le spectacle devient hallucinant, dans ce que les gens d'ici appellent la « république neutre », une bande de 200 mètres qui, sur la côte, sépare les postes de douane béninois et togolais. Pour y parvenir, il a déjà fallu, du côté béninois, traverser sur 2 à 3 kilomètres une marée humaine. Plus loin, c'est un entassement où il faut progresser en essayant d'éviter d'écraser un pied ou une main. Dans la poussée des extrêmes, entre balluchons, bidons, machines à coudre — les quelques biens sauvés — s'entasse une humanité à la fois exaspérée et soumise.

Des deux côtés, les militaires sont venus prêter main forte à la police des douanes. Les Béninois ont une prédilection pour la cravache, les Togolais pour la baguette. A certains moments, c'est le seul moyen de dégager une voiture ou même, à pied, de se frayer un chemin. Les Ghanéens bloqués à Ila-Koudji sont en majorité des jeunes ouvriers, sans qualification particulière, partis travailler au Nigéria.

« Attention à vos poches, c'est plein de voleurs », disent les soldats épais. Ils tentent de dégager un bout de chaussure pour les transporteurs, nigériens comme béninois, qui, trois ou quatre fois par jour, parcourent ce tronçon de la route — inter Etats — reliant Lagos à Abidjan. Depuis mercredi soir, les croix-rouges nationales ont installé ici leurs antennes, faisant face aux accouchements, syncope et blessures. Du côté togolais, trois Ghanéens ivres de chanvre ont dû être ligotés par les infirmiers.

« Des voyous, quand on les ennuie, ils sortent leurs couteaux », clame un policier béninois.



camions secoue son chargement titubant. Serrés les uns contre les autres, les « voyageurs » n'ont plus rien à manger depuis deux ou trois jours. Ce déferlement pitoyable effraie le petit Bénin. Des camions ont forcé la douane de fortune installée sur ce poste frontière secondaire réservé habituellement aux véhicules légers. Les militaires, pour endiguer ce flot, ont placé des troncs d'arbres en travers de la route, quelques centaines de mètres plus loin. « Nous avons dû braquer nos fusils sur eux pour les arrêter », dit un sergent-chef épuisé et à bout de nerfs.

Les Ghanéens expulsés du Nigéria tentent toujours, en nombre de plus en plus grand, de traverser le Bénin, puis le Togo, pour

canaliser le flot de dizaines de milliers d'affamés qui charrient, avec leur détresse, l'insécurité et les épidémies. Ce petit pays ne pourra pas longtemps faire face à la situation.

A Ila-Koudji, sur la frontière togolaise, on retrouve les bannis allongés sous d'énormes camions, entassés dans des minibus aux plaques vertes du Nigéria, accroupis, serrés autour d'une lampe à pétrole. Des femmes, sommées en équilibre sur la tête, tentent encore de se frayer un chemin. Allongés en rangs serrés sur des nattes, sur le bord de la route comme sur la plage, des milliers de voyageurs dorment. Même si la nasse s'entrouvrirait, ils ne seraient pas au bout de leur peine.

## Klaus Barbie se défend

« J'ai remis Jean Moulin vivant aux autorités françaises. »

Klaus Barbie, impliqué dans l'assassinat de Jean Moulin à Lyon durant la guerre, fait l'objet de deux demandes d'extradition de la part de la France et de l'Allemagne fédérale. Il vient, de sa prison bolivienne, de parler dans une émission télévisée : « J'ai remis aux autorités françaises d'abord Jean Moulin vivant. »

de notre envoyé spécial

La Paz. - Quatre jours après son arrestation à La Paz pour escroquerie, l'état se resserre autour du criminel de guerre Klaus Barbie. Malgré la crise politique qui a fait éclater la coalition de centre-gauche, la plupart des

hommes politiques, oubliant leurs divergences, se montrent favorables à l'extradition de l'ancien chef de la Gestapo de Lyon.

« Sans préjuger la décision de la justice, je crois que, cette fois, Barbie-Altmann ne réussira pas à s'en tirer », nous a déclaré le vice-président de la République, M. Jaime Paz Zamora. De son côté, le nouveau ministre de l'information, M. Mario Rueda Peña, nous a rappelé que le procureur de la République avait émis un avis favorable à la demande d'extradition présentée par l'Allemagne fédérale. « Il y a la jurisprudence du tribunal de Nuremberg, a-t-il indiqué, selon laquelle les crimes de guerre sont imprescriptibles. Il est également question d'ouvrir deux enquêtes supplémentaires contre Barbie, l'une sur les moyens frauduleux qu'il a employés pour obtenir la nationalité bolivienne en présentant de faux papiers, l'autre sur son rôle

dans l'organisation des groupes paramilitaires durant les dictatures des généraux Banzer et Garcia Meza. Si on ne le faisait pas, il pourrait être libéré après avoir acquitté sa dette, et ce serait un scandale. »

Au Congrès, des parlementaires de divers partis de droite et de gauche ont fait valoir que le criminel nazi devrait être remis à la justice internationale, dès qu'il aura répondu, devant les tribunaux locaux, des délits commis en Bolivie. En déplacement à Santa-Cruz où il accompagne le président Siles Zuazo, le ministre de l'Intérieur, M. Mario Roncal, a déclaré, vendredi 28 janvier, que « l'affaire Barbie pourrait être réglée très prochainement par la Cour suprême ». Il a ajouté que « les paramilitaires seront traités comme des délinquants et non comme des politiques ».

J.-C. B.

(Lire la suite page 6.)

WASHINGTON

## Les globe-trotters de la Maison Blanche

(Pages 4 et 5)

ROUMANIE

## «Le P.C. et sa femme»

(Page 6)

ISRAËL

## Un chef d'Etat qui monte

(Page 5)

FRANCE

## Le message nucléaire

(Page 22)

## La révolte des prisons

(Pages 12 et 13)

## La détente à «l'Union» de Reims

(Page 22)

DÉBAT

## Inventer une politique familiale

(Page 11)

## Les élections aux chambres d'agriculture

## La F.N.S.E.A. restera le principal interlocuteur du gouvernement

Tous contents ! Les élections aux chambres d'agriculture du 28 janvier vont faire date dans l'histoire de la paysannerie française. Pour la première fois, les forces syndicales qui traversent l'agriculture ont pu se compter. Difficilement, certes, mais, pour l'occasion, la nuit du 28 janvier a pris des allures de nuit électorale fiévreuse, avec son cortège de déclarations, de bulletins de victoire. Personne n'a perdu...

La F.N.S.E.A., avec un président radieux, prenait position très tôt dans le concert des satisfactions, en annonçant un résultat pour la centrale qui frisait les 70 %. Le Mouvement de défense des exploitations familiales (dont certains dirigeants sont proches du parti communiste), qui fait pourtant figure de relatif parent pauvre dans ce scrutin, se félicitait de demeurer le second syndicat agricole et d'augmenter son nombre de sièges. On devait avoir les résultats rapidement. Ce n'est en fait que vers 6 heures du matin que le ministère a procédé à son dernier calcul pour les quatre-vingt-dix départements métropolitains. Par le passé, il fallait compter une semaine. Force est de constater qu'en additionnant les résultats des listes Unité et Force paysannes, sigle lancé par la

F.N.S.E.A. et les organisations traditionnelles de l'agriculture, avec ceux des listes qui se présentaient sous une étiquette officielle F.N.S.E.A. et ou C.N.J.A., on obtient qu'environ 60 %.

C'est peu, et cela ne correspond sans doute pas à l'influence réelle du syndicalisme traditionnel ni au score annoncé par la F.N.S.E.A. Le monde paysan est ainsi fait que le particularisme départemental y est très fort et que les alliances locales entre forces difficilement classables sur l'échiquier politico-syndical rendent tout calcul aléatoire. D'où l'embarras manifesté par le ministère, placé devant une situation politique délicate : ou bien la F.N.S.E.A. joue de la grosse caisse en s'attribuant des listes qui ne lui reviennent pas et revendique alors une représentativité usurpée, autour de 70 %, avec les conséquences politiques que l'on peut imaginer.

jusques et y compris pour les élections municipales, ou bien le ministère prend sur lui de dire qui, dans les inclassables, devra être classé comme plutôt proche de la F.N.S.E.A. Exercice difficile qui revient à savoir à qui attribuer les voix obtenues par des listes d'union entre le syndicalisme et le mouvement coopératif et mutualiste, lesquelles, dans certains départements, ont refusé le label U.F.P. ou s'y sont même opposées.

Selon un pointage, il apparaît qu'une petite moitié de ces listes d'union est à mettre au crédit de la mouvance F.N.S.E.A., qui atteindrait dès lors 63,9 % des 133 553 votes exprimés dans le collège des exploitants, où l'on comptait 1 667 737 inscrits, ce qui correspondrait à un statu quo.

JACQUES GRALL

(Lire la suite page 18.)

## à «Apostrophes» le 4 février



## Claude Mauriac

Signes, rencontres et rendez-vous

Le Temps immobile VII

«Une aventure sans équivalent dans l'histoire du journal intime. Un témoignage de premier ordre sur un demi-siècle de la vie politique et intellectuelle française».

Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde





## dates

### RENDEZ-VOUS

30 janvier Départ de Washington du vice-président George Bush pour un voyage en Europe (jusqu'au 10 février). Etapes : Bonn, Berlin, La Haye, Bruxelles, Genève, Rome, Paris, Londres.

● Visite à Tokyo de M. G. Shultz, secrétaire d'Etat. Il se rendra ensuite en Chine et en Corée du Sud.

● Départ du secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, pour un voyage en Afrique australe (Angola, Zambie, Zimbabwe, Mozambique, Tanzanie et Ouganda). Le problème de la Namibie sera au centre de ses entretiens.

31 Le président Reagan présente son projet de budget au Congrès. Visite du président égyptien, M. Hosni Mubarak, au Canada.

● Visite en France du ministre finlandais des affaires étrangères, M. Pa Stenback.

● M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., est reçu à l'Élysée.

● Conseil des ministres du budget des Dix à Bruxelles (et 1<sup>er</sup> février).

1<sup>er</sup> février Belgrade : instauration de cartes de rationnement en Yougoslavie.

● Premier conseil des ministres du budget à Bruxelles (entraves au Marché commun).

● Ouverture du second marché à la Bourse de Paris.

2 Reprise des négociations START entre les États-Unis et l'U.R.S.S.

● Assemblées générales de l'UNCAA (Union nationale des coopératives agricoles d'approvisionnement) et de l'UNCAC (Union nationale des coopératives agricoles de céréales) jusqu'au 4.

● Début du voyage de M. Mauroy aux Antilles et en Guyane (jusqu'au 7).

3 Visite du chancelier d'Autriche, M. Bruno Kreisky, aux États-Unis.

● Arrivée du secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, à Pékin.

● Visite de M. Gaston Defferre en Israël (anniversaire du jumelage Marseille-Haïfa).

4 M. François Mitterrand reçoit à l'Élysée le président égyptien, M. Hosni Mubarak.

● Arrivée du vice-président américain, M. George Bush, à Genève.

● Date limite pour l'ouverture des négociations dans les entreprises d'au moins deux cents salariés pour la mise en œuvre des droits d'expression des salariés.

● Vingt-troisième Festival international de télévision à Montecarlo.

## Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75427 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 324 F 519 F 715 F 910 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE

584 F 1 039 F 1 495 F 1 950 F

ÉTRANGER  
(par messageries)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS

364 F 600 F 835 F 1 070 F

IL - SUISSE, TUNISIE  
436 F 744 F 1 052 F 1 360 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou chèque) doivent bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bourne-Héry (1944-1959) Jacques Fauvet (1959-1982)

Imprimerie : S. J. des Indes Paris-12

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire : n° 57 437.

ISSN : 0026 - 9360.

# L'Arménie du paradis au génocide

Le samedi 22 janvier, un homme jetait deux grenades dans la halle de la compagnie Turkish Airlines à Paris. C'était un militant de l'Armée secrète de libération de l'Arménie (ASALA). Cet attentat est la dernière d'une longue série de sanglantes actions. Comme les Palestiniens aujourd'hui et les Juifs il y a trente-cinq ans, des Arméniens usent du terrorisme pour un État qui n'a pas existé ou a disparu il y a très longtemps.

Tout commence avec le début du monde pour ce peuple dont la mémoire de sa propre histoire l'identifie. C'est sur le mont Ararat, lieu symbolique de l'Arménie, que s'échoua l'arche de Noé. L'Arménie a été le berceau de toutes les espèces, avec sa descendance qui reconstituerait la lignée des hommes. Japhet, son fils, eut un descendant nommé Haïk, qui fut le père des Arméniens. A moins que ce ne fût Arznoh, compagnon de Japhet à la recherche de la Toison d'or.

Mythologie juive ou grecque, cette origine restait suffisamment alléguée pour qu'au tout début du dix-huitième siècle le botaniste Tournefort, en expédition jusqu'à Tiflis pour le comte de Louis XIV, retrouvât, sans l'invoquer, le décor du premier jour :

« S'il est possible de marquer aujourd'hui l'endroit où Adam et Eve ont pris naissance, c'est certainement le pays où nous sommes. Moïse assure que de ce lieu de délices sortait un fleuve qui se partageait en quatre canaux, l'Euphrate, le Tigre, le Phison et le Gihon. S'il est permis de regarder le paradis terrestre (...) je ne vois pas de plus bel endroit que la campagne des Trois Églises (...) pour moi qui n'ai pas vu de plus beau pays (...) je me sens fort disposé à croire qu'Adam et Eve ont été créés... On n'y voit que ruisseaux qui la rendent extrêmement fertile et je doute qu'il y ait un pays sur la terre où l'on récolte autant de denrées tout à la fois... »

Dans ce climat de bergérie, aux couleurs d'un Orient aussi suave que celui de Mozart, Tournefort rencontra un peuple de cultivateurs, d'artisans et de commerçants fort amènes, aux églises débordantes de richesses données par les marchands revendus d'Europe. Le clergé s'entendait à duper les missionnaires envoyés par Rome pour ramener l'Église chrétienne à la vraie foi, c'est-à-dire à la latinité. Jésus-Christ lui-même avait, à leur dire, tracé le plan de l'église patriarcale où résidait leur pape.

Les Arméniens, « honnêtes, polis, pleins de probité et de bon sens », ne savaient pas « manier les armes » et ne se « mélaient que de leur commerce... On les voit venir du fond de la Perse jusqu'à Livourne... Ils passent chez le Mogol, à Stant, à Java, aux Philippines et dans tout l'Orient, excepté à la Chine... »

A peu de choses près, on eût sans doute, un siècle plus tard, tracé des tableaux analogues de la vie en Arménie russe. Vie d'un peuple suffisamment étrange par son alphabet et sa langue pour que les différences se marquent avec les peuples d'Europe, mais suffisamment proche par sa croyance et les relations commerciales séculaires pour ne pas être marqué de l'étrangeté du bon sauvage.

La géographie s'en est-elle prédisposée ceux qu'on nomme « les Arméniens » à constituer une entité ethnique et linguistique sans État ? Ou bien faut-il dire : une nation sans État ?

Car le lieu dénommé Arménie désigne un carrefour-clé entre l'Orient et l'Occident culturels, entre l'Est et l'Ouest stratégiques, le Nord et le Sud de l'expansion vers les mers ouvertes. Les Grecs et les Asiatiques. Un haut plateau d'où descendent sept fleuves, entre l'Anatolie et l'Iran, d'accès plus doux à l'ouest et au sud qu'au nord. Non pas une citadelle close dans des frontières tracées par la nature, mais une base de départ pour tous les conquérants, une des provinces que les États forts tiennent à garder pour leurs futures équipées chez le voisin. Les vallées qui le coupaient facilitent le passage entre les chaînes de montagnes parallèles qui courent de la Caspienne à la Cilicie.

L'histoire des habitants de cette région volcanique, aux plaines bien irriguées et très fertiles, au sol riche de minéraux, était donc déterminée à se dessiner comme un constant balancement entre l'occupation par les puissances voulant s'assurer des débouchés ou en priver leurs adversaires et la conquête des abords. L'Arménie était au neuvième siècle avant J.-C. un État fort et centralisé, mais, au sixième, les Mèdes la submergèrent, et Darius le Grand l'incorpora à la Perse. Au premier siècle avant J.-C., son souverain le plus illustre, Tigrane le Grand, régna jusqu'à Tyr et Sidon, fondait des villes de plusieurs centaines de milliers d'habitants. Un siècle plus tard, Rome imposait son alliance.

Les apports extérieurs, l'iranisme mazdéen, l'hellénisme, la romanité, avaient assuré la cohésion d'une population qu'on suppose avoir résulté d'un amalgame. C'est le christianisme qui fonda l'Arménie historique et lui donna un sens, au-delà des nécessités politiques, lui permit d'exister indépendamment du jeu de bascule des alliances et des adversaires.



Il y fut sans doute introduit par Thadée et Barthélémy entre 35 et 60 après J.-C., puis s'implanta au III<sup>e</sup> siècle avec Grégoire l'Illuminateur, premier des Catholicoi. Abattant tous les païens, le catholicisme, mêlé de cultes grecs et romains, établit son siège à Etschmiadzin, où il se trouve encore, après une longue interruption de 506 à 1441. Le christianisme devint religion officielle, un siècle avant de l'être dans l'Empire romain, et l'Église structure immédiatement la vie sociale.

### Le premier massacre

L'histoire n'en prit pas pour autant une autre direction. Abandonnée par les Romains, l'Arménie vit alterner les Perses et les Byzantins, lesquels procédaient au sixième siècle aux premiers transferts massifs de population vers la Thrace et la Sicile. Elle n'y disparut pas et se donna pourtant, pour pallier l'oppression extérieure et les effets diviseurs d'une féodalité clientélaire, l'instrument de la civilisation écrite qui lui transmet sa raison même d'exister. L'invention romaine, débridée, partant de comparaisons avec les écritures existantes, d'un alphabet propre, bien adapté au langage, intervint au cinquième siècle, depuis lequel il s'est conservé au prix de minimes adjonctions. Il permit la composition de textes porteurs de la mémoire collective et un essor culturel inégalé dans l'ère chrétienne de l'époque. Une civilisation proprement arménienne fondée sur la conscience de sa singularité : en matière d'expression et en matière de foi par la rupture avec l'Église grecque sur les thèses théologiques.

Les premiers Turcs (Seldjoukides) apparurent en 1045, et, dix ans plus tard, l'histoire relève le premier massacre. Fuyant les vagues de l'invasion, les Arméniens vont créer en Cilicie un royaume hors de leur terre originelle. Ils succombent à la fin du treizième siècle sous les coups des Mamelouks d'Égypte, et le dernier roi, Léon VI, un Lusignan, Arménien par sa grand-mère, s'en

ira mourir en France, où il repose à Saint-Denis.

La langue, l'écriture et la foi préservent au cours des siècles suivants la réalité d'une conscience arménienne, alors que s'approfondissent les divisions sociologiques de ceux qui s'en réclament le plus instinctivement. Les paysans demeurés sur les terres d'origine, les masses déportées en Perse ou dispersées sur le territoire de l'Empire ottoman, sont coupés du reste du monde. Mais l'unique hiérarchie sociale qui structure une organisation arménienne, celle des prêtres avec la permanence et le souvenir. Les mouvements du commerce apportent l'information.

Ainsi, tandis que les groupes de la diaspora rassemblent et préservent les documents de l'histoire et de la culture, notamment à partir de Venise, les premières expressions d'une reconquête de l'indépendance apparaissent à la fin du dix-septième siècle. Elles taillent sur une nouvelle croisée de l'Occident chrétien, au temps où le Turc est abattu à Léopante et arrêté devant Vienne.

La langue, l'écriture et la foi préservent au cours des siècles suivants la réalité d'une conscience arménienne, alors que s'approfondissent les divisions sociologiques de ceux qui s'en réclament le plus instinctivement. Les paysans demeurés sur les terres d'origine, les masses déportées en Perse ou dispersées sur le territoire de l'Empire ottoman, sont coupés du reste du monde. Mais l'unique hiérarchie sociale qui structure une organisation arménienne, celle des prêtres avec la permanence et le souvenir. Les mouvements du commerce apportent l'information.

Au cours des décennies, l'intelligentsia arménienne s'est, pour sa part, ouverte en Europe et en Russie aux idéologies de la libération des nationalités, au socialisme et à la laïcité. La conscience d'un nationalisme arménien se substitue aux liens d'une confession religieuse et aux prétentions hégémoniques du clergé. Les premières formations politiques se créent en Russie : elles préconisent l'« action révolutionnaire insurrectionnelle » pour marcher vers l'indépendance de l'Arménie turque.

Le dessein d'une élimination du corps étranger arménien trouve sa première expression massive en 1894-1896 dans les massacres qu'Abdül Hamid déclenche en réponse aux manifestations qui témoignent de l'influence progressive en Turquie même du parti Henschak. Fondé en Russie, celui-ci vise à réaliser le socialisme pour « le peuple arménien et sa

millé à Alep. La déportation fit envahir un million de victimes sur un million deux cent mille Arméniens des provinces orientales. Les autres parvinrent à gagner le Caucase. Près de deux cent mille femmes et enfants furent enlevés et islamisés de force. Mais l'extermination, légalisée par l'accusation de collaboration avec les Russes et de sabotage, se perpétua plus d'un an par la déportation des populations arméniennes d'Anatolie et de Cilicie dans des camps d'internement en Syrie, où les survivants furent « liquidés » à l'été 1916.

### Sans issue politique

An total, à la fin du conflit, six cent mille Arméniens avaient été sauvés sur une population de plus de deux millions. Sacrifiés par l'avènement de la nation turque, les survivants et les habitants de l'Arménie turque le furent aussi par les calculs stratégiques des puissances victorieuses. L'éphémère État indépendant d'Arménie de 1919-1921 succomba à une offensive de Mustafa Kemal, contre laquelle les alliés ne fournirent pas d'autre aide que matérielle, mais aussi à ses divisions internes. Et c'est à ses dépens que l'Union soviétique et la Turquie firent leur paix, fondée sur le partage de l'Arménie.

Les alliés français et anglais étaient trop loin, ils redoutaient trop les visées russes aujourd'hui comme hier et misaient sur le bastion turc, dont l'Arménie occidentale formait la zone frontière. Quant à l'Arménie orientale, elle devenait l'une des Républiques soviétiques les plus homogènes.

Selon le recensement de 1979, 2 726 000 habitants vivent en Arménie soviétique, et près de 1 500 000 dans la diaspora arménienne en U.R.S.S. Les autres Arméniens sont dispersés surtout entre les États-Unis (500 000 à 600 000), la France (350 000), le Liban (200 000), l'Iran (100 000 à 140 000). Ceux qui sont demeurés en Turquie, surtout à Istanbul, sont estimés à une centaine de mille.

Évoqué au fil des années, sans éveiller de répercussions autres qu'académiques, le souvenir du génocide de 1915 s'est réveillé spontanément le 24 avril 1965, lors de la célébration du cinquantième.

Animé par les jeunes générations, celles qui ne connaissent du génocide que des récits de survivants, le mouvement déboucha, puis, en 1973, sur la recherche d'une assise populaire. Le premier attentat contre un diplomate turc aux États-Unis fut commis en janvier 1973 par un survivant.

Gréffé sur les anciens partis, stimulé par le climat de guerre au Liban, l'impératif de la protestation prit deux orientations : pour l'ASALA, il s'agissait d'aboutir à une « libération » des territoires arméniens en Turquie ; pour les « justiciers du génocide arménien », de venger un forfait.

La lutte semble sans issue politique envisageable. L'aveu que les plus modérés attendent d'un gouvernement turc, celui qu'il y a bien un génocide, ne sera pas proposé, dans les circonstances actuelles du moins. Il y va, en effet, d'une justification fondamentale : celle de la légitimité d'une Turquie laïque et strictement homogène, voulue par les Jeunes Turcs, développée par Mustafa Kemal, et dont les pouvoirs successifs se sont proclamés les héritiers.

Dans la défense de leur cause, les Arméniens d'aujourd'hui rencontrent la même incertitude de l'Occident que leurs ancêtres. La valeur de la Turquie dans l'alliance atlantique est trop élevée pour que s'exercent des pressions en faveur d'une cause « passée ». Inversement, comme en 1922 et dans le second après-guerre, si Ankara est tenté par un rapprochement avec Moscou, ce ne sera pas au bénéfice des Arméniens, dont la terre déchirée n'est que la bastion d'une nation contre l'autre.

JACQUES NOBECOURT.

Dans l'abondante bibliographie consacrée au problème arménien, recommandons particulièrement : « Histoire des Arméniens », Éditions Privat, 700 p. Une minutieuse mise au point, sous la direction de Gérard Dédéyan, très éclairante sur la continuité de cette histoire.

« Critique socialiste », revue du P.S.U. Numéro spécial sur « Arménie, du génocide à l'explosion », 4<sup>e</sup> trimestre 1982. Une masse d'informations sur les mouvements politiques arméniens et le problème.

Petit journal, mai 1909  
(ouverture de la diaspora arménienne, histoire d'un génocide, par Yves Ternon, éd. du Seuil).

« Son rival, le parti Kachnak, prône une révolution démocratique et libérale, qui n'exclut pas la violence. L'un et l'autre attendent des puissances européennes l'intervention libératrice.

A cette montée de l'idéologie politique chez les Arméniens correspond en Turquie le développement de l'idéologie Jeune Turc, elle aussi, à privilégier l'alliance du nationalisme et de la laïcité, pour faire renaitre des débris de l'Empire ottoman une nation turque. La condition en est l'élimination des « minorités instables », d'autant plus intolérables que le déclenchement de la guerre de 1914 les fait apparaître comme foyers de troubles sur l'arrière des fronts de guerre.

### 1 400 000 victimes

Ainsi peut s'expliquer l'opération du 24 avril 1915, qui fut qualifiée de génocide après 1945, lorsque le terme fut appliqué à la politique de l'Allemagne hitlérienne contre les Juifs. Le document prescrivant la déportation et l'exécution des communautés arméniennes des provinces orientales n'a jamais été retrouvé, mais tous les récits des survivants et les rapports des diplomates ne laissent aucun doute sur la réalité d'une opération concertée. La simultanéité dans l'exécution s'accompagnait de la liberté laissée aux agents, gendarmes turcs et criminels de droit commun regroupés dans une « organisation spéciale », unités kurdes dont la haine ethnique et la rivalité religieuse ancienne n'avaient pas à être beaucoup excitées.

En principe, il s'agissait de transferts de population vers Alep. En fait, les massacres accomplis dès l'aube s'accompagnaient de convoctions pour des départs sans bagages vers des destinations imprécises. En quelques heures, les colonnes de femmes, d'enfants, de vieillards, parties à pied, se retrouvaient dans des solitudes de rochers assaillies par des bandes que les gendarmes laissaient faire.

Les survivants parvenus en Syrie se retrouvaient à cinquante



## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

### Un budget américain sans concession

M. Reagan persiste et signe. Le budget que le président américain doit présenter officiellement lundi 31 janvier constitue un moment du « reaganisme » le plus échevelé en matière économique. Malgré une récession dont l'ampleur aurait dû amener les experts de la Maison Blanche à réviser tous leurs calculs, M. Reagan n'a voulu renoncer à aucun de ses dogmes. Comme il n'était question ni d'augmenter substantiellement les impôts ni de ralentir réellement la hausse massive des dépenses militaires, il était inévitable que le déficit pour la prochaine année fiscale, qui commence le 1<sup>er</sup> octobre 1983, atteigne des sommets vertigineux.

Le chiffre de 189 milliards de dollars avancé par la Maison Blanche a de quoi frapper l'imagination. Le produit national brut de bien des nations développées d'importance moyenne tiendrait à l'aise dans ce « trou ». Le candidat Reagan avait pourtant promis au cours de sa campagne d'atteindre à la fin de son mandat, en 1984, l'équilibre budgétaire.

Les économistes de la Maison Blanche misent sur une croissance modérée, de l'ordre de 1,4 %. Mais ils ont dû aussi tenir compte de deux facteurs imposés par M. Reagan : les dépenses militaires, fixées à 238,6 milliards de dollars (contre 208,9 pour l'exercice en cours), et la nouvelle baisse de 10 % du barème de l'impôt sur le revenu qui interviendra le 1<sup>er</sup> juillet prochain.

Les dépenses atteindront au total, selon le projet présidentiel, 848,5 milliards de dollars et les recettes 659,5 milliards. A eux seuls, les crédits militaires, symboliquement réduits au dernier moment par le Pentagone, bénéficieront des trois quarts de la progression des dépenses.

Le président propose, mais le Congrès dispose. Le visage de la Chambre des représentants a changé depuis les élections du 2 novembre dernier. Il est plus que probable que les représentants démocrates tailleront en pièces le document élaboré par l'exécutif. Les chiffres fournis par la Maison Blanche pour 1983-1984 n'ont donc, en dernière analyse, qu'une valeur indicative.

Ceux qui concernent l'année fiscale en cours sont, en revanche, plus réels, parce que plus proches, et peut-être plus inquiétants encore. Le déficit courant atteindrait 203 milliards de dollars, soit presque le double de 1982. Selon ces estimations officielles, le déséquilibre des comptes fédéraux, après avoir fait un bond en avant l'an dernier, commencerait donc à se dégonfler en 1984.

M. Reagan sait qu'il joue sa réélection dans cette affaire, et sa décision finale de se représenter ou non dépend dans une large part de la tenue de l'économie américaine dans les mois qui viennent. Mais il ne fait guère de concessions à ses adversaires, préférant jouer au poker sur une reprise suffisante en 1983 pour rééquilibrer les finances fédérales. C'est un jeu risqué, pas seulement pour les États-Unis et leur président.

## Un déferlement pitoyable

(Suite de la première page.)

« Beaucoup de vols, quelques bagarres », assure-t-il. « Nous faisons face, comme vous le voyez, avec les moyens du bord. » Ses hommes et lui n'ont pas dormi depuis quarante-huit heures.

Pour les Béninois, tout a commencé au lendemain même de la visite de M. Mitterrand, qui s'est envolé, le lundi 17 janvier, pour Libreville. Ce jour-là, sans avoir apparemment avoué ses partisans de la CEDEAO (Communauté des États d'Afrique de l'Ouest), dont M. Kérékou assure actuellement la présidence, les Nigériens ont annoncé l'expulsion, dans un délai de quinze jours, des travailleurs immigrés en situation irrégulière, ce qui est le cas de l'immense majorité d'entre eux. Dès le jeudi 20 janvier, le flot atteignait la frontière béninoise.

« Les premiers étaient dépourvus de tout. On les avait ramassés sur leurs chantiers pour les déposer directement à la frontière. Ce n'est qu'au bout de deux jours qu'on a vu le bric-à-brac habituel empaqueté sur le toit des voitures. La pression internationale avait obligé les Nigériens à faire un peu attention », raconte un témoin béninois. Pendant plusieurs jours, le président Kérékou a négocié tout en tentant de minimiser la portée de l'affaire. Le Bénin vit du commerce avec son puissant voisin nigérien. « Pour nous, fermer la frontière, c'était l'asphyxie », explique un collaborateur du président béninois.

Faute de pouvoir obtenir autre chose qu'un léger assouplissement des mesures prises par Lagos et devant le refus du Ghana d'ouvrir ses frontières terrestres, M. Kérékou a été lui-même discuter avec les expulsés mardi sur la frontière du Nigeria. La radio-télévision et la presse béninoise ont alors commencé à évoquer une situation connue de tous depuis que les camions surchargés faisaient la navette entre le Nigeria et le Togo.

### Comment ont-ils pu ?

Comment les Nigériens ont-ils pu, sans prévenir, agir si brutalement ? Ont-ils pris seulement le soin de contrôler la situation de ceux qu'ils ont relégués sans parfois même les autoriser à repasser par leurs domiciles ? On se pose ici la question avec un certain écoeurement. On ignore le nombre des expulsés — un million, deux millions ? — mais on tremble déjà devant les conséquences de cette migration forcée.

Pour l'Etat béninois, l'affaire se révèle, dans l'immédiat, plus coûteuse que dramatique. En effet, ses citoyens, peu nombreux, travaillant au Nigeria étaient des frontaliers, qui rentraient passer le week-end dans leur village. D'autre part, avec le retour au pays en 1978 de quelque dix mille ressortissants expulsés sans ménagements du Gabon, le Bénin a acquis une certaine expérience de ce genre d'exode. Autrement dit, si les Ghanéens qui transitent actuellement au Bénin peuvent gagner leur pays — ou un autre, — Cotonou s'en tirera sans trop de mal.

En revanche, le Ghana, avec une économie en ruines et des rumeurs de complot trimestriel, s'inquiète beaucoup plus sérieusement de l'accueil d'une masse de plusieurs centaines de milliers de chômeurs, le plus souvent jeunes. M. Rawlings n'a aucun moyen de faire face à la situation, et même une aide internationale d'urgence.

« La proposition soviétique de zone dénucléarisée en Europe, récemment avancée en réponse à un projet suédois (le Monde du 29 janvier), a été jugée « irréaliste » par le département d'Etat américain, qui estime qu'elle « ne contribuerait pas à la sécurité et à la stabilité de l'Europe ». En revanche, cette proposition a été jugée « positive » par la Suède ainsi que, en Grande-Bretagne, par l'opposition travailliste et social-démocrate. — (A.F.P.)

## LES EXPULSIONS MASSIVES AU NIGERIA

ne pourrait qu'atténuer quelque peu cette catastrophe nationale.

L'image de marque du Nigeria — puissant protecteur de l'Afrique noire — est gravement ternie. Dans les années 70, à l'heure du boom pétrolier, cet Etat de 100 millions d'habitants — près

d'un Africain sur quatre — et aux 100 millions de tonnes de pétrole par an, se posait en « conscience » du continent, imposant son autorité au sein de l'O.U.A. et offrant crédit et appui à ses petits voisins appauvris par la hausse vertigineuse des prix du pétrole au moment même où une dramatique sécheresse ruina la zone sahélienne. Le Nigeria multipliait alors les chantiers ouverts comme une aubaine aux chômeurs du Ghana, du Niger, de la Haute-Volta, du Bénin, du Togo ou du Tchad.

S'étant habitué, bico imprudemment, à vivre au-dessus de ses moyens et dans l'indiscipline générale, le géant de l'Afrique noire n'a réagi que tardivement à la crise. Pour combler le déficit croissant de la balance des paiements, les mesures d'austérité

prises en avril 1982 sont venues trop tard. Le pays a continué de voir son stock de devises diminuer dangereusement. Pour M. Shagari, la situation devenait d'autant plus critique que l'élection présidentielle, prévue en septembre 1983, pointait à l'horizon.

Lagos a donc pris la mesure, toujours populaire, de congédier les « immigrants illégaux », ceux qui ne disposaient pas de carte de séjour et de permis de travail après leur entrée dans le pays, aux termes des accords passés sur la libre circulation des personnes au sein de la CEDEAO. Devant l'épreuve, le pays faisait bon marché de sa « vocation continentale ». Un mythe se dissipait.

Sur ce « continent des réfugiés », les expulsés ne sont pas étonnés du typhon qui s'abat sur leur tête. Certains ont été molestés, beaucoup dépouillés. Quoi qu'il advienne, leur avenir ne peut être que sombre. On sent pourtant chez eux moins de colère que de résignation. Les voilà de nouveau exclus. On n'en veut ni chez eux ni ailleurs. Ils en sont, tout simplement, malheureux.

JEAN-CLAUDE POMONTI

## Inquiétude à Cotonou

Cotonou. — Des centaines de Ghanéens massés sur le bord de mer de la capitale béninoise applaudissent, vendredi en milieu de journée, pour encourager leurs compatriotes des camions chargés de grappes humaines venues de la frontière du Nigeria qui se dirigeaient vers celle du Togo. Sur la jetée et les quais du port, de deux mille à trois mille expulsés campent toujours en attendant les bateaux du rapatriement, qui se présentent à raison d'un en moyenne par jour.

Les habitants de Cotonou ont assisté au spectacle avec une inquiétude de moins en moins dissimulée. Depuis quelques jours, des centaines de Ghanéens, pour la plupart jeunes et démunis d'argent, se sont répandus en ville. La police n'a pas les moyens de contrôler leurs va-et-vient. Un expulsé a été tué, jeudi, dans l'enceinte du port. On assiste à une recrudescence des vols. Des dizaines de personnes campent sur les trottoirs face à la chancellerie ghanéenne, dans un quartier résidentiel.

Avec ses 300 000 habitants et ses silures de gros bourg, Cotonou ne dispose pas de l'infrastructure nécessaire à la canalisation d'un tel exode. Les habitants s'inquiètent déjà de voir les prix monter en flèche. En raison de la situation tendue à la frontière, les clients nigériens des importateurs locaux se font de plus en plus rares. L'expulsion des immigrants illégaux du Nigeria a déjà commencé à paralyser le gros commerce.

En outre, on risque d'assister, au sein de la population béninoise, à des manifestations d'hostilité à l'égard des Ghanéens, qui seront vus jugés comme la source de tous les maux. Les autorités, pour tenter de contrôler le flot des réfugiés, ont demandé à la population de ne pas les héberger. « Il n'y a rien à craindre de ce côté-là », nous dit un cadre béninois, qui ajoute : « Ils sont en train de foutre le pays en l'air. »

J.-C. P.

## Les entretiens du président Moubarak à Washington ont contribué à resserrer les liens entre l'Egypte et les Etats-Unis

### De notre correspondant

Washington. — Si les troupes israéliennes quittent rapidement le Liban, un processus de paix pourra se mettre en place au Proche-Orient avec la participation de la Jordanie et l'appui de l'O.L.P. C'est la thèse que le président égyptien, M. Hosni Moubarak, a fait état de signes « encourageants » qui lui auraient été adressés par le roi Hussein et par M. Yasser Arafat. Ce

sestaient des organisations juives américaines en les recevant à Washington. Cela dit, Le Caire ne rétablira pas de relations diplomatiques normales avec Jérusalem tant que le retrait des troupes israéliennes du Liban n'aura pas été décidé.

M. Moubarak a fait état de signes « encourageants » qui lui auraient été adressés par le roi Hussein et par M. Yasser Arafat. Ce

New-York, il a ajouté : « Il ne faut pas permettre aux extrémistes des deux camps de nuire aux chances de la paix. »

M. Reagan en est tout à fait convaincu. Il sait que ses propositions de paix, bloquées depuis quatre mois et demi, risquent d'être enterrées si l'impasse se prolonge. C'est la crédibilité des États-Unis qui est en jeu.

Washington hésite toujours à s'en prendre publiquement à M. Begin sous forme de sanctions, ou même d'une déclaration un peu dure. On y voit le risque de créer un sentiment anti-américain en Israël et de renforcer le premier ministre. Alors que, au contraire, une adhésion de la Jordanie au processus déclencherait un vaste débat à Jérusalem.

Les États-Unis se sont contents d'indiquer à M. Begin qu'il était indésirable à Washington tant que les négociations piétinaient au Liban. Mais on commence à se demander si une telle « punition » ne fait pas le jeu du premier ministre israélien. Ses efforts ne visent-ils pas précisément à faire traîner les choses, donc à éviter une explication en tête à tête ?

### Une aide économique plus flexible

Le président Moubarak demandait un accroissement de l'aide économique et militaire américaine.

ROBERT SOLÉ

## A CHTAURA, DANS LA BEKAA

### L'attentat contre un quartier général palestinien aurait fait de nombreuses victimes

Beyrouth (A.F.P.). — Une trentaine de personnes pourraient avoir été tuées dans l'explosion d'une voiture piégée, vendredi 28 janvier en fin de matinée, à Chtaura, dans la plaine de la Bekaa (centre du Liban). La radio libanaise a annoncé en début de soirée que, selon la défense civile, trente personnes (Libanais, Syriens et Palestiniens) ont été tuées. Mais elle a également fait état d'un bilan de source policière selon lequel six personnes ont été tuées et une vingtaine blessées.

L'immeuble de trois étages, en bordure duquel la voiture piégée avait été placée et qui a été presque entièrement détruit, abritait les commandements de plusieurs organisations palestiniennes, notamment celle du Feth et du Front de lutte populaire (F.L.P., pro-syrien). Un bureau pour les officiers syriens relevant de la FAD (Force arabe de dissuasion), qui contrôle le secteur, se trouvait également dans cet immeuble.

La responsabilité de l'attentat a été revendiquée par téléphone par deux correspondants anonymes se réclamant, l'un du Front de libération du Liban des étrangers, et l'autre de la Force libanaise des cadres pour libérer le Liban des terroristes libanais. Tandis que la première organisation avait revendiqué de nombreuses opérations au Liban contre les forces syriennes et palestiniennes, la seconde était jusqu'ici inconnue.

D'autre part, deux personnes ont été blessées, vendredi soir, dans le centre de Beyrouth-Ouest, par l'explosion d'une bombe déposée dans un magasin de la grande rue commerciale de Hamra. Le magasin appartenait à un Palestinien.

Une autre explosion avait eu lieu dans la matinée, dans un immeuble à proximité d'une permanence du mouvement nassérien Mourabitoun, également dans les quartiers ouest de Beyrouth.



## étranger

LA FIN DE LA VISITE PRÉSIDENTIELLE AU MAROC

### M. Mitterrand est parvenu à rétablir des rapports chaleureux avec Rabat

M. Mitterrand consacre une partie de la troisième et dernière journée de son voyage officiel au Maroc, samedi 29 janvier, à s'entretenir à Marrakech avec les dirigeants de plusieurs partis politiques marocains, notamment les représentants de l'opposition socialiste et communiste. Le président de la République devait ensuite tenir une conférence de presse avant d'inaugurer le barrage d'Ain-Chouar, édifié avec le concours d'entreprises françaises. M. Mitterrand devait regagner Paris dans la journée de dimanche.

#### De nos envoyés spéciaux

Marrakech. — « Un accueil grandiose », titrait *Maroc-Soir* en parlant de Rabat. Que dire, alors, de Marrakech, où plus d'un millier de personnes étaient venues accueillir M. Mitterrand et le roi Hassan II ? Vendredi 28 janvier, la capitale du Sud n'était que couloirs, chaises, musique et vivats. Toute la ville et la campagne alentour s'étaient rassemblées le long des 40 kilomètres séparant Marrakech de la petite gare de Sidi-Bou-Othman, où est arrivé le train royal venant de Rabat, en fin d'après-midi.

Des rangées de tentes cardinales alignées en face de la gare, des groupes de chanteuses du Sud secouant en cadence leur longue chevelure au rythme des tambours et des trompettes, des chevaux caparponnés de velours, la foule en djellabas blanches et berrous bruns piétinant depuis des heures de fantasie alignés tous les 100 mètres le long de la route, tout cela n'était encore rien en comparaison des foules enthousiastes qui attendaient le roi et ses hôtes français au cœur même de la prestigieuse cité créée par les Almoravides au douzième siècle.

Toute la ville était là. Des banderoles tricolores et rouges frappées de l'étoile verte du Maroc surmontaient les avenues, et des guirlandes de lampes multicolores composaient au soir des buissons de lumière. Des calicots portaient des slogans plus nettement engagés qu'à Rabat : « Le Sahara est marocain, la Palestine est arabe » ; « Le peuple de la Marche verte salue le président français » ; « La classe ouvrière est fière d'accueillir le président de la République française » ; « Les originaires du Sahara marocain vous souhaitent la bienvenue ».

Le matin même, avant de quitter Rabat, M. Mitterrand avait reçu la communauté française rassemblée à l'ambassade, qui fut jadis la résidence du maréchal Lyautey. M. Mitterrand a parlé en termes élogieux des problèmes de cette communauté qui, dans les moments

difficiles, est « le bon ciment » entre les deux pays. Il a notamment rendu hommage aux coopérateurs, auxquels il a promis de prendre des mesures pour faciliter leur réinsertion en France une fois leur mission terminée. Ces Français, qui avaient voté à 70 % pour M. Giscard d'Estaing en 1981, ont fait au chef de l'Etat une telle ovation qu'un groupe de jeunes plaisants interrompait les personnes présentes, à la sortie, de s'écrier : « N'oubliez pas de voter socialiste ! ».

#### La dette militaire

Entre ces bains de foule, chez les Français à Rabat, chez les Marocains à Marrakech, le président Mitterrand avait eu un deuxième tête-à-tête avec Hassan II, dans le train royal. Parmi les sujets abordés, outre le projet d'une centrale nucléaire dont le souverain entendait depuis un an confier les études à la France, a figuré l'opération d'extraction de l'uranium contenu dans les phosphates marocains, entreprise pour laquelle les Français seraient en concurrence avec les Etats-Unis.

Autre sujet, plus délicat, celui du paiement des arriérés de la dette militaire contractée par le Maroc. Elle s'élevait au 31 décembre 1981 à deux milliards de francs environ, auxquels s'est ajoutée, depuis lors, le prix de cinq Mirage et d'une importante quantité de munitions et de pièces détachées. La France avait consenti à échelonner les paiements, lors de la visite de M. Delors à Rabat en avril 1982. Les Marocains ont promis d'honorer leurs engagements aux échéances prévues.

Au total, vendredi soir, M. Mitterrand, tout comme M. Chirac, se félicitaient de l'excellente atmosphère dans laquelle s'était déroulée la visite. On peut penser que M. Mitterrand est en passe de gagner le pari qu'il s'était apparemment fixé. Il entend que la France ait d'aussi bons rapports avec le Maroc qu'avec l'Algérie, ce qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait réussi à obtenir. En second lieu, il veut éviter que le Maroc ne glisse d'une manière ou d'une autre dans l'orbite américaine. Il semble que le moment était bien choisi, les Marocains ayant mesuré les limites de l'aide de Washington. En effet, en dépit de leur incontestable soutien politique, les Américains n'ont pas investi dans le domaine économique autant que l'espéraient leurs partenaires, et leur aide militaire est restée sans commune mesure avec celle de la France.

De plus, M. Mitterrand estime que des rapports confiants entre Paris et Rabat peuvent aider à la stabilisation du Maghreb et contribuer à encourager le processus de démocratisation engagé depuis 1977 au Maroc. Il est évident qu'une telle évolution ne peut pas rester sans effet sur le sort des prisonniers d'opinion, même si ceux-ci sont considérés par le régime comme des condamnés de droit commun.

PAUL BALTA et ROLAND DELCOUR.

### La « vieille maison » rendue aux Marocains

#### De notre correspondant

Rabat. — La « vieille maison », comme l'appellent affectueusement ses habitants, domine aujourd'hui la Rabat officielle des ministères. Au sommet de la colline du Chellah, elle ouvre ses fenêtres sur un magnifique parc à la française, et du premier étage, on aperçoit l'Océan.

Il faut contourner les remparts de Rabat et descendre vers le centre de la ville pour trouver l'entrée monumentale, qui rappelle les fastes du Protectorat. Car la « vieille maison » est l'ancienne résidence bâtie par Lyautey. M. Mitterrand est le dernier chef d'Etat français à y être chez lui.

Car elle sera rendue solennellement dans le courant de l'année aux autorités marocaines.

Le geste est clair. Il s'agit de restituer au Maroc le symbole de sa dépendance de naguère. Le déménagement des services français, également abrités dans l'ancienne résidence, est prévu pour l'été prochain. La nouvelle chancellerie s'élève dans le quartier de l'Agdal, près de l'ancienne place de Bourgogne. Quant aux successeurs de M. Jacques Morizet, l'actuel ambassadeur de France à Rabat, ils résideront dans le nouveau quartier du Souissi, sur la route des Zaers, devenu le quartier chic de Rabat. — R. D.

## Deux globe-trotters de la Maison Blanche

### Le vice-président Bush

Le premier vice-président de l'histoire américaine, John Adams, décrivait son poste comme : « la fonction la plus insignifiante que l'imagination humaine ait jamais conçue ». Plus prosaïquement et conformément au style rustique qui lui a valu son surnom, John « Cactus », Garret, qui fut pendant huit ans le vice-président de Franklin Roosevelt, s'écriait : « La vice-présidence ne vaut pas une cruche de salive tiède ».

Tant que le président est en vie (ou n'a pas démissionné, puisque M. Nixon a introduit cette variante institutionnelle), le vice-président n'est rien. Il n'a aucune autorité sur les ministres, bien qu'il siège aux réunions du cabinet lorsque le président veut bien se rappeler l'existence collective de ce dernier, ni sur aucun fonctionnaire. Il n'a d'autres missions que celles que le président juge bon de lui confier et qu'il peut d'ailleurs tout aussi bien lui retirer. Il n'a qu'un nombre limité de collaborateurs, pas nécessairement très motivés par leur « job », mis à part les fatalistes qui tombent sur le hasard, et ceux qui visent à plus long terme, supputant les chances de leur « patron » de se présenter à son tour un jour avec succès à l'élection présidentielle, mais cette fois en tête du « ticket ».

La seule responsabilité constitutionnelle qui lui soit assignée est l'ar-

gement protocolaire : c'est lui qui préside officiellement le Sénat.

Le vice-président n'est donc rien, du jour au lendemain, il peut devenir tout. Et le président ne peut en aucune façon se débarrasser de celui qui est le symbole même de la fragilité de son existence. On comprend que les rapports entre les deux hommes puissent parfois être difficiles. En fait, ils sont constitutionnellement pathologiques. Le vice-président doit constamment taire ce qui constitue son plus secret désir et sa seule présence pour mettre mal à l'aise un président un brin superstitieux. « Ce n'est pas véritablement un crime d'être vice-président. On ne peut pas vous envoyer en prison pour ça, mais ce n'est pas très honorable. C'est comme le fait d'écrire des lettres anonymes », écrivait, dans l'entre-deux-guerres, l'humoriste Finley Dunne.

Le mode de désignation du vice-président aggrave encore les choses. Ce dernier est en effet généralement choisi pour « équilibrer le ticket », donc le président est la locomotive. Jadis, les conventions des partis étaient assez fortes pour imposer comme coéquipier un ancien adversaire à un candidat-président réticent. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, mais celui qui brigue la Maison Blanche sait bien qu'il augmente ses chances après des élections s'il sélectionne quelqu'un qui a

des qualités complémentaires aux siennes, une base politique différente et une autre origine à la fois géographique et ethnique. Bref, et en exagérant un peu, s'il choisit son portrait en creux, s'il choisit son sympathie qui suit des similitudes est donc exclue. Lyndon Johnson, Texan protestant peu raffiné et enclin au populisme, était le coéquipier rêvé par les stratèges électoraux démocrates pour un riche patricien catholique de Nouvelle-Angleterre tel que John Kennedy. Mais les deux hommes, à l'évidence, n'avaient aucune affinité.

#### Le chien avocat de Nixon

Eisenhower non plus n'avait guère d'estime pour son vice-président, M. Richard Nixon. Il est la cruauté de répondre en 1960, comme on lui demandait de fournir un exemple d'une réalisation importante de celui qui avait été son second pendant huit ans : « Donnez-moi une semaine, et je pourrai vous en citer une ». Cette attitude coïncide probablement la présidence à M. Nixon, qui tentait cette année-là sa chance contre Kennedy, n'échouant que de 118 000 voix.

L'antipathie entre le droit et intègre Ike et le torseux Richard était apparue avant même leur entrée en fonctions. Les démocrates avaient

levé un lièvre de taille, lors de la campagne de 1952, en accusant Nixon, qui se présentait aux côtés d'Eisenhower, d'avoir utilisé à son profit personnel 18 000 dollars recueillis par de riches républicains de Californie.

Une fois d'autant plus enclin, à quelques semaines de l'élection, à se débarrasser de ce douteux second qu'il avait lui-même fait de la lutte contre la corruption un thème majeur de sa campagne. Mais M. Nixon sut redresser la situation avec son célèbre discours larmoyant à la télévision où, sans répondre sur le fond, il fit étalage de la modestie de ses origines, et mit à contribution un personnage qui semblait a priori étranger à l'affaire, son chien Cheech, dont le nom resta attaché à ce curieux épisode de la vie politique américaine.

Eisenhower, qui avait observé jusqu'à une réserve remarquable, dut s'incliner devant la campagne de soutien admirablement orchestrée au sein du parti républicain par M. Nixon lui-même. Et puis, M. Nixon, le démagogue anti-communiste, « équilibrait » bien, aux yeux des dirigeants républicains, Eisenhower jugé trop « libéral » par la vieille garde du parti. Mais Ike avait une mémoire de militaire — et la rançonne ténace.

La corruption faisait décidément partie de l'univers de M. Nixon puisque son propre vice-président, M. Spiro Agnew, fut contraint pour cette raison de démissionner — fait sans précédent dans l'histoire américaine (1) — en octobre 1973. Financier et brutal, M. Agnew commença par nier en bloc, en tentant de « déstabiliser » ses accusateurs. Puis, tout uniment, il avoua les faits, passant un accord avec la justice pour éviter la prison. Pendant des années, en tant que fonctionnaire puis gouverneur de l'Etat du Maryland, il avait reçu une enveloppe hebdomadaire de 1 000 dollars pour ses complaisances envers les entrepreneurs locaux du bâtiment.

L'ironie, en ce qui concerne M. Agnew, tient au fait qu'il avait joué, pendant le premier mandat de M. Nixon, de 1968 à 1972, le rôle d'un gardien musclé et véhément de « la loi et l'ordre », pourfendant les libéraux de la côte à leur « mollesse », supposée face à la délinquance. Même pendant cette période active qui fut son heure de gloire, M. Agnew avait pourtant été sifflé (« comme un clown », disait

### « Un mur très haut, sévère, historique... »

La fonction de vice-président des Etats-Unis comporte, avant tout, une mission réservée à des circonstances dramatiques : remplacer en cours de mandat le chef de l'exécutif. Voici comment Lyndon Johnson raconte la façon dont il succéda à Kennedy assassiné :

« Malgré l'honneur de cette tragédie, malgré mon sentiment de perte personnelle et de choc personnel, je savais qu'il ne m'était pas permis de me laisser envahir par le chagrin. Les conséquences de tous mes actes étaient trop graves pour que je sois à cet instant immobilisé par l'émotion. »

« J'avais une équipe et un gouvernement qui allaient être phagés dans le désespoir, et je me suis efforcé de leur faire voir que j'étais prêt à prendre. Nul ne savait encore s'il ne s'agissait pas d'une vaste conspiration meurtrière.

« Mais avant tout, je sentais que, préparé ou non, des devoirs nouveaux et immenses me tombaient sur les épaules. Il y avait des tâches à accomplir, pour lesquelles j'étais le seul à disposer de l'autorité nécessaire. Il fallait rassurer une nation accablée, frappée en plein cœur, en lui montrant que le gouvernement n'était pas paralysé. J'avais à convaincre chacun, en ces lieux, que le pays poursuivait sa marche en avant, que le fonctionnement des Etats-Unis ne s'arrêterait pas. Je savais que non seulement mon pays mais le monde entier suivait anxieusement chacun de mes gestes — pour m'observer, me juger, me peser. »

« J'étais prêt sans préparation à l'un des postes les plus délicats qu'un mortel puisse occuper. Mes devoirs ne pourraient attendre une semaine, un jour, ou même une heure... »

« Quand j'entrai, tout le monde se leva. Je me souvins encore de l'émotion profonde qui m'envahit. En cet instant, je compris que rien ne pourrait plus jamais être comme avant. Un mur — un mur très haut, sévère, historique — nous séparait désormais, un mur créé par la fonction de président des Etats-Unis. Nul, à l'exception de ma famille, ne pourrait plus le franchir, aussi longtemps que j'occuperais ce poste. Pour de vieux amis, qui ne m'avaient jamais appelé autrement que Lyndon, je serais désormais « Monsieur le président ». C'était une perspective effrayante, inquiétante, hésitante. Je cherchais la main de Lady Bird pour me rassurer. »

Lyndon Johnson, Ma vie de président, éditions Bouché-Chastel.

## George Shultz, le secrétaire

#### De notre correspondant

Washington. — Mon nom est George Shultz. Je suis de Californie. En se présentant ainsi pour la première fois, le 26 juin 1982, le nouveau secrétaire d'Etat fit sourire tout l'auditoire. Dans le genre faux modeste, c'est réussi. Mais au fil des semaines, en observant son extrême sobriété, on y découvre davantage que de la coquetterie : un style.

Le soixantième secrétaire d'Etat de l'histoire américaine ressemble à son prédécesseur comme le jour à la nuit. Et c'est sans doute pour cela que son style — assez banal, somme toute — frappe tant. On le présente comme l'« homme tranquille », et on s'extasie, par comparaison au général Haig, l'agité par excellence.

Il faut dire que l'arrivée de M. Shultz a beaucoup changé l'ambiance à Washington. Les hauts fonctionnaires du département d'Etat ne sont plus sur le qui-vive en permanence, guettant les colères ou les initiatives inattendues du « boss ». A la Maison Blanche, les hommes du président ne passent plus leurs journées à contenir les ambitions du chef de la diplomatie et à lui couper l'herbe sous le pied. La sérénité règne depuis

sept mois. M. Reagan lui-même se montre plus à l'aise en politique étrangère : il écoute son secrétaire d'Etat et lui fait confiance, sans y voir un concurrent.

Avec ses mimiques de « dur », qui ne manquent pas d'un certain charme, le général Haig faisait play-boy grisonnant. Rien de tel avec M. Shultz, rondlet, presque chauve, parlant de manière à éviter tout effet. Attention au regard portant : ces yeux bleus vous transpercent inopinément. Une autre « dureté » s'en dégage, plus impressionnante que celle du général.

M. Shultz n'a pas été, lui, commandant en chef des forces de l'OTAN. Mais l'armée ne lui est pas étrangère. Il s'engagea dans les « marines » entre 1942 et 1945, pour faire — avec enthousiasme, dit-on — la guerre du Pacifique. C'est là qu'il rencontra sa future femme, une infirmière, dont il eut cinq enfants. Le nouveau secrétaire d'Etat s'affirme californien. N'a-t-il pas dirigé pendant huit ans à San Francisco la société Bechtel (grands travaux) et enseigné à l'université de Stanford ? Cet économiste de soixante-deux ans n'en reste pas moins un produit d'un certain « establishment » de la côte Est. Il fait partie de ces gens, barés de diplômes, qui ont un pied dans



les affaires, un autre à l'université, entre deux passages au gouvernement.

#### Un « imbécile » selon Nixon

Sa carrière washingtonienne s'était faite, sous la présidence Nixon. On lui confia successivement les postes de secrétaire au travail (1969), directeur du budget (1970) et secrétaire au Trésor (1972). L'affaire du Watergate lui valut d'être traité d'« imbécile » dans le bureau ovale, comme devait le révéler plus tard

l'une des fameuses bandes magnétiques : non seulement le secrétaire au Trésor avait refusé d'ouvrir des enquêtes fiscales sur tous les ennemis de la Maison Blanche, mais il autorisa une vérification de routine sur la feuille d'impôts de M. Nixon lui-même.

C'est M. Shultz qui aurait dû normalement devenir secrétaire d'Etat en janvier 1981. Il fut écarté au profit du général Haig, pour deux raisons. D'une part, on voulait confier le Pentagone à un autre dirigeant de Bechtel, M. Weinberger. Il était difficile de trop favoriser une société que le lobby pro-Israélien déteste à cause de ses liens avec l'Arabie Saoudite. Mais, d'autre part, M. Shultz paraissait trop accommodant à l'entourage du président élu : ne fallait-il pas quelqu'un de plus ferme pour mettre en œuvre une politique étrangère musclée ?

Un an et demi plus tard, on allait d'urgence le chercher. Il n'hésita pas un instant à abandonner un salaire annuel de un demi-million de dollars pour un traitement gouvernemental beaucoup plus modeste. Sa fortune — dont on ne connaît pas le montant — l'autorisait sans doute à faire un tel sacrifice.

Le général Haig avait laissé la maison dans un état préoccupant. C'était la crise tous azimuts. Les



# Itzhak Navon, le chef d'État qui monte

Le président travailliste de l'État d'Israël, M. Itzhak Navon, doit, dans le courant de la semaine, révéler ses intentions. Second mandat ou poste moins représentatif ? Il s'agit, en clair, de tailler des croupières à M. Begin.

**De notre correspondant**  
Jérusalem. — Il n'y a pas que les caprices de la Bourse de Tel-Aviv pour attirer actuellement l'attention de la plupart des Israéliens. L'avenir du président de l'État, M. Itzhak Navon, est un autre sujet de forte spéculation. M. Navon représente une valeur prometteuse qui pourrait bientôt bouleverser le jeu politique israélien jusqu'à présent dominé sans conteste par la personnalité de M. Begin. Mais l'incertitude demeure car les actions de M. Navon ne peuvent encore être véritablement cotées malgré l'impulsion qu'il a manifestée tant dans l'opposition, où, pour beaucoup, il incarne un espoir, que dans la majorité, où il personnifie une menace.

Il ne peut attendre davantage pour se prononcer. Cet homme tranquille, qui a cultivé volontiers une image de père de famille, sait qu'il ne peut plus donner l'impression de blâmer ou de louer à ceux qui sont prêts à investir sur son nom. N'aurait-il pas d'ambition qu'on ne le croirait pas. Il n'ignore pas que jamais avant lui les projets d'un président d'Israël n'ont suscité autant d'intérêt. Même s'il lui a donné en cinq ans un relief nouveau, la fonction présidentielle, sans pouvoir exécutif et purement représentative jusqu'alors, convenait parfaitement à une fin de carrière. Mais, dans son cas, on a toujours rêvé qu'elle pourrait être au contraire un « trampolin », et il s'est bien gardé de démentir tous ceux qui ont affirmé que, dans ce rôle en principe « apolitique », il ne faisait que se tenir en réserve de l'État.

Ce n'est pas un hasard si M. Navon vient d'être reçu à la Maison Blanche (aucun de ses prédécesseurs n'avait été) et si à Paris on souhaitait le voir faire escale à son retour des États-Unis, ce qui, pour des raisons de calendrier, n'a pas été possible.

Parce qu'elles ont été particulièrement dévotées, les tentatives de faire connaître ses intentions. Il n'est que temps, pour des raisons politiques tout d'abord, puisqu'il doit dire rapidement s'il brigue ou non un nouveau mandat de président. Mais il y a une autre raison, plus importante celle-ci, car elle tient au calcul que l'on prête à M. Begin. Depuis longtemps, le chef du gouvernement ne cache pas qu'il cherche à provoquer des élections anticipées pour confirmer et renforcer le succès remporté par le Likoud en 1981. L'occasion pourrait se présenter durant ce mois de février, lorsque la commission d'enquête sur les massacres de Sabra et de Chatila rendra ses conclusions. Celles-ci seront probablement très critiques à l'égard du gouvernement, et M. Begin aura beau jeu de s'en remettre au jugement des électeurs, étant quasiment assuré d'un résultat nettement favorable.

## S'imposer au parti

Dans cette hypothèse — qui reste fragile, car le parti national religieux, allié du Likoud, bloque le projet de M. Begin, redoutant de disparaître lors d'élections rapprochées, — le scrutin pourrait être organisé avant l'été ou au moment des élections municipales, en novembre. Théoriquement, M. Navon, qui devrait quitter la fonction présidentielle en mai, pourrait rejoindre son parti, le parti travailliste, dont il fut l'un des dirigeants, et mener la campagne de l'opposition avec de bonnes chances de victoire puisque tout le monde s'accorde à penser qu'il est le seul « vrai rival » de M. Begin. Mais le délai paraît un peu court, et le succès est loin d'être garanti.

Pour s'imposer au parti, il devra vaincre les réticences évidentes des dirigeants actuels, qui n'accueilleront pas de gaieté de cœur ce concurrent.

Certains vont même jusqu'à lui conseiller de ne pas affronter M. Begin, qu'il juge encore trop redoutable, et de ne se présenter que face au successeur de ce dernier (1).

Quoi qu'il décide, M. Navon est désormais appelé à jouer un rôle prépondérant, et il possède pour cela un profil très particulier parmi l'ensemble des hommes politiques israéliens.

Dans le cimetière du Mont des Oliviers se trouve une tombe qui porte le nom de Yona Navon, née en 1723. Le président de l'État d'Israël est issu d'une famille qui, après s'être réfugiée en Turquie après l'expulsion des juifs d'Espagne, s'est installée à Jérusalem il y a plus de trois siècles. Bien rares sont ceux qui, comme les Navon, peuvent faire valoir une telle ancienneté dans le pays.

Aussi formellement une petite aristocratie. M. Navon est, comme l'on dit ici avec respect, un « sépharade » — ce mot hébreu signifiant « espagnol ». Mais il est également sépharade au sens plus large du terme qui désigne

surtout l'ensemble des juifs venus des pays arabes. La mère de M. Navon, fille de rebbin, est née au Maroc. Il est le premier président sépharade de l'État d'Israël. Ses origines sont pour lui un atout déterminant quand les sépharades, qui constituent aujourd'hui la majorité de la population du pays, continuent de se plaindre de leur situation d'infériorité et de la domination des ashkenazes (juifs venus d'Europe centrale), parmi lesquels se sont recrutés tous les principaux dirigeants du pays jusqu'à maintenant. M. Navon peut espérer à l'avenir apaiser, plus encore qu'il ne l'a fait durant son mandat présidentiel, les tensions intercommunautaires qui minent la vie publique israélienne, et il est, de l'avis général, le seul capable de regagner pour le compte du parti travailliste les voix sépharades, dont le Likoud vient maintenant au Likoud.

Né le 9 avril 1921 à Jérusalem, M. Navon a été élevé dans un milieu très religieux avec lequel il a pris quelque peu ses distances lors de ses études à l'université, où il a obtenu des diplômes de littérature hébraïque et arabe et de culture islamique. Sa connaissance de l'hébreu fait l'envie de beaucoup d'autres dirigeants politiques ; quant à celle qu'il a de l'arabe, elle est tout à fait exceptionnelle en Israël. Cette dernière particularité et le fait que sa famille côtoyait depuis longtemps la population arabe de Jérusalem ont décidé de sa carrière officielle puisque, en 1946 il a été nommé à la direction de la « section arabe » de la Hagannah, l'organisation de défense juive, devenue l'armée israélienne durant la guerre d'indépendance. Il devient ensuite secrétaire d'ambassade en Amérique latine (il parle aussi l'espagnol comme le français) avant d'être choisi en 1951 comme collaborateur direct du ministre des affaires étrangères. Un an plus tard, le premier ministre, David Ben Gourion, l'appelle à son service pour être son chef de cabinet, poste que M. Navon conservera jusqu'à la retraite du « père fondateur » en 1963. Leur rencontre relève de l'anecdote : David Ben Gourion, désireux lire Cervantes dans le texte, cherche un professeur d'espagnol, et on lui recommande M. Navon. Le premier ministre est aussitôt séduit par ce fonctionnaire appliqué et cultivé. Pour le second, il le préfère à « de véritables fidèles ».

Si, au départ, M. Navon n'était pas de ceux-là, il le deviendra. Mais il conservera aussi une grande indépendance d'esprit, au point de tenir tête parfois au chef

ombrageux et autoritaire qu'était David Ben Gourion. Cela vaudra à M. Navon l'estime de ses pairs, mais, lorsqu'en 1964 David Ben Gourion rompt de manière fracassante avec le parti travailliste pour fonder, sans succès, le Rafi, M. Navon le suit (comme M. Shimon Peres, aujourd'hui président du parti travailliste). Et il est élu député sur cette liste en 1966. Cette dissidence ne lui sera pas pardonnée pendant longtemps, même quand le Rafi regagnera le giron travailliste. Tandis qu'il devient l'un des chefs de file de la jeune garde et est promu aux plus hautes fonctions, cette « faute », ajoutée à sa réputation de « colombe », lui vaudra l'hostilité durable de la vieille garde, et, parmi elle, de Golda Meïr. C'est à cause de cela qu'il ne pourra être élu au sein du parti comme candidat pour la présidence de la Knesset et lors d'une première tentative en 1973 pour la présidence de l'État. Mais, à chaque fois, il échouera de justesse. Aussi parviendra-t-il à obtenir plus tard le poste-clé de président de la commission des affaires étrangères et de la défense.

En 1978, M. Navon devient enfin locataire de « Beit Ha-Nessi », la résidence du président (de l'État), dont, détail piquant, il avait si vivement critiqué l'architecture qu'il fut atterré en diffamation par le créateur. Dans les limites restreintes de ses attributions, il réussira à déployer une activité très remarquable, notamment dans le domaine social et dans celui de l'éducation, où il a un rôle d'incitateur souvent efficace. Il devient rapidement le président le plus connu de ses concitoyens, multipliant les voyages à travers le pays. Il a même exhorté à différentes occasions une influence plus « politique », malgré la neutralité à laquelle il est contraint par la Constitution et par la vigilance d'un gouvernement représentant un parti adverse du sien. Récemment, il n'a pas hésité à intervenir avec insistance pour empêcher M. Begin à accepter la création d'une commission d'enquête sur les massacres de Sabra et de Chatila.

M. Navon a su attirer des sympathies dans tous les milieux. Cet homme affable et débonnaire est aussi très habile. Ainsi est-il admis par les religieux de stricte observance alors qu'il est loin d'être un pratiquant orthodoxe. Mais c'est un ardent défenseur de la « tradition juive », et sa culture biblique impressionne. Ce citoyen dont la simplicité est vantée par les Marocains des quartiers pauvres bénéficie de l'admiration des intellectuels ashkenazes pour son sens de l'humour — il a appris la yiddish, — mais aussi pour son humanisme raffiné.

## « Brillant homme du peuple »

Enfin, M. Navon fait naître l'espoir d'un véritable règlement pacifique du conflit israélo-arabe, et ce sans trop s'attarder jusqu'à présent les foudres des « faucons » de la droite. Depuis 1975, il a été un des premiers à défendre au parti travailliste la thèse toujours très contestée selon laquelle Jérusalem pourrait engager le dialogue avec l'O.L.P. et cette organisation accepterait de reconnaître Israël.

Un député travailliste, M. Michael Bar Zohar, qui a été un de ses proches collaborateurs sans partager toutes ses idées, résume ainsi les qualités de M. Navon : « C'est une personnalité à part en Israël. Un brillant homme du peuple, quelqu'un qui a un incroyable don de sympathie, qui sait trouver le compromis grâce à son bon sens comme à son intelligence ; enfin, ce qui est rare, on ne lui connaît guère d'ennemis ».

Il y a bien des années, David Ben Gourion, tentant d'encourager M. Navon après le premier échec de celui-ci lorsqu'il avait brigué la présidence de l'État, lui avait déclaré : « Tu seras un jour à ce poste, j'en suis convaincu ». Le père fondateur n'eut pas vécu assez longtemps pour présider ce qui son poulain occuperait ensuite une fonction encore plus importante.

FRANCIS CORNU.

(1) A cause de son âge, bientôt soixante-dix ans, et de son état de santé précaire, M. Begin envisage de conduire la liste du Likoud lors des prochaines élections, mais de se retirer ensuite assez vite en passant la main à un dauphin qui reste à désigner.

La Maison Blanche envoie simultanément, dimanche 30 janvier, deux émissaires prêcher la bonne parole à travers le monde. Le secrétaire d'État, M. Shultz, part pour l'Asie afin, notamment, de rassurer les Chinois à propos des livraisons d'armes à Taiwan. Et le vice-président Bush, conciliateur paisible et souriant, arrive en Europe pour mettre en garde les alliés contre les mauvaises pensées que pourraient faire naître chez eux, l'offensive de charme des nouveaux dirigeants du Kremlin.

## et son curieux job



Destins de P. Graziani.

Nixon) par la Maison Blanche, sans jamais que ses conseils soient sollicités. Il était chargé de jouer les « médiateurs » et de proclamer à haute voix à propos des pauvres, des Noirs, des opposants à la guerre du Vietnam et des intellectuels (sa cible favorite) ce que M. Nixon lui-même, en tant que président, ne pouvait se permettre de dire.

Les rapports entre président et vice-président sont tellement vicieux à la base que seul l'évangélique Carter pouvait se mettre en tête de donner des responsabilités à son coéquipier et tenir sa promesse. M. Mondale fut en effet associé assez étroitement à la conduite des affaires. Il disposait d'un bureau à la Maison Blanche (fait rarissime dans les années) et ses avis étaient écoutés. M. Carter était républicain que son second était un « type épatant » et qu'il l'« aimait ». Mais le baptiste géorgien n'avait-il pas fait profession d'aimer l'humanité entière ?

Presque tous les présidents, au contraire, après avoir utilisé leurs coéquipiers pour être élus, se sont empressés de les mettre aux oubliettes, voire de les compromettre. M. Lyndon Johnson, qui pourtant avait souffert du mépris des Kennedy pendant sa vice-présidence, se conduisit exactement de la même façon avec Hubert Humphrey après son élection de 1964. Il parvint même, en obligeant Humphrey à soutenir publiquement sa politique vietnamite, à ternir l'image de ce dernier, pourtant peu convaincu en son for intérieur que l'escalade était inévitable. Sans aller aussi loin, Franklin Roosevelt, très gravement affaibli par la maladie lors de son

dernier mandat, négligea tout simplement de tenir Truman, alors vice-président, qui allait manifestement lui succéder, au courant de la conduite de la guerre. Il est vrai que Truman apprit rapidement — et tout seul — son métier.

Tenu à l'écart, soupçonné de mauvaises pensées, le vice-président, jusqu'à la seconde guerre mondiale, rongea son frein, se morfondait, ou se réfugiait dans l'humour. Tout a changé avec le développement des moyens de transport rapides et la multiplication des voyages officiels. Désormais, le vice-président se déplace énormément et représente le président aux cérémonies officielles dont ce dernier préfère se dispenser à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Du temps d'Eisenhower, M. Nixon rendit ainsi visite à cinquante-quatre pays, et, en trois ans de présidence Kennedy, M. Johnson en avait déjà parcouru trente-trois.

M. George Bush, qui a déjà à son actif un nombre impressionnant de kilomètres et notamment une longue tournée en Afrique, ne faillit pas à cette règle. Il était déjà, à Paris en juin 1981, le premier officiel américain de haut niveau reçu par le président Mitterrand. Le jour même où était annoncée la nomination des ministres communistes. (Les voitures officielles des uns et des autres ne furent pas loin de se croiser dans la cour de l'Élysée.) Il retourne en Europe du 30 janvier au 10 février prochain, pour « prendre la température » des alliés en cette « année des euro-missiles », en pleine offensive de charme des nouveaux dirigeants du Kremlin et avant les élections allemandes du 6 mars.

M. Bush n'a pas mandat de négociation quel que ce soit (ce serait bien peu conforme au rôle traditionnel du vice-président). Il vent essentiellement défendre la position américaine sur la nécessité d'installer les missiles de croisière et les Pershing-2 et rappeler que la demande initiale émanait de l'Allemagne, en l'occurrence de M. Helmut Schmidt, lors de ce dernier était chancelier. Son étape principale est bien évidemment Bonn, et non Paris, où il ne restera que vingt-quatre heures les 8 et 9 février.

Il n'élèvera la voix pour se faire entendre que si M. Reagan lui a enjoint de le faire. Cela lui déplairait certainement, car il a horreur des polémiques, mais il le ferait sans hésiter, car il aime obéir et s'est toujours montré loyal. En toute hypothèse, il écouterait patiemment ses

interlocuteurs et tentera d'arrondir les angles. Il est expert en ce domaine : n'a-t-il pas été président du parti républicain au beau milieu du scandale du Watergate et ne s'est-il pas acquitté de cette tâche délicate à la satisfaction générale ? Créature de M. Nixon, qui l'avait nommé ambassadeur auprès de l'O.N.U. en 1970 pour le consoler d'un échec au Sénat, il a pourtant su, en 1973-1974, prendre avec dignité ses distances avec son ancien protecteur sans jamais paraître le trahir.

Un homme qui manifeste à la fois autant de docilité, de bonne volonté et de flexibilité à l'égard d'un vice-président heureux. C'est bien parce qu'il le jugeait prêt à s'entêter, sans rechigner, aux besognes les moins agréables que le président Ford lui avait confié, en 1974-1976, la direction de la C.I.A., alors en pleine débâcle.

Lors de la convention républicaine de Détroit, en juillet 1980, M. Reagan avait présenté l'ancien président Ford, par une démarche sans précédent, pour être son vice-président. L'opération presque conclue avait capoté sur les exigences de M. Ford, et notamment sur son désir d'associer M. Kissinger à la nouvelle équipe, ce dont M. Reagan ne voulait à aucun prix. M. Bush, qui fut le concurrent de M. Reagan pendant les primaires, était donc le « second choix » de ce dernier. Mais cette position ne le prédestinait-elle pas, mieux que tout autre, à être son second sur le ticket républicain ?

M. Bush sait ne pas porter d'ombrage à son « patron ». Lorsque celui-ci fut victime d'un attentat, le 30 mars 1981, il ne commit pas l'erreur du secrétaire d'État d'alors, M. Haig, qui s'agita comme un beau diable et donna l'impression de vouloir occuper tout le devant de la scène.

Le vice-président actuel a l'habitude de jouer les seconds rôles, mais pose patiemment les jalons de son avenir. Trop bien élevé pour penser à haute voix au jour où... il s'entend à l'hypothèse plausible d'un deuxième mandat de M. Reagan. Mais ne lui arrive-t-il pas de rêver ?

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) Un seul vice-président avait jusqu'à présent été élu, John Calhoun, en 1832. Mais c'était pour occuper un siège au Sénat, où il venait d'être élu. Ce qui en dit long sur le prestige respectif d'un sénateur et d'un vice-président à cette époque.

## d'Etat trop tranquille

Etats-Unis venant de se brouiller avec les Européens, à cause de l'embarco sur le gazoduc. Ils s'attiraient les foudres des Latino-Américains en raison du conflit des Malouines. Les Israéliens venaient d'entrer au Liban, les Chinois s'en prenaient à Washington... De tous côtés — spécialement dans le tiers-monde — la politique économique américaine suscitait des mécontentements.

Pour recoller les morceaux, M. Shultz a tout de suite choisi un « profil bas », écoutant beaucoup, s'exprimant peu — ou alors avec un art consommé de ne rien dire. Ses collaborateurs apprirent que le temps des grandes déclarations était fini. Le secrétaire d'État ne ferait plus que des voyages essentiels et s'appuierait davantage sur le corps diplomatique.

## Une force mystérieuse

Le résultat a été très positif. En l'espace de quelques mois, M. Reagan publiait ses propositions de paix pour le Proche-Orient, renouait avec l'Amérique latine, levait l'embarco sur le gazoduc et montrait une plus grande ouverture aux difficultés financières du tiers-monde. Son secrétaire d'État participait aux décisions économiques ; aucune délibération gouvernementale importante ne se faisait désormais

en son absence. C'est une grande nouveauté. Si M. Kissinger avait compris l'importance de l'économie en politique étrangère, et si le général Haig voulait en être directement responsable, aucun des deux n'avait les compétences de M. Shultz.

Seule fausse note jusqu'à présent : le nouveau secrétaire d'État voulait que M. Reagan se rende aux funérailles de Brejnev. Histoire de faire un geste et de s'entretenir avec le nouveau maître du Kremlin. Ce conseil a été rejeté. De retour de Moscou, M. Shultz a dû durcir son attitude pour ne pas apparaître comme un mou : la « musique martiale » entendue aux funérailles lui avait donné des frissons, expliqua-t-il aux journalistes, en claquant dans ses mains. C'est l'unique fois où on l'a vu s'empourprer légèrement.

Les libéraux en ont été très déçus. A tort, car M. Shultz n'a jamais été l'un des leurs. S'il n'est pas un croisé de la « nouvelle droite », même pas vraiment un « réaganien », c'est bel et bien un conservateur. A vrai dire, tout le monde s'interroge sur ses intentions exactes. A force de s'effacer derrière le président, le secrétaire d'État est devenu une force mystérieuse.

Ne pouvant compter sur ses confidences, on va interroger ses

proches. Et qu'est-ce qu'on apprend ? Que M. Shultz est un bon joueur de golf, qui adore gagner mais ne se vante jamais de ses victoires. Pour définir les tendances profondes d'un homme d'État, c'est un peu maigre. Est-on plus avancé ? Jadis, lorsqu'il était secrétaire au Trésor, la porte de son bureau restait fermée une heure par jour pour lui permettre de réfléchir...

M. Shultz joue probablement de son ambiguïté. Cela ne lui réussit pas mal, après tout. Il a beaucoup plus d'autorité à Washington que le général Haig. Le Congrès l'approuve, la presse l'encense volontiers.

Pour la première fois, l'autre jour, un éditorial du *Christian Science Monitor* s'intitulait : « George Shultz for president ? ». Avec ce commentaire : « Peut-être qu'une nouvelle forme de charisme est en train d'émerger ».

Mais il ne faut pas qu'elle « émerge » trop, car on assisterait alors aux escarmouches classiques entre la Maison Blanche et le département d'État. Pour entretenir son image et servir ses ambitions — mais en à-t-il ? — l'homme tranquille de la diplomatie américaine a besoin qu'on ne s'agite pas trop autour de lui.

ROBERT SOLE.



## étranger

Pologne

### Les clandestins de Solidarité veulent obliger le pouvoir à un compromis

La société polonaise doit se préparer à une grève générale, qui est « inévitable » et reste « l'arme la plus forte » dans la lutte à mener pour contraindre le pouvoir à un compromis avec la population, estime la direction clandestine de Solidarité (T.K.K.). Cette affirmation se trouve dans une déclaration-programme datée du 22 janvier et parvenue jeudi 27 à la presse occidentale à Varsovie. MM. Zbigniew Bujak, Bogdan Lis, Jozef Piniór, Eugeniusz Szumielko et Władysław Haredek écrivent que, au cours des préparatifs à la grève, « nous devons formuler un programme social minimum, qui serait un ensemble de revendications et tiendrait compte de toutes les limitations découlant des réalités politiques, nationales et internationales ».

### Les déclarations de Klaus Barbie à la télévision bolivienne

(Suite de la première page.) La veille, on avait appris qu'un juge de la Cour suprême avait été chargé de rédiger un rapport préliminaire sur les agissements de Barbie. D'autre part, la Cour des comptes, qui l'avait fait arrêter, a ordonné, vendredi, le gel de ses comptes bancaires.

Avec le retour des civils au pouvoir, les jours tranquilles touchent à leur fin. La procédure d'extradition serait aussi accélérée pour des raisons plus matérielles. Certains, à La Paz, n'hésitent pas à dire que Barbie pourrait être remis à l'Allemagne fédérale soit par jugement de la Cour suprême, soit par décret lui retirant la citoyenneté bolivienne acquise frauduleusement, échange de crédits de la France et de l'Allemagne pour aider l'économie bolivienne chancelante. A défaut d'une extradition vers l'Europe, il est aussi question de renvoyer le criminel nazi au Pérou, où il est poursuivi pour escroquerie.

A soixante-neuf ans, Klaus Barbie n'a apparemment rien perdu de sa morgue, et cherche à se défendre avec son insolence coutumière. Dans une interview réalisée par la télévision bolivienne dans sa cellule à La Paz et vendue en exclusivité à une chaîne américaine, Klaus Barbie affirme : « C'est vrai, j'ai capturé Jean Moulin, chef de la résistance française, vivant, mais je l'ai remis en bonne santé aux autorités françaises mises en place par les Allemands. C'est par hasard que j'ai appris la mort de Jean Moulin en 1957, en Bolivie, en lisant une revue américaine. » Et d'ajouter : « C'est vrai que nous avons tué des gens, mais n'a-t-on pas fait de même ailleurs ? »

« La dictature ne donne pas au pays de chances de développement, car elle constitue une menace constante pour la paix en Europe ».

L'action doit être menée par la mise en place « d'un front du refus », par « une lutte économique » (en prenant soin de maintenir l'économie à un niveau qui permettrait une reconstruction future) et par une « conscience sociale indépendante ». Enfin, par les préparatifs d'une grève générale, car le pouvoir ne pourra maintenir constamment les dispositifs mis en place pour étouffer les grèves. « La perspective d'une grève générale n'est pas contradictoire avec le programme d'une évolution du système », affirment les dirigeants clandestins.

M. Lech Wałęsa, interrogé par téléphone, a déclaré : « Notre objectif est le même, mais il y a plusieurs façons d'y parvenir. Actuellement, une grève générale ne fait pas partie de mon programme, mais un jour je pourrais décider qu'une telle méthode est nécessaire ».

En ce qui concerne les demandes d'extradition française et allemande, Barbie les estime « illégales, fautes de traités d'extradition entre la Bolivie et ces deux pays ». « Pour l'Allemagne, s'exclame-t-il, c'est encore plus absurde parce qu'on ne peut pas m'accuser d'avoir tué un citoyen français en France. » Interrogé sur son rôle pendant les dernières dictatures, il répond : « J'ai toujours été un militaire, jamais un paramilitaire. » Sur ce point comme sur bien d'autres, Barbie est en totale contradiction avec les nombreux témoignages sur le concours actif qu'il a apporté aux généraux Banzer et García Meza.

Enfin, dans des déclarations à la télévision mexicaine, l'un des avocats de Barbie, M. Constantino Carrion, a accusé M. Régis Debray d'être « à l'origine des nouveaux ennemis de son client ». Il a rendu M. Debray « responsable de la mort de deux cents soldats et sept officiers boliviens » tués dans la lutte contre la guérilla de Che Guevara. L'avocat a ensuite envisagé la possibilité, en cas de changements politiques à La Paz, qu'un autre gouvernement bolivien puisse demander un jour l'extradition de M. Debray.

J.-C.B. ● Le président bolivien Hernán Siles Suñer a estimé, vendredi, qu'un coup d'État est possible de la part des éléments écartés du pouvoir lors des élections de 1980. Lundi, le journal Jornada de La Paz a annoncé que tous les officiers des forces armées boliviennes en permission étaient rappelés d'urgence pour des tâches spéciales en raison de « faits susceptibles de porter atteinte au processus démocratique ». — (A.F.P.)

## à travers le monde

### Pakistan

● LE CHEF DE L'ÉTAT, LE GÉNÉRAL ZIA UL HAQ, a annoncé, jeudi 27 janvier, la mise en place, dans un délai de six semaines, de plus de cent cinquante tribunaux islamiques chargés d'appliquer le droit pénal dans l'ensemble du pays. Placés sous l'autorité de la Cour islamique fédérale, ces tribunaux jugeront de crimes tels que le vol, la fornication, la consommation d'alcool. Les peines applicables prévoient notamment l'amputation, la flagellation, l'amende ou l'emprisonnement. — (A.F.P.)

### Turquie

● UN MILITANT ARMÉNIEN EXÉCUTÉ. — Levon Elmekjian, 24 ans, militant de l'armée secrète arménienne, avait résisté au commando qui avait attaqué le 7 août l'aéroport d'Ankara, condamné à

mort par la cour militaire d'Ankara, a été exécuté samedi matin 29 janvier. Le conseil national de sécurité présidé par le général Kenan Evren avait entériné, vendredi soir en dernière instance, au cours d'une réunion spéciale, le rejet d'appel de la sentence prononcée par la cour de cassation. — (A.F.P.)

### Union soviétique

● UN NOUVEAU MINISTRE DE L'AGRICULTURE POUR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE. — M. Victor Nikonov, succède à M. Leonid Florentiev qui prend sa retraite à soixante et onze ans. Agé de cinquante-quatre ans, M. Nikonov a exercé diverses fonctions dans l'appareil régional du P.C., de 1961 à 1979, où il devint l'adjoint de M. Florentiev. Celui-ci gérait l'agriculture de la Fédération de Russie depuis 1965. — (A.F.P.)

## Le parti roumain et sa femme

La Roumanie a célébré mercredi 26 janvier, dans un style lyrique, le soixante-cinquième anniversaire du président Ceausescu, la presse a publié de vibrants éloges tandis que la radio diffusait de la musique et des chants patriotiques dédiés au « héros ».

L'opinion de l'homme de la rue montre l'envers du décor.

De notre envoyée spéciale

Bucarest. — « Je vais vous accompagner, mais je ne peux pas parler... Ici, on ne peut pas parler... » Le premier venu, celui à qui l'on demandait son chemin dans une rue animée de Bucarest, finalement n'y résiste pas : chemin faisant, il parle. Il parle en regardant droit devant lui, tandis que vous marchez à son côté, comme s'il parlait tout seul. Il parle tout seul d'ailleurs, car vous ne posez pas de questions. Par égard, par prudence, parce que les rues, la foule, les murs, ont des oreilles. En longeant les interminables files d'attente (« pour le beurre, pour la viande quand il y en a, pour le savon, pour tout... »), ce modeste employé des services municipaux, dans un français parfait, en quelques phrases furtives, dit la difficulté de vivre. Il s'attendrit en évoquant, timide, cet ailleurs d'où vous venez et qu'il ne connaît pas. Et sa voix devient rauque, haïssable, contre un pouvoir qu'il ne nomme pas, et son arbitraire : « On ne sait jamais à quoi s'attendre : il peut nous annoncer n'importe quel d'un jour à l'autre... »

« Il » le peut en effet, celui qui n'a pas de nom ailleurs que dans la presse où paraissent sans cesse des portraits officiels, hors des vitrines des librairies qui exhibent en permanence ses œuvres complètes. Celui à qui ses ardents zélés ne s'adressent qu'au superlatif, lui donnant sans compter du « fils le plus aimé, le plus grand, le plus glorieux de la patrie », saluant son « œuvre titanessque » au service de la Roumanie, voire de l'humanité tout entière.

Car « il » n'est jamais nommé, pas même dans les blagues où se réfugie l'insouciance, comme par exemple dans le téléscopage : « le parti communiste et sa femme », synthèse d'un régime où s'allient la nomenclature et le pouvoir partagé avec les membres de la famille.

### « Il » est partout

Si, par exception, on parvient à attirer sur la voie de la critique et de l'humour tel privilégié du système présumé réfractaire à certains de ses aspects, l'ironie, soudain, s'éteint dès qu'il est question du culte de la personnalité. Le sourire se fige, la conversation tourne court sur un : « Disons que nous avons un très mauvais service de propagande... »

L'attaquer, c'est commettre un crime de lèse-majesté. « Le » citer, c'est entrer dans la zone de danger absolu. L'interdit qui pèse sur son nom dans toutes les conversations, officielles et officieuses, est le signe le plus révélateur d'une omnipotence et d'une omniprésence.

« Il » est partout. Jusque dans cette petite église, tapie à deux pas des imposants bâtiments du parti et de la résidence présidentielle, où, devant la magnificence des arts de l'autel, dans l'odeur forte de l'encens qui se consume tandis qu'une voix grave module les accents de la liturgie orthodoxe, on avait un moment l'illusion d'avoir pénétré dans une église. Une phrase du prêtre à la fin de l'office, une prière pour que Dieu « garde le président de la Roumanie » et l'illusion se dissipe. Rien n'échappe à la référence suprême : l'Eglise orthodoxe roumaine a d'ailleurs montré depuis longtemps qu'elle n'entendait pas s'y soustraire. Elle a donné ses gages au pouvoir.

« Il » est partout, et la Sécurité, sa police politique, distille, dans une ville étouffée, la peur, et ce qui l'accompagne : la flagornerie, la duplicité, la résignation,

l'impitoyable désir de fuir, ou encore la solitude. L'un de ceux qui, refusant l'exil, l'ont choisie au cours d'une promenade dans un jardin public, revendique son droit à penser, à parler avec un glacial fatalisme : « Après tout, que peut-il nous faire ? Au pire nous tuera... » L'essentiel, explique-t-il, est de ne pas céder à la panique. Mais il blémit soudain en apercevant au détour d'une allée un homme en costume beige qui porte un attaché-case.

« Malgré tout, on vit, dit un autre. On s'amuse, on se débrouille. » On marche dans un petit tas de pommes au marché. On

Les écrivains font bande à part. Leur union est la seule organisation du pays encore autorisée à élire ses dirigeants par vote secret. « Ils travaillent sur la langue roumaine, et l'exclut, de ce fait, à moins d'avoir pour eux, explique un intellectuel. Ce sont les seuls qui n'aient pas été ces derniers années à la fleur de l'émigration qui a décimé les milieux intellectuels. Le revers de la médaille, c'est que leur action, même si à bien des égards elle peut apparaître comme une dissidence, s'attache avant tout et presque exclusivement à la défense de leur propre statut ».

que des appels revendiqués, des actions légales, est passée. L'état s'est resserré, et les dénonciations collectives du régime, hormis des explosions spontanées de mécontentement très localisées, ne s'expriment plus que sous forme de lettres anonymes, l'Occident et Radio Free Europe leur offrant une caisse de résonance.

Si ces textes émanant de « groupes » d'ouvriers, de paysans, de membres du parti, témoignent d'un évident courage, ils ne donnent aucun indice sur le degré d'organisation du mécontentement. L'une des plus récentes de ces lettres, diffusée par Radio Free Europe quelques jours avant la conférence nationale du parti, en décembre, avait fait courir des frissons au sein de l'émigration roumaine. Signée par « un groupe de communistes », elle dénonçait « la situation désastreuse due au fait que Nicolas Ceausescu s'est placé au-dessus du parti et en a fait sa propriété personnelle », et appelait les délégués à être « sincères et honnêtes », à « dire la vérité, seulement la vérité ».

### Une audace suicidaire

Ah, on se souvient, dans les milieux de l'émigration, de l'audace suicidaire et suicidaire du vieux délégué Pirvulescu, qui avait osé, lors du dernier congrès, quelques paroles dures pour le président. La « folie » lui valut l'internement dans un hôpital psychiatrique, dont il n'est jamais ressorti. On se prit à rêver, sans trop y croire, qu'il allait se passer « quelque chose » : attendre un coup de théâtre. Rien ne vint, et la presse occidentale n'eut droit qu'à un tour médiatique de présidiation du maître du pays.

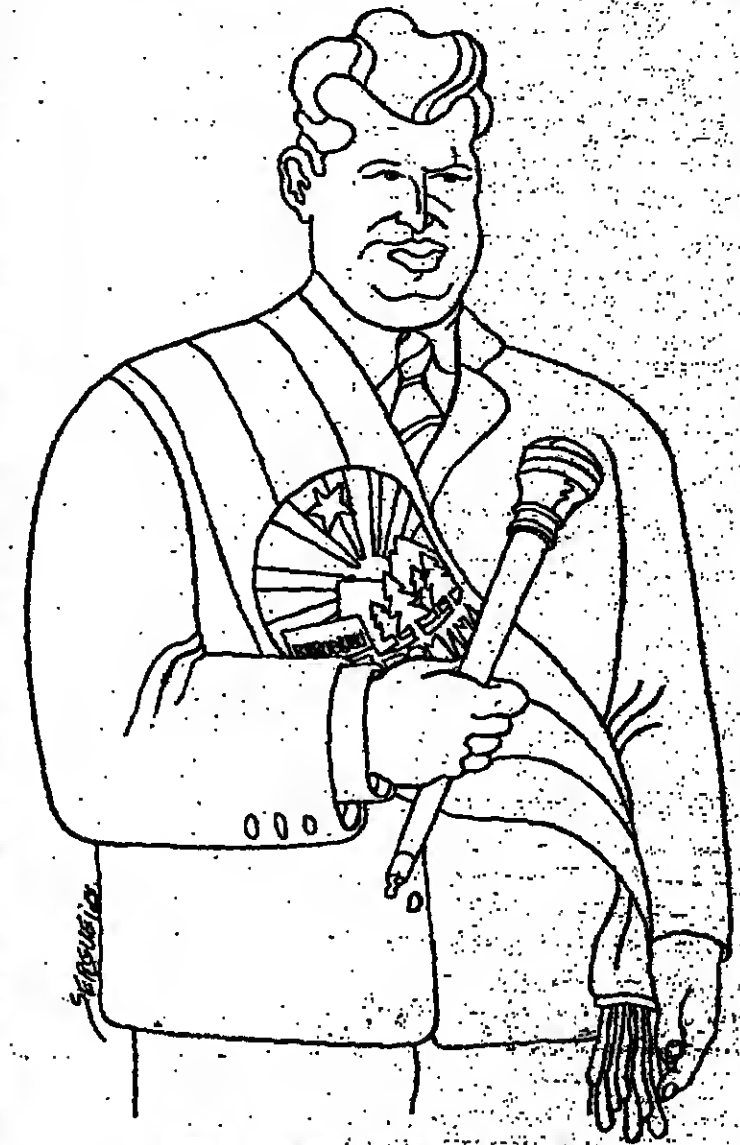
Lorsqu'il s'adresse de la tribune aux quatre mille délégués qu'il fait inégalement se lever et se rasseoir comme un seul homme, ce petit homme sans allure, écrasé par le gigantesque portrait de jeune bellâtre couleur pastel suspendu derrière lui, peut tout faire, tout dire et n'a de comptes à rendre à personne, ni dans la salle ni dans le pays. Nicolas Ceausescu ne des chiffres contradictoires : la salle applaudit. Il constate la faillite et annonce des miracles pour demain : la salle applaudit. Il convoque les Roumains dans l'avenir radieux, leur dit qu'ils sont trop bien nourris : la salle applaudit.

Cet homme-là eut, il y a près de vingt ans, la géniale insolence de tenir tête à Moscou. Il y gagna, pendant quelques années au moins, d'être reconnu pour chef par un peuple qui souffrait toujours des Russes et, avant ce nouveau maître, n'avait connu que des régimes autoritaires. Il y gagna aussi la bienveillance plus durable, et pour le moins imprudente, d'un Occident trop enclin à voir dans les dissidents roumains des partisans de l'U.R.S.S.

Au fil des ans, la Roumanie est devenue le jouet d'un mégalomane qui se prenait lui-même au mot. L'hystérie est désormais totale : on ne s'attend plus de chaque nouvelle bulle qu'un tour de vis supplémentaire.

Au Musée national d'histoire de Bucarest, des centaines de mètres carrés sont consacrés à l'exposition permanente des cadeaux offerts au président. Les premières salles, regorgent des offrandes faites par « le peuple » : tableaux, tapisseries gigantesques, sculptures et objets divers, où une maladresse idiote et naïve tient lieu de talent. « Le parti communiste et sa femme » y sont généralement représentés dans des poses novatrices, parfois d'ailleurs en compagnie des anciens rois de Roumanie. Puis viennent les salles consacrées aux présents de l'étranger, rangés par continent. Décorations, titres, ordres divers, religieusement mis sous verre, ce sont les plus inconnus, sont alignés comme des reliques derrière d'interminables vitrines, jusqu'à un fauteuil de cinéma américain au dossier de toile barré du nom de Ceausescu, ou à un certificat de citoyen honoraire de... Disneyworld. De nouveaux témoignages d'estime et d'admiration affluent cette semaine pour les soixante-cinq ans du président. Bon anniversaire, M. Ceausescu !

CLAIRE TRÉAN.



Le président Ceausescu d'après le portrait officiel.

installe sa table pliante sur le trottoir, devant l'épicerie, pour taper le carton toute la nuit jusqu'à l'arrivée du matin. On s'organise : dans la journée, les plus anciens, retraités, prennent la relève dans les queues. On rit même. Ce qui reste de l'intelligentsia de Bucarest fête telle allusion subtile, telle parabole au troisième degré décodée dans un film qui vient de sortir. On rit à gorge déployée dans le théâtre où se donne une pièce qui raille sans complaisance le parti et ses efforts pour imposer la collectivisation en milieu paysan. Le roi a ses bouffons.

En voici un, dans sa villa cossue du centre : « Bien sûr que nous pouvons critiquer le parti, puis-je le parti c'est nous ! » N'a-t-on pas dû agrandir la salle des congrès tant le nombre des adhérents avait augmenté en deux ans ? N'est-ce pas là un signe de l'adhésion massive au régime ? Il sort, très fier, de sa bibliothèque l'Histoire des religions, de Mircea Eliade, pour « prouver » que nul n'est banni. Mais il ne contient pas sa colère en évoquant ces « mauvais écrivains » (Goma et Tanase) qui vivent à Paris : « Comment un journal comme le Monde a-t-il pu ouvrir ses colonnes à ces gens-là ? »

Le roi a ses poètes aussi, à la mesure folle, à l'échec romantique et au verbe fleuri qui participent à la conférence du parti et que l'art n'empêche pas de se mettre au garde-à-vous et d'applaudir au signal comme tout un chacun. La Roumanie, au demeurant, a une littérature digne de ce nom. Certains de ses auteurs s'opposent, au sein de l'Union des écrivains, aux tenants d'une littérature plus orthodoxe, simple et nationaliste, dans des débats que les officiels du parti, pour éviter de les commenter, présentent avec un sourire indulgent comme « des querelles de poètes, hermétiques aux profanes ».

D'autres, qui travaillent dans des disciplines scientifiques, ont également choisi de rester. En dépit de la minime du pouvoir sur l'ensemble des institutions culturelles du pays, ils trouvent parfois le moyen de mener dans l'ombre un travail souterrain. Mihail Botez, éminent mathématicien, écarté de l'enseignement il y a quelques années, déploie essentiellement l'isolement dans lequel il doit poursuivre ses recherches : le visa de sortie pour participer à des séminaires ou colloques divers à l'invitation de ses collègues étrangers lui a été refusé vingt-neuf fois !

### Démoralisés

Quelques-uns de ces intellectuels qui ont choisi de rester font circuler, depuis l'été dernier, une pétition qui apparaît comme l'ultime tentative d'action à visage découvert lancée en Roumanie. Ils avaient l'ambition de rassembler des signatures jouissant d'une certaine notoriété et voulaient ériger ce texte en servit que de tremplin aux candidatures à l'émigration. Prudents, ils rappelaient qu'ils sont « des hommes de culture, non des hommes d'action », et se défendaient de vouloir déclencher une fronde : « Nous n'avons ni l'arrogance ni la naïveté de croire que nous détenons des solutions aptes à rendre au peuple roumain la confiance dans la complicité de ceux qui le dirigent et dans un avenir meilleur. » Ils proposaient seulement que s'ouvre le dialogue et affirmaient que « la reconnaissance des erreurs n'est pas une honte ».

Le texte n'a recueilli que très peu de signatures. La plupart des personnes sollicitées s'esquivent devant un acte d'auto-dénonciation ou d'auto-marginalisation dont elles ne comptent aucune utilité. La démoralisation est totale. L'épo-



# Le Don Quichotte de la presse indienne

**Le licenciement d'un des plus célèbres journalistes indiens, Arun Shourie, chroniqueur à l'Indian Express, illustre la situation de la presse dans « la plus grande démocratie du monde ».**

## De notre correspondant

New-Delhi. — Arun Shourie, quaranté ans, un Don Quichotte pourfendant tous ceux qui, détenant une parcelle de pouvoir, en abusent ou en abusent. Un croisé contre la corruption, un Calvin prêchant la réforme contre un système gangrené. Un idéaliste et un inquisiteur.

A son tableau de chasse : un chef de gouvernement provincial mégalomane, A.R. Antulay, « roi » du Maharashtra (capitale Bombay), accusé à la démission après que la justice fut emparée de l'implacable dossier du journaliste-détective. Mais, surtout, la mise en cause, à travers des hommes et par le démontage d'opérations frauduleuses, d'un régime où la fin — c'est-à-dire le pouvoir et sa conservation — semblait trop souvent justifier les moyens. Et, de fil en aiguille, l'implication du premier ministre lui-même, accusé de bêtise, de protéger ou de fermer les yeux. Dans l'Inde d'aujourd'hui, cela vous fait vite accuser de crime de lèse-majesté. Écrivez ce que vous voulez, estimez les thuriféraires du régime, mais ne touchez ni à M<sup>rs</sup> Gandhi ni à son fils Rajiv.

Face à Arun Shourie et, pendant un certain temps, à ses

côtés, un magnat de la presse, Ramnath Goenka, soixante-neuf ans, l'un des rares Indiens dont l'empire soit fondé presque uniquement sur l'édition. Un homme de caractère, aussi, qui, depuis qu'il a fondé son journal, en 1932, est entré en résistance. Contre l'autorité des occupants anglais, puis contre l'autoritarisme des dirigeants. Pour l'indépendance de son pays puis pour celle de la presse. Un patron à poigne, qui, en l'espace de quatre ans, a poussé le nombre de lecteurs en chef à plier bagages, à commencer par ceux qui supportaient mal la carte blanche donnée à Arun Shourie.

Car le vieux luteur s'était, semble-t-il, pris d'affection pour celui qui avait servi les mêmes causes et, converti au journalisme, avait contribué à faire de l'Indian Express un journal redouté.

Pourtant, M. Goenka a finalement décidé de se séparer de celui qu'il considérait comme le pur-sang de son écurie, tout en déplorant parfois de ne pouvoir lui servir davantage la bride, et qu'il qualifiait encore dans sa lettre de licenciement de « chien de garde de l'intérêt public ».

Pourquoi ? Des pressions ont pu s'exercer sur un « patron » qui, l'âge aidant, voyait peut-être s'émousser sa « rage » de luter. D'abord au sein de sa propre famille, où sa belle-fille, Saroj, qui a vococation à lui succéder et que l'on dit proche de M<sup>rs</sup> Gandhi, n'a jamais caché son aversion pour Shourie. Ensuite, au sein du groupe lui-même, où la présence et le style du nouveau venu, sa « chasse aux sorcières », son « terrorisme », sa « ligne hystérique de M<sup>rs</sup> Gandhi », entravaient certaines ambitions.



Caricature d'India Today.

Enfin et surtout, pressions d'un pouvoir politique dont Arun Shourie était incontestablement devenu la bête noire. Aurait-il été, comme l'écrit un magazine local, « l'agneau sacrifié pour apaiser la déesse saurcilieuse du Saffarjung Road (adresse de M<sup>rs</sup> Gandhi) ».

## Un limogeage exemplaire

Depuis l'été dernier, la voix de Shourie s'était presque tous les jours dans les colonnes d'un journal dont le contenu éditorial avait singulièrement perdu de son mordant, les articles « offensifs » cédant la place à des papiers plus « constructifs » sur l'énergie ou sur l'écologie. Comme si une page avait été tournée.

Reste un limogeage exemplaire à plus d'un titre. D'abord, en raison de ce qu'Arun Shourie représentait dans la presse indienne. Ne venait-il pas de se voir décorer le Magasany Award, une sorte de prix Nobel asiatique, pour avoir, par ses enquêtes, secouru les comportements léthargiques du journalisme indien ?

Shourie, dit Ramesh Thapar, rédacteur en chef de la revue *Seminar*, « était un souffle d'air frais ». Il incarnait ce qu'on appelle ici l'« investigative journalism », le journalisme d'enquête par opposition à celui qui se contente de reproduire les dépêches des agences locales (fortement contrôlées par le pouvoir) et les communiqués du gouvernement. Journalisme mis en valeur, par exemple, par le magazine

*Sunday*, qui avait notamment révélé la barbarie de policiers de l'Etat du Bihar crevant les yeux d'innocents afin de les « neutraliser » une fois pour toutes.

Limogeage exemplaire aussi pour ce qui est de la liberté de la presse en Inde. « Une fois de plus », constate Nikhil Chakravarty, rédacteur en chef de la revue *Mainstream*, on observe que les propriétaires font la loi et n'hésitent pas, si nécessaire, à administrer le fouet ».

## Un « journalisme d'insurgé »

Endetté et hypothéqué, l'empire de M. Goenka n'était pas à l'abri des pressions d'un gouvernement qui, dès son retour au pouvoir, avait engagé la bataille avec son vieux adversaire. En mars 1980, les autorités avaient demandé la dissolution pure et simple de l'édifice dont le journal avait entrepris la construction à Delhi, arguant de violations aux règlements d'urbanisme. Saisie, la Cour suprême en avait momentanément décidé autrement, mais le quotidien n'en vivait pas moins sous cette épée de Damoclès.

En outre, il se voyait réclamer par le pouvoir central des droits de douane considérables sur le nouveau matériel installé dans les différentes imprimeries du groupe.

Pour Arun Shourie, rédacteur en chef d'India Today, le renvoi de Shourie témoigne de « la volonté du pouvoir de tenir la presse en bride ». C'est ainsi qu'a été voté récemment au Bihar un projet de loi dirigé contre la « presse à scandales » et la diffusion d'écrits « indécentes, injurieux ou diffamatoires » qui viserait en fait à intimider les critiques d'un pouvoir local corrompu.

Cette mesure a provoqué, dans l'ensemble du pays, une impressionnante levée de boucliers. Face à une profession pour une fois rassemblée, le pouvoir a invité finalement l'Assemblée du Bihar à modifier son projet afin d'en amender les points les plus contestables.

Cette vigilance se comprend aisément. La presse mesure l'étendue des pouvoirs dont dispose le gouvernement. Il dispense une part importante de la publicité, contrôle l'importation du papier journal (soit 85 % des besoins) et en fixe lui-même le prix.

Exemplaire, enfin l'affaire Shourie. C'est dans la mesure où elle illustre fort bien le rôle de la presse et la fonction du journaliste.

Débat avec des dirigeants qui ont toujours estimé que la presse ne saurait bénéficier d'une liberté absolue, souligné que ses droits s'accompagnaient de responsabilités et souhaité la voir jouer un rôle plus « constructif » et moins « systématiquement critique ».

Elle doit, à ses yeux, répudier tout comportement « anti-national » et accepter de coopérer avec le gouvernement, en mettant en valeur les aspects positifs de son action.

Débat au sein même de la profession, ensuite, ainsi qu'en témoignent les réactions suscitées par le limogeage. Certains journalistes estiment que la presse n'a été pour l'ardent chroniqueur qu'un moyen au service de bas parvenus. D'autres confèrent salut au contraire en lui « l'un des rares journalistes indiens menant leur action professionnelle comme une croisade ».

Croisé, limogé, démolé, Arun Shourie semble vouloir à présent changer son fusil d'épaule. N'aurait-il pas lui-même, dès août 1979, marqué les limites de son action en déclarant : « La presse est dirigée et contrôlée par les possédants, et, comme toutes les institutions, elle est au service des puissants. Le journalisme d'insurgé que je préconise ne peut être pratiqué ni sur une grande échelle ni pendant très longtemps » ?

PATRICK FRANCÉS.

## DANS LES ANDES PÉRUVIENNES

# Les sandales de Mao sur le Sentier lumineux

**Des avions qui survolent la ville, des soldats qui parcourent des voitures blindées postées devant la cathédrale et des mitrailleuses aux endroits stratégiques, des slogans à la gloire de Mao et contre le gouvernement, des paysans apeurés, des tirs sporadiques et des explosions après le couvre-feu. Ayacucho ressemble à une cité en état de siège.**

## De notre envoyé spécial

Ayacucho. — Pour relever le défi du mouvement clandestin d'inspiration maoïste Sentier lumineux, le président Belaunde Terry avait d'abord décrété l'état d'urgence dans le département d'Ayacucho. Depuis le 29 décembre, un nouvel échelon a été franchi dans l'escalade avec l'entrée en scène de l'armée. Officiellement, les militaires ont été dépêchés sur place pour « rassurer la population et protéger les forces de l'ordre ». Le chef de l'Etat a qualifié les opérations dans les Andes centrales de « manœuvres dans des zones d'accès difficile, utiles au développement professionnel de l'armée dans la mesure où elles revêtent un caractère plus réaliste que des exercices pratiques simulés ».

Pour l'heure, les militaires ont pour tâche d'apporter un appui logistique aux forces de police et ne participeraient pas directement aux actions de répression. Du moins, pas encore. Mais les pions semblent se mettre inexorablement en place pour une nouvelle partie d'échecs entre les « sendéristes » et le pouvoir central.

Depuis le déclenchement de la lutte armée en mai 1980, près de cent cinquante morts ont été enregistrés. Moins d'un mois après l'arrivée des militaires, la violence a repris de plus belle. Les affrontements sont quotidiens entre guérilleros et forces de l'ordre. Pour la seule semaine du 17 au 22 janvier, selon les chiffres communiqués à la presse, une soixantaine

de morts ont été dénombrés, dont trente-cinq membres présumés du mouvement clandestin et quinze personnes abattues par le Sentier lumineux.

Pour tenter de récupérer les zones dites « libérées », des opérations de grande envergure ont été lancées par les forces de l'ordre. Des hélicoptères de l'armée vont parfois prêter main forte aux « sinchis », les unités d'élite de la police, dont le nom signifie en quechua « celui qui peut tout ». Le 17 janvier, de violents combats les ont opposés à plus de deux cents guérilleros dans les gorges accidentées de Cochabamba, dans l'Apurimac. Sans autres précisions, les autorités ont fait savoir qu'il y aurait eu de nombreux morts des deux côtés.

Des drapeaux rouges frappés de la faucille et du marteau ont été hissés dans certains villages ou hameaux éloignés. Les sendéristes se sont notamment implantés dans les communautés des rives du Rio Pampas, au sud d'Ayacucho. Un groupe de quelques dizaines de guérilleros, commandé par une jeune femme d'une vingtaine d'années, opère dans les environs de Huanta, à une quarantaine de kilomètres au nord du chef-lieu, avec des armes prises à la police, ou avec de la dynamite volée dans les mines. Ils attaquent des postes de police et des fermes, ou dévalisent des magasins pour distribuer des vivres aux paysans. Lors de leurs incursions dans les villages, la tête recouverte d'une cagoule, la rouge ou noire, ils réunissent la population sur la place principale pour « juger les ennemis du peuple et les collaborateurs de la police et du gouvernement ». Ils ont menacé d'exécuter tous ceux qui accepteraient des charges publiques.

Plusieurs représentants des autorités, récemment nommés par le commandement militaire d'Ayacucho, ont été froidement exécutés après des jugements sommaires. Ils procédaient aussi à de nouvelles répartitions des terres, en fonction des besoins de chaque famille, et poussaient les paysans à réduire leur production au strict nécessaire pour leur propre consommation. Pour freiner l'approvisionnement des villes et amo-

ner les populations urbaines à se définir dans le conflit, ils cherchent à empêcher l'acheminement de produits agricoles vers Ayacucho.

Selon un universitaire d'Ayacucho, la stratégie du Sentier lumineux s'inspire à la fois du maoïsme et des anciennes traditions andines de résistance. Par exemple, dit-il, des chiens ont été pendus avec l'inscription « Ainsi mourra le chien Deng Xiaoping ». « Vive les Quatre de Shanghai ». « Vive la révolution ». « A la démolition de la condamnation du révisionnisme ». Il s'agit d'une vieille tradition locale, suivant laquelle le chien est enterré avec son maître. « Quand le Sentier lumineux pend un chien, il lance un avertissement à un traître ou à un fonctionnaire impopulaire », ajoute cet universitaire.

## Des villages désertés

Se sentant menacés, bon nombre de maires et de gouverneurs de villages retirés ont préféré quitter leur poste par crainte de représailles du Sentier lumineux. Les jeunes gens désertent aussi les villages, de peur d'être enrôlés de force par le mouvement clandestin ou d'être arrêtés par la police.

Avec l'intensification des patrouilles des forces de l'ordre et des contrôles sur les routes, les accrochages ont tendance à se multiplier et prennent, parfois, l'allure de vraies batailles. Mais il n'est pas toujours aisé de vérifier la version officielle. A diverses reprises, la presse péruvienne a réussi à établir que de simples paysans avaient été tués par les « sinchis », alors que les victimes avaient été présentées comme des « sendéristes ». Ainsi, le 19 janvier, lors d'une rafle dans le hameau de Paccha, à quelque 50 kilomètres d'Ayacucho, les « sinchis » ont emmené les deux seuls hommes qui se trouvaient sur les lieux pour les abattre dans un champ de maïs voisin.

Naguère cité paisible avec ses trente-trois églises et son caractère colonial gentiment désuet, Ayacucho cristallise tout le drame du département. Si les activités quotidiennes se poursuivent pendant le jour, les rues sont quadrillées par l'armée, et des patrouilles

de police procèdent à des contrôles d'identité et à des rafles. De nombreuses perquisitions ont été effectuées ces derniers jours, et plusieurs suspects, dont de simples paysans, ont été conduits au poste des mains sur la nuque.

Sur les murs barbouillés de slogans, des portraits de Mao rappellent les références idéologiques du Sentier lumineux : « Vive la guerre de guérilla ! », « A bas le vote, vive le marxisme-léninisme-maoïsme ! », ou encore « Développons la lutte armée ! ». Une autre inscription est encore plus menaçante : « Mori aux sinchis et aux mouchards. Celui qui efface ça mourra ».

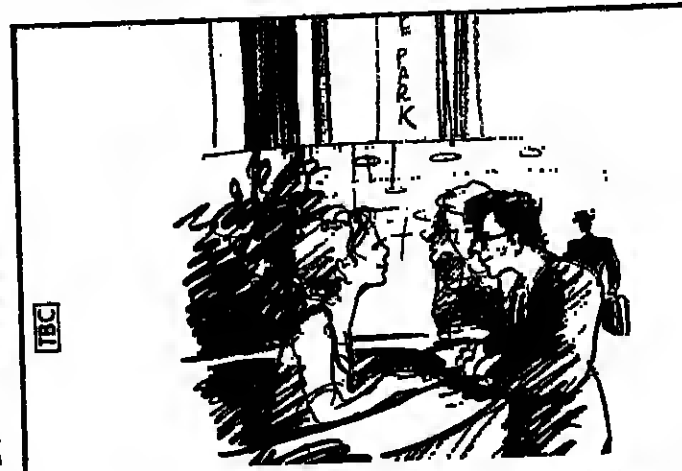
Dans cette ville oubliée de cent mille habitants, à près de 2 500 mètres d'altitude dans la Cordillère centrale, à mi-chemin entre Lima et Cuzco, l'atmosphère devient de plus en plus lourde, la méfiance est de rigueur, et la population hésite à parler. Les forces de l'ordre doivent affronter un ennemi invisible, qui se fonde dans la nature des son forfait accompli, tandis que l'habitant vit dans la crainte d'une perquisition ou d'être pris pour un terroriste. Des attentats ont été commis en plein jour par des adolescents d'une quinzaine d'années, et, avant même le couvre-feu, tout le monde se terre chez soi.

Les militaires reconnaissent eux-mêmes que le Sentier lumineux doit une partie de son succès à l'appui qu'il peut trouver dans la population. Malgré ses méthodes expéditives et son terrorisme souvent aveugle, le mouvement clandestin a trouvé un terrain fertile dans ces hautes terres indiennes délaissées depuis toujours, où l'on parle davantage le quechua que l'espagnol et où persiste un sentiment latent de révolte. « Indépendamment du jugement que l'on porte sur le Sentier lumineux, explique un économiste, avec un revenu annuel de 75 dollars, l'habitant de cette région n'a plus grand-chose à perdre. La crise économique est encore plus durement ressentie ici que dans le reste du Pérou ».

En septembre déjà, des milliers de personnes ont assisté aux obsèques d'Edith Lagos, une jeune commandante du mouvement clandestin tuée par la police. Le 9 janvier, Ayacucho a été paralysée par une grève de vingt-quatre heures à l'appel du Sentier lumineux. Sous la menace des activistes, la radio locale avait invité la population à participer au mouvement pour « protester contre la pression politique-militaire ». En réponse, un défilé militaire a été

organisé le 16 janvier sur la place d'armes. Le général Clemente Noel y Moral en a appelé au peuple d'Ayacucho pour qu'il prête son concours afin de « mettre un terme aux activités subversives ». Dans l'esprit des autorités, ce déploiement de forces vise à « libérer la population du chantage des terroristes ». Un pari difficile...

JEAN-CLAUDE BURRER.



*A Paris, la nouvelle enseigne rive gauche.*

Le Groupe Suisse Nova-Park : une réputation d'excellence, une philosophie hôtelière originale, le goût de la vie et du rythme. Le 3<sup>e</sup> hôtel Nova-Park de Paris a de quoi satisfaire le visiteur exigeant : 1000 chambres spacieuses, 1000 m<sup>2</sup> d'espace conférence modulable, 2 restaurants, 1 bar, de la musique, un accueil chaleureux.

Montparnasse Park Hôtel : de très grands services.

**MONT-PARNASSE PARK HOTEL**  
Groupe Suisse Nova - Park

19, rue du Commandant-Mouchotte, 75014 Paris.  
Tél. : 320.15.51. Télex : 200135.



## étranger / lectures

### LES MÉMOIRES DU PRÉSIDENT CARTER

## D'une encre candide

« Le style, c'est l'homme... » Jolie, appliquée, mais sans éclat, terne et parfois ennuyeuse, la prose de Jimmy Carter est à l'image même de son auteur, aussi laborieuse dans ses écrits que dans ses discours. Mais justement le mérite exceptionnel de ses Mémoires (1), écrits si rapidement après son départ du pouvoir en 1981, est de révéler l'homme Carter » tel qu'en lui-même enfin...

A la différence d'autres personnalités politiques, l'ancien président n'a pas fait appel à des « nègres ». Il a sagement et consciencieusement écrit son livre tout seul, tapant sur le clavier de l'ordinateur, en puisant essentiellement dans cinq mille pages de notes personnelles consignées chaque jour dans un petit appareil enregistreur, puis soigneusement transcrites et révisées par deux assistants. Il s'agit bien, comme il le souligne lui-même dans sa préface, d'un « récit hautement personnel de mes propres expériences ». Il ajoute modestement... « d'autres mieux qualifiés et plus objectifs écriront plus tard des études plus complètes sur l'histoire de mon administration... » Sans doute, les historiens devront confronter ce compte rendu parfois confus (les problèmes de l'inflation, du Proche-Orient, de son frère Billy, de la crise des otages, sont traités simultanément) à d'autres témoignages. Déjà, des critiques ont relevé plusieurs inexactitudes, des omissions graves, et notamment l'absence de référence à ses collaborateurs, comme s'il voulait prendre sur lui tout le crédit, mais aussi tous les péchés de son administration.

Qui pourrait lui en vouloir de donner une place privilégiée (plus du tiers du livre) à l'heureuse négociation de Camp David ? Après tout, elle est la grande réussite de son mandat. Les larges extraits déjà publiés dans la presse mondiale mettent en évidence le rôle déterminant qu'il joua pendant les treize jours de la discussion. Mais son récit n'apporte rien de très nouveau au dossier, sinon quelques détails piquants sur les personnalités de Sadate et de Begin que la petite histoire retiendra.

#### Une foi profonde

Quant à l'évocation de ses efforts tenaces pour obtenir la libération des otages de Téhéran, elle force la sympathie, et même le respect, envers un homme, victime de ses erreurs de jugement, de ses maladresses, mais aussi d'une implacable fatalité. Malgré l'amertume de son écrasement électoral, le jour même des fêtes célébrant le triomphe de son vainqueur Reagan, et apprenant enfin le départ de Téhéran des otages libérés, il écrit : « J'étais débordant de joie... pour la liberté des

otages, pas pour la mienne... » Cri du cœur qui lui fait honneur.

Sur cette année 1980, la dernière de son mandat, où l'éruption du mont Saint-Helens s'ajoute aux crises intérieures et extérieures, le livre de Jimmy Carter est d'une plate objectivité, faisant contraste avec la verve gouailleuse de son adjoint Hamilton Jordan (2). Mais son récit révèle bien une personnalité que guide et anime une foi profonde. En toutes circonstances, il fait son examen de conscience, et dans les moments difficiles, il « prie beaucoup ». A Rosalynn, sa femme, connaissant un moment de dépression, il cite un passage du Nouveau Testament... A Deng Xiaoping, le Premier Chinois, il demande d'assurer la liberté des cultes et d'autoriser la distribution de la Bible. Et il emporte à Camp David sa Bible annotée : « J'en aurai besoin dans nos discussions avec Begin », écrit-il. Il est sérieux, travailleur, attentif aux détails. Conscient de ses insuffisances, il prend des cours de lecture rapide, ce qui lui permettra dans un vote décisif d'obtenir la voix du sénateur dont il aura la le trait sur la sémantique en une nuit !

Souvent dans son livre apparaît le thème de la rédemption, comme si ce bon baptiste sudiste voulait racheter le Sud de son passé raciste et laver Washington des péchés de Watergate et du Vietnam. Pour son discours d'inauguration, en 1976, il songe à s'inspirer de Woodrow Wilson, lui aussi un Sudiste aux fortes convictions religieuses. « Comme lui, écrit-il, j'ai pensé que les Américains désiraient revenir

aux premiers commandements... Son appel à une exaltation nationale me paraissait approprié, mais je craignais qu'une audience moderne ne la comprenne pas, venant de moi... »

#### Brejnev et Dieu

A Vienne, en 1979, Jimmy se déclare impressionné par Brejnev qui, au début des discussions, lui dit : « Si nous ne réussissons pas, Dieu ne nous le pardonnera pas... » Et Gromyko - le bon apôtre - de renchérir : « Oui, Dieu nous contemple tous de là haut... » Lorsque Brejnev s'appuie sur son épaule pour descendre l'escalier de Hofburg, M. Carter est ému : « Ce geste simple et naturel nous rapprocha plus efficacement qu'un discours officiel... »

Dans cette rencontre comme dans d'autres, l'honnête provincial de Plains (Géorgie) apparaît un peu comme un innocent « vêtu de probité candide et de lin blanc », égaré dans la jungle et aux prises avec de grands fauves. Mais il ne cache pas sa déception.

Il écrit à Brejnev des lettres personnelles, la plupart à la main... Les réponses qu'il reçoit sont des litiges de propagande... Et l'on comprend son plus tard, lorsque, quelques mois plus tard, les Russes interviennent en Afghanistan. Mais sa « pire déception » est que - de ce fait - les ébauches d'une ratification rapide du traité SALT 2 soient définitivement compromises.

Il n'a pas de malice dans son appréciation des interlocuteurs et de ses collaborateurs. Giscard d'Estaing : « Un homme fort et compétent, mon favori dans le



L'apothéose du mandat de M. Carter (Newsweek).

groupe des Européens... » Deng Xiaoping : « ... intelligent, franc, courageux, amical. C'est un plaisir de négocier avec lui... » Sadate et Ohira (le premier Japonais) : « Des amis personnels... » Mme Thatcher n'a droit à un coup de patte : « Une femme forte, aux opinions arrêtées, très volontaire, elle ne peut admettre ne pas tout savoir... » Pour Helmut Schmidt, il est sévère. Il le décrit « volontaire et dévoué au sommet de Venise... C'est un homme fort, mais un peu instable... Il prend des poses d'homme politique à ceux qui sont déjà au courant... ». Impénétrable aux critiques, il défend ses proches collaborateurs, les

fameux « Géorgiens », qui, écrit-il, ne manquent pas d'expérience et de compétence. Hamilton Jordan a été durement incompris et sous-estimé par la presse. Mais il aime bien Brezinski, qu'il emmènerait volontiers dans un long voyage... « On se disputerait, mais je ne m'ennuierais pas... » Il ne manque pas de citer les bons mots de « Zbig » pour qui l'Union soviétique était « sous Lénine un renouveau religieux, sous Staline une prison et sous Brejnev l'administration des postes américaines... » bien comme pour son inefficacité.

Jimmy est un fidèle en amitié, même quand ses amis lui créent des ennemis comme Bert Lance le banquier, promu directeur du budget et obligé de démissionner. Il est indulgent et compréhensif envers sa famille, n'en veut pas à son frère Billy de ses « erreurs de jugement », de son alcoolisme, auquel « il fait face courageusement ». Et qui pourrait en vouloir à sa mère « Miz » d'avoir apprécié un jour le roi du Maroc un « mari dit étranger » ? Il est plein d'admiration pour sa fille Amy et regrette que ses adversaires aient tourné en ridicule une conversation avec la gamine : « Amy m'a dit que la bombe atomique était le problème le plus important, et nous avons discuté ce qu'il était en kilomètre, une mégatonne. Elle parle des questions internationales, y compris de la crise des otages, presque comme une adulte... ». Obligé d'accueillir Hamilton Jordan, de retour d'une mission importante, il note avec une certaine mélancolie : « J'ai raté le premier récit de violon d'Amy... »

#### Humble et sans malice

Jimmy traite ses adversaires politiques avec ménagement. Ainsi le sénateur Kennedy, son concurrent à l'investiture du parti démocrate, est épargné, même si « ses attaques pendant huit mois m'ont fait beaucoup de mal... ». Il est moins indulgent à l'égard de Reagan. Quand, au moment de la transition, il rend compte au président élu des affaires en cours, il s'étonne que son successeur ne pose aucune question, refuse de prendre des notes (à la fin de l'entretien, il demandera tout de même une copie des notes de Car-

ter). Reagan ne s'anime que pour évoquer l'autorité du président sud-coréen Park qui avait fermé les universités et mobilisé les étudiants contestataires. Après leur conversation, Jimmy note : « Il (Reagan) est resté une heure avec moi... Ce fut une agréable visite, mais je n'étais pas sûr de ce que nous avions accompli... ». Le témoignage de Hamilton Jordan est plus sévère sur l'attention du nouvel élu. Appelé au téléphone par Carter qui l'informe de la libération imminente des otages de Téhéran, Reagan s'écrit : « Quels otages... »

Avec humilité, Jimmy est conscient de ses propres insuffisances. Ce 15 juillet 1979, il s'enferme à Camp David, réunit diverses personnalités, ses ministres, conseillers et amis pour une sorte d'examen de conscience collectif. Assis par terre, il écoute leurs critiques et conclut : « Tous estiment que le public reconnaît mon intelligence, mon intégrité, ma capacité d'exposer les problèmes et de trouver les solutions, mais doutent de ma capacité de les appliquer avec succès. Faute d'énergie... Ce n'était pas plaisant à entendre, mais je pensais que leur analyse était exacte... »

Jimmy Carter ne s'attendait pas à être répudié aussi spectaculairement par l'électorat. Il pensait que ses concitoyens allaient apprécier ses vues rationnelles et modérées, mais il était dépourvu des talents d'acteur dont son concurrent avait à revendre. L'ampleur de la défaite le surprit. « Je fus profondément blessé », note-t-il.

Rostropovitch, le violoncelliste russe émigré, le console. Au dernier banquet de la Maison Blanche, il rappelle que le public avait rejeté la Neuvième Symphonie, la Traviata et la Tosca... « L'histoire appréciera votre administration de la même façon que pour Beethoven, Verdi et Puccini... ». s'écrit Rostropovitch emporté par son tempérament slave. « Un beau discours, note Jimmy, qu'un candidat battu aime à entendre... »

HENRI PIERRE.

- (1) *Keeping Faith, Memoirs of a President*, Bantam Books, New York, Novembre 1982.  
(2) *Crisis, the Last Year of the Carter Presidency*, G.P. Putnam's Sons, New York, 1982.

## Trois livres de base sur le conflit saharien

Depuis qu'il a éclaté à l'automne 1975, le conflit du Sahara occidental n'a cessé d'empoisonner les débats de l'OUA. L'admission de la République arabe sahraïe démocratique au début de 1982 dans des conditions contestées par plusieurs pays a même fait éclater l'organisation panafricaine. La Mauritanie aurait même risqué d'être rayée de la carte, si les militaires actuellement au pouvoir n'avaient renversé son « père fondateur », le président Ould Daddah, en juillet 1978 pour faire sortir le pays de la guerre. Enfin, le poids des dépenses militaires et la crise économique qu'elles entraînent obèrent toujours l'avenir du Maroc. C'est dire l'importance des enjeux.

Pourquoi ce conflit a-t-il éclaté ? Pourquoi les solutions sont-elles si difficiles à dégager ? Existe-t-il un peuple sahraoui ? Sur quoi se fondent les revendications marocaines ? Quelle est l'attitude des organisations régionales et internationales à l'égard de ce problème ? En quoi les modalités de son règlement peuvent-elles modifier les rapports de force régionaux ? C'est à toutes ces questions et à bien d'autres que s'efforce de répondre Maurice Barbier (1).

L'auteur ne cache pas qu'il est favorable à l'autodétermination

du peuple sahraoui, mais il faut attendre de lire sa conclusion pour que cette position apparaisse nettement et elle ne l'empêche nullement de conserver, tout au long de son livre, la distance et la sérénité propres à un travail universitaire d'un grand sérieux. Après avoir analysé les enjeux et exposé l'arrière-plan historique depuis le quatorzième siècle, il examine la préparation et le développement du conflit actuel avant de conclure à un affrontement entre plusieurs nationalismes.

De tous les ouvrages de langue française consacrés à cette « guerre des sables », celui-ci nous paraît le plus précis et le plus rigoureux. L'auteur a tout lu, tout éprouvé : livres d'histoire, documents et rapports de l'ONU - trop souvent ignorés ou négligés malgré leur grande utilité -, arrêt de la Cour de La Haye, articles de journaux et de revues. La bibliographie - commentée et exhaustive - n'occupe pas moins de quarante-quatre pages. Mais Maurice Barbier ne s'est pas contenté de dépeindre les textes, il s'est aussi rendu sur place et a effectué une enquête sur le terrain.

Signalons également un ouvrage qui sera fort utile à tous ceux qui s'intéressent à la question et lisent l'anglais : le « dic-

tionnaire historique du Sahara occidental » de Tony Hodges (2) a été mis au point au cours de trois années de recherches financées par la Fondation Ford. Il comporte sept cents entrées : noms des hommes célèbres du passé, protagonistes de l'actuel conflit, noms de lieux et d'organismes comme la Jemaa (Assemblée), etc. Ce dictionnaire est précédé d'une chronologie d'une trentaine de pages et comporte plusieurs tableaux économiques, une carte des groupes ethniques et une bibliographie d'une soixantaine de pages.

Signalons enfin, en raison de nombreuses précisions qu'il donne, mais en espagnol, cette fois, une étude de M. Francisco Villar (3) qui a été pendant quatre ans membre de la mission permanente de l'Espagne à l'ONU et qui a accompagné les missions de l'Organisation au Sahara occidental en 1975 et 1976.

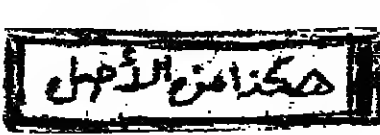
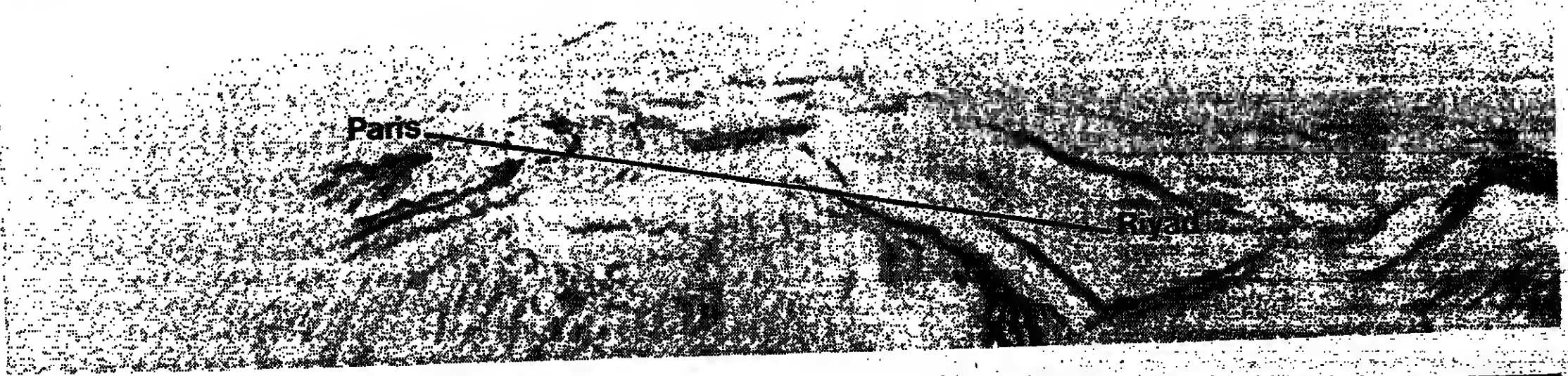
PAUL BALTA.

- (1) Maurice Barbier, *Le Conflit du Sahara occidental*, Ed. de l'Harmattan, Paris, 1982, 420 pages.  
(2) *The Historical Dictionary of Western Sahara*, Ed. The Scarecrow Press, Metuchen, N.J. and London, 1982, 473 pages.  
(3) *El Proceso de Autodeterminación del Sahara*, Prologue de Fernando Moran, Ed. Fernando Torres, Valencia, 412 pages.

# La voie royale: Paris-Riyad tous les jours en TriStar

Pour tous renseignements, consultez votre agence de voyages ou Saudia.  
55 avenue George V, 75008 Paris. Tél. 720.68.20, libre appel 146.

**saudia**  
SAUDI ARABIAN AIRLINES  
Bienvenue dans notre royaume





# France

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

### M. Léotard donne aux « nouveaux républicains » le signal du départ

Pour lancer sa campagne nationale, le parti républicain a voulu renouer avec la tradition de la fête. « Fête de la liberté », qu'il juge menacée en France et dans le monde et dont il se veut l'ardent défenseur. Le treizième arrondissement de Paris a été choisi pour la valeur symbolique du combat qui oppose M. Jacques Toubon, député R.P.R., à M. Paul Quilès, député P.S.

Sous un immense chapiteau dressé square de Choisy, plus de six mille personnes se sont retrouvées, vendredi soir 28 janvier, à table autour d'une choucroute.

Avant que ne commence véritablement la fête avec son cortège de chansonniers, de musiciens, de fantaisistes et de comédiens, place à la lecture des témoignages et aux discours. Témoignages de ceux que le P.R. avait invités pour parler de la liberté d'entreprise, de l'enseignement, de la médecine (le Monde du 28 janvier), mais aussi témoignage du poète soviétique Alexandre Ginzbourg, acclamé par les États-Unis et dont le message a été lu par l'un de ses compatriotes, M. Ivanov. Discours de M. François Léotard, secrétaire général, et de M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, député P.R. des Bouches-du-Rhône et candidat à la mairie de Marseille contre M. Gaston Defferre.

Avec chaleur et fado, M. Gaudin a coté quelques-unes des anecdotes qui ponctuent sa campagne marseillaise. A propos des municipales il a cette image : « Dans le match qui oppose l'équipe socialiste à l'opinion publique, nous ne sommes pas encore au moment où le peuple souverain sortira le carton rouge qui signifie l'exclusion mais il [le peuple] peut sortir, pour les municipales, le carton jaune de l'avertissement. » Le député du Rhône a dénoncé cette loi « chauve-souris qui introduit la proportionnelle sans l'introduire tout en l'introduisant », et il a rendu responsable de la « politisation » des élections. Comme l'avaient fait, la veille, M. Jacques Chirac et M. René Monory, sénateur centriste de la Vienne (le Monde du 29 janvier), M. Gaudin a mis en garde l'opposition contre un excès d'optimisme : « Rien n'est gagné, rien n'est encore joué », a-t-il dit. Il a précisé d'autre part : « Notre action politique n'a pas les mêmes objectifs que celle des sociaux-communistes. Nous, nous voulons rassembler. [ce que] M. Mitterrand n'a jamais tenté de faire. »

#### « Nous ne sommes pas au balcon »

Avec une certaine gravité, retrouvant le lyrisme de ses débuts, quand il savait éviter les excès de langage, M. François Léotard a proposé aux militants du P.R. d'être les « républicains de l'an II, portant en eux la liberté comme l'appel de l'homme vers sa dignité ». « Je souhaite, a-t-il, notamment d'apporter au désarroi qui nous entoure, à cette amertume des Français, déçus d'avoir été trompés, non pas la certitude (...) mais une conviction sur eux-mêmes et pour eux-mêmes. »

Il a ajouté : « Nous sommes convaincus qu'ils peuvent encore, de nouveau, se redresser, retrouver les manches et affronter un par un les défis qui leur sont lancés. Défis du nombre, défis de l'énergie, défis de la culture et du savoir. Défis de la générosité et de la main tendue contre toute avarice. Défi de la jeunesse, qui ne doute que de nous et non pas d'elle-même (...). Pour M. Léotard, c'est cela la « poésie de la liberté », qu'il « fait écrire sur nos murs » et « chanter pour nous-mêmes ». Le secrétaire général du P.R.,

parlant des élections municipales, estime que celles-ci « ne doivent pas être, pour nous en France, l'occasion d'une contemplation morbide de nous-mêmes, mais l'occasion d'un regard étendu sur le monde, sur la liberté du monde qui ne progresse pas comme nous le voudrions (...). C'est vrai que nous serons bientôt un pour cent du monde. Mais si les autres, l'immense majorité des autres sont dans la guerre ou la détresse, nous ne sommes plus que la minorité qui vacille, parce qu'elle aura été incapable de partager, d'échanger, de convaincre ou de transmettre ».

A propos de la démarche de son parti, il estime que : « Les nouveaux républicains ne sont pas au balcon spectateurs d'une France qui, chaque jour, s'affaiblit davantage. Ils sont au cœur des luttes avec les Français qui se battent : pour l'école, pour le maintien en France des archives d'Algérie, pour la Pologne, pour les droits de l'homme, ils sont là. »

Il a continué : « Ce n'est pas ce que vous avez fait qui est le meilleur témoignage pour l'avenir, c'est la jeunesse profonde de votre espérance, c'est votre passion pour une France républicaine. Voilà pourquoi, après avoir gagné ensemble les élections municipales, nous allons faire ensemble de notre parti une force politique de progrès et de rassemblement (...). Nous voulons rassembler les Français sur des thèmes d'avenir et parfois sur des thèmes qui dérangent. Et y va bien, alors, qui est conservateur et qui ne l'est pas. Et nous allons montrer à ceux qui nous gouvernent quelle est leur juste part dans les blocages, les monopoles, les privilèges et les injustices. »

Comme exemples de sujets qui « rassemblent une large majorité des Français et qui ne sont pas conformes à la pratique du pouvoir », M. Léotard a cité : « La nécessité d'être ouvert sur l'extérieur, le refus de la fuite des classes, le respect du pluralisme scolaire, l'ouverture de l'école sur l'entreprise et le travail, l'accès à la propriété du logement et le refus d'une administration politisée. »

C'est ensuite avec une certaine passion que le secrétaire général du P.R. a tenu à parler de lui-même, pour rectifier l'impression de sectarisme qu'avaient pu donner certains de ses propos : « Je me suis engagé parce qu'il y avait un homme qui parlait vrai pour la France, Valéry Giscard d'Estaing. J'ai été élu à Fréjus pour essayer de mettre en œuvre ce qu'il disait. J'avais la naïveté de croire que, dans ce pays, on jugeait les gens sur ce qu'ils faisaient et non pas sur ce qu'on disait qu'ils faisaient (...). Je croyais qu'il fallait avoir sincérité et force (...). J'ai gagné des combats (...). Devant vous, il y a quatre mois, je n'ai pas promis des moments faciles. J'ai dit que vous devriez avoir du courage. »

#### Des élections pour M. Noir (R.P.R.) à Lyon

Cinq militants du R.P.R. se sont retirés de la liste présentée par M. Michel Noir, député R.P.R. pour rallier la liste concurrente de M. François Colcomb, maire sortant et sénateur, composée en partie de membres de l'U.D.F. Ces « dissidents » déclarent vouloir l'union de l'opposition et estiment que leur attitude « est seule susceptible d'apporter la victoire face à l'union socialo-communiste ».

Dans l'entourage de M. Noir, on affirme ne pas vouloir faire de ces retraites « une affaire d'importance » - les candidats désireux d'être présents sur nos listes sont suffisamment nombreux pour pallier ces déflections », ajoute-t-on.

rage (...). C'est la crise qui a eu raison de nous... Nous devons traverser [cette période] dans la solidarité et l'unité qui sont les nôtres. Notre longévité est notre responsabilité. Il n'est pas lié à une mode. Nous ne mettrons pas sur nos épaules les habits neufs d'une gauche à bout de souffle... Si on peut encore qualifier de gauche la politique actuelle, c'est que les mots n'ont plus le même sens pour tout le monde. Je souhaite que les mots du P.R. et vos actions ne soient pas à double sens. Disons clairement ce à quoi nous croyons et nous verrons que nous serons écoutés, compris et suivis », a conclu M. François Léotard, avant de céder la place à la « fête ».

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

### M. Paul Quilès propose un plan de relance du logement à Paris

Attaquer son adversaire en son point le plus faible : ce principe, bien connu des sportifs et des militaires, a été adopté par M. Paul Quilès, challenger socialiste de M. Jacques Chirac à la mairie de Paris. Aussi, sa première conférence de presse thématique a-t-elle été consacrée au logement, jeudi 27 janvier. Il fallait d'abord démontrer que la municipalité sortante n'avait pas répondu à l'attente des Parisiens.

Une promenade avec les journalistes dans divers quartiers du treizième arrondissement (dont M. Quilès est député) a servi d'éloquente illustration à son propos. Le treizième, en effet, ne manque pas d'îlots encore insalubres.

« La négligence et l'inefficacité du maire sont responsables de cette situation, a-t-il expliqué. Les opérations d'urbanisme que M. Chirac a réalisées avaient été lancées avant lui par les préfets. Les siennes ont traîné. Il n'a pas non plus usé de l'arme de la préemption : la Ville n'a acheté en moyenne que 3 % des immeubles qui se vendent annuellement à Paris. Des quartiers ont été abandonnés au pourrissement. »

Le candidat socialiste a indiqué que, si M. Chirac n'avait construit que la moitié des cinq mille logements sociaux qu'il avait promis, ce n'était pas faute de crédits puisque jusqu'en 1982, la Ville n'a pas utilisé la totalité des crédits d'Etat qui lui étaient alloués. Il a rappelé que sur les six mille

logements qui devaient être réhabilités six cents seulement l'ont été. « Et encore ce dernier chiffre est-il sujet à caution. » Enfin M. Quilès a critiqué la politique d'attribution des logements sociaux et l'absence de concertation avec la population.

Que propose-t-il ? D'abord de créer dans chaque arrondissement des « lieux d'informations et de débats » pour que les Parisiens puissent réagir « très en amont » sur chaque projet d'urbanisme. Le député du treizième veut également fonder un « observatoire du marché immobilier », et assurer la représentation des locataires dans les organismes publics constructeurs.

Selon le candidat, il s'agit surtout de construire davantage. Combien de logements sociaux ? M. Quilès se refuse à faire des promesses imprudentes, comme celles lancées en 1977 par son adversaire. Il dit en revanche qu'il faut achever rapidement toutes les opérations en cours, ce qui représente neuf mille logements. D'autres programmes de constructions neuves peuvent être entamés sur les terrains appartenant déjà à la collectivité, par exemple mille logements en bordure du futur parc de la Villette.

M. Quilès propose que la Ville consacre 100 millions de francs par an à l'achat d'immeubles anciens pour les réhabiliter et maintenir sur place leurs habitants. Dans les « îlots de pauvreté » les occupants d'immeubles dégradés devront être informés dans les six mois de ce que l'on compte faire de leurs locaux : démolition ou réhabilitation. Les fichiers des candidats locataires seront tenus dans les arrondissements et les logements H.L.M. attribués de manière « transparente et démocratique ». Enfin, la Ville devrait négocier avec l'Etat la région Ile-de-France un plan pluriannuel d'habitat, de réhabilitation et de constructions neuves.

« La crise du logement n'est nullement une fatalité comme M. Chirac tente de le faire croire aux Parisiens, a conclu le candidat. La volonté politique peut parfaitement en venir à bout. Encore faut-il l'avoir. »

M. A.-R.

### Vous avez dit Vichy ?

Il y a, comme cela, des mots, des noms, des personnages qui remplissent, dans la vie politique française, l'office d'épouvantails. Collaboration, Vichy, Pétain, sont de ceux-là. Ils font la nique à ceux du camp d'en face : collectivisme, Masclou, Jaurèsisme. La « jaurésisme » s'est installé à l'Élysée et à Matignon, affirmant un sénateur centriste à l'époque où M. Michel Portetovski traitait les gaullistes français de « superchateaux ». A l'évidence, les deux affirmations, d'ailleurs contradictoires, tendent plus à la grossièreté qu'à l'analyse politique. Aujourd'hui, M. Paul Quilès estime que le programme économique et social du R.P.R., ramené des États-Unis « dans les bagages » de M. Chirac, comme dirait M. Jospin, est « le plus à droite jamais élaboré depuis Vichy ».

La R.P.R., c'est M. Chirac, Vichy, c'est Pétain. Il y a des mots et des noms qui font « tilt ». M. Quilès incite son auditoire à comparer le maire de Paris au maréchal Pétain. Le slogan « Pétain-Chirac, même combat ! » n'est pas loin. Il est un moins suggéré.

La méthode n'est guère originale. Son application, en l'occurrence, est plus surprenante. Esquissée l'idée d'un rapprochement entre M. Chirac « c'est-à-dire la fiction gaullio-pétainienne » et Vichy, il fallait l'oser ! L'audace de M. Quilès s'est souvenue des débats internes du parti socialiste. Lors de la dernière réunion du bureau exécutif du P.S., on a parlé de cette droite chiraquienne qui verserait de plus en plus dans le « vichysme ».

Grossièreté ou résultat d'une analyse politique ? Lorsque M. Jacques Chirac - curieux retour des choses - divise le monde politique entre « vichystes » et « résistants », et cessaient M. Giscard d'Estaing dans la première catégorie, il formulait une analyse. Grossièrement tracée par ses soins, elle revenait à souligner les « abandons » de la France - politique étrangère et politique industrielle - bref, à dénoncer, comme dans l'« appel de Cochin » du 6 décembre 1978, ce qu'il nommait « le parti du dévancement ».

Les socialistes hésitent à parler de « vichysme ». Sed M. Quilès l'a fait en public, et de manière détonnante. Il s'agit bien, en effet, d'une grossièreté et même d'une injure à l'égard de ceux

qui, au R.P.R., restent fidèles au gaullisme. Mais les socialistes n'en pensent pas moins.

« Vichysme » dans le sens où celui-ci représenterait une revanche sur les « désordres » de 1935, « vichysme » dans le sens où, poussé jusqu'à la logique de la collaboration, ce mouvement illustrait le slogan « plutôt Hitler que le front populaire ».

La droite française, selon la gauche, est vichysme. Faut-il parler de « revanche » sur le gaullisme, dont M. Chirac porte l'héritage avec autant de douleur que s'il avait parcouru un chemin de croix ? Faut-il, grossièrement suprême, parler de « vichysme » comme aboutissement de cette dérive ? Cela dispenserait d'une réflexion sur la recomposition tactique et intellectuelle de la droite.

Tactique, parce que M. Chirac, concurrent de MM. Giscard d'Estaing et Barre, a mesuré dans la passé - lors des élections européennes de 1979 - ce qu'il lui en coûtait de tenir un discours gaulliste orthodoxe, d'utiliser un langage qu'il juge lui-même inadaptable à la France des années 80. Intellectuelle, parce que la droite, celle de M. Valéry Giscard d'Estaing, celle de M. Jacques Chirac, se nourrit des travaux des clubs de la « nouvelle droite » et que la gauche silencieuse semble aujourd'hui paralysée par toute perspective de débat idéologique en son sein.

« Vichysme » ? Il y a des gros mots qui limitent la discussion.

JEAN-YVES LHOMEAU.

### M. CHIRAC : les élections municipales n'empêcheront « aucune parcelle de légitimité » au Parlement

M. Jacques Chirac, président du R.P.R., qui faisait vendredi soir 28 janvier à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire) son premier déplacement en province, a réaffirmé devant plusieurs milliers de personnes que l'opposition doit se garder de « pronostics optimistes ». « Nous devons nous mobiliser et non pas nous satisfaire de déclarations triomphales qui pourraient être contredites par la réalité », a notamment déclaré le maire de Paris (1). Il a toutefois envisagé la perspective d'une victoire de l'opposition : « Certes, cela ne changerait rien à nos institutions, cela n'enlèverait aucune parcelle de légitimité au Parlement, au gouvernement et au président de la République. Mais n'oublions pas que nous sommes dans une démocratie. Ce qui est en jeu, ce ne sont donc pas le gouvernement et le Parlement, mais l'expérience démocratique d'un pays dont le gouvernement devra bien tenir compte bon gré mal gré. »

(1) Invité de l'émission « Face au public » sur France-Inter le 24 janvier, M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., avait déclaré : « Le R.P.R. n'est pas un parti de conquête mais un parti de plus de trente mille habitants (...). C'est un objectif que nous pouvons atteindre. »

### Le P.S. et le P.C.F. feront connaître leur accord définitif le 1<sup>er</sup> février

Les discussions entre le parti socialiste et le parti communiste sur la composition des listes d'union de la gauche à Paris doivent s'achever par la publication, le 1<sup>er</sup> février, d'un accord définitif. Les deux partis s'étaient entendus, le 14 janvier, sur les principes de la composition des listes, le P.C.F. conduisant celles de deuxième et dix-neuvième arrondissements et le P.S. les dix-huit autres.

Quelques difficultés subsistent ces derniers jours sur la composition des listes dans les troisième, quatorzième et quinzième arrondissements la composition du bureau de la future municipalité d'arrondissement créant aussi une difficulté dans le dix-neuvième.

Dans cet arrondissement, où M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., ancien député, conduit la liste, la candidature de M. Henri Fiszbin, conseiller sortant, président de Renouveau communiste, place le P.S. et le P.C.F. devant un choix difficile. Les communistes ayant confirmé leur refus de participer à une liste sur laquelle figurerait l'ancien premier secrétaire de leur fédération de Paris, la commission exécutive fédérale du P.S. avait adopté, le 14 janvier, une motion dans laquelle elle rejetait ce type d'exclusives, tout en regrettant que M. Fiszbin ne se présente pas plutôt dans un arrondissement actuellement tenu par la droite. L'arrangement auquel les deux partis sont parvenus sur cette affaire et qui exclut M. Fiszbin de la liste de gauche, tant au second tour qu'au premier, doit apparaître dans une déclaration

se fera M. Paul Laurent, en tant que tête de liste, après l'annonce de l'accord définitif.

### Mme Bouchardeau dans le XIX<sup>e</sup>

La négociation entre le P.S., d'une part, le M.R.G. et le P.S.U., d'autre part, pourrait durer encore quelques jours. Un accord semble pourtant acquis, avec les socialistes unifiés, pour ce qui est des sièges au Conseil de Paris : deux candidats du P.S.U. seraient en position d'être élus, l'un dans le dix-septième, l'autre dans le dix-neuvième arrondissement. Il devrait s'agir, dans ce dernier cas, de M<sup>me</sup> Huguette Bouchardeau, secrétaire nationale du P.S.U. - P.J.

« M. Georges Marchais s'est adressé, vendredi 28 janvier, à la gare de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), aux militants communistes du réseau ouest du R.E.R., en soulignant l'« engagement total » du P.C.F. « pour faire gagner la gauche », parce que les communistes sont « directement partie prenante (...) de ce qui avance actuellement en France », et parce que cette attitude, « nullement dictée par les circonstances », est « fondée sur les choix profonds » du parti.



# L'engrenage néo-calédonien

**Temps mort en Nouvelle-Calédonie après le coup dur sanglant qui a vu mourir deux gendarmes. L'heure est aux réflexions.**

La Nouvelle-Calédonie n'est ni la Corse de 1983 ni l'Algérie de 1954. Ne serait-ce que parce que cette île perdue du Pacifique, grande comme deux fois la Corse, ne suscite guère de passion en métropole. Pourtant, cette terre française, depuis la prise de possession le 24 septembre 1853 par le contre-amiral Febvrier-Despointes, est-elle aussi en proie à des secousses alarmantes. La dernière en date - le meurtre de deux gendarmes mobiles, le 10 janvier, par des Canaques - a illustré une réelle radicalisation des positions sur ce territoire de cent quarante mille habitants où le courant indépendantiste se ren-

force (le Monde des 16-17 janvier).

D'un côté, les Européens (35 %), de l'autre les Mélanésiens (43 %). Les uns veulent rester français, les autres, dans leur majorité, aspirent à être indépendants. Entre eux, plusieurs ethnies : Wallisiens (les plus nombreux), Tabitiens, Vietnamiens, Indonésiens, etc. Ils sont soit du côté de la France, soit, le plus souvent, apparemment indifférents. Or les Mélanésiens veulent l'indépendance, mais ils ne sont pas majoritaires, loin de là. Ils ont décidé que la Nouvelle-Calédonie serait indépendante le 24 septembre 1984, jour anniversaire de la prise de possession et date du IV<sup>e</sup> Festival des arts du Pacifique, qui aura lieu à Nouméa. Cette ultime échéance a été baptisée « Top 84 ».

Une indépendance dont les Européens ne veulent à aucun prix. Va-t-on vers un affrontement entre deux communautés fortes chacune de leur droit et de leur propre légitimité ? Les germes d'un engrenage fatal existent. Hier, c'était l'assassinat d'un leader indépendantiste blanc, Pierre Declercq (en septembre 1981). Aujourd'hui c'est celui de deux gendarmes. Et demain ?

Le danger d'une confrontation est réel, même si les possibilités de dialogue existent encore. La preuve, la France va accorder prochainement le statut d'autonomie interne à ce territoire dont le vice-président du conseil de gouvernement (exécutif local) est déjà un Canaque, M. Jean-Marie Tjibaou. Dernière étape vers l'indépendance ? Oui, disent les responsables indépendantistes. Non, expliquent les Européens.

Le Front indépendantiste, qui regroupe cinq formations excepté le Pukika (Parti de libération kanak), a-t-il les moyens d'imposer ses vues ? Là est toute la question ! Ses leaders savent que les

Canques ne seront majoritaires que vers les années 1990-1992. Sauront-ils attendre, alors que les Européens réclament une consultation pour montrer que le courant anti-indépendantiste est le plus fort ? Les Canaques répondent qu'ils veulent bien d'une consultation, mais réservée aux seuls Mélanésiens. Une solution que repousse, de toute façon, le représentant du gouvernement, M. Jacques Roynet, car un vote sur l'autodétermination ne résoudrait rien aujourd'hui.

En attendant, chaque événement creuse davantage le fossé. La communauté blanche accuse les indépendantistes de vouloir déstabiliser le territoire. Elle désigne certains de leurs responsables comme des fauteurs de troubles. Sur sa droite, le front calédonien et l'avenir calédonien prôchent de plus en plus l'intransigeance.

A l'occasion de la fusillade de Koiné, les positions de chacune

des parties se sont affirmées encore plus clairement, laissant de moins en moins de place à un compromis possible. Le gouvernement devra donc donner des gages à chacun des deux bords. Le jeu à jouer devra être subtil pour désamorcer les risques d'escalade. Maintenir chacun des camps dans les limites de la légalité ne sera pas facile. Le drame de Koiné l'a prouvé. Quelques jours auparavant, c'était la mise à sac de la gendarmerie de Touho. A la mi-novembre, à Baco, c'était l'occupation de la propriété d'un Européen et la construction d'une case symbolique. Les autorités ont évité de peu que l'incident ne dégénère. Le 16 janvier, des mesures particulières de sécurité avaient été prises lors du match de football opposant, pour la Coupe de France, le Red Star au club de Gellima une tribu proche de Canala; sifflé indépendantiste. Il n'y eut aucun incident.

Les craintes restent vives, même si après chaque poussée de fièvre les passions retombent. Le processus qui se met petit à petit en place ne doit pas être négligé. Le FULK (Front uni de libération kanak) lors de son XIII<sup>e</sup> congrès sur l'île de Lifou le 16 janvier, a déclaré : « Force que François Mitterrand ne viendra pas nous servir l'indépendance kanak socialiste sur un plateau d'or, elle se fera par tous les moyens, y compris les moyens légaux ». Le Front indépendantiste et sa principale composante, l'Union calédonienne, ne semblent pas prêts à l'épreuve de force.

Le F.I. n'est ni le F.L.N.C., ni le F.L.N. algérien. La route de l'indépendance semble, malgré tout, tracée. Les Européens le savent, mais ne s'y résoudront que très difficilement. Le pouvoir disposera-t-il d'assez de contre-

Les craintes restent vives, même si après chaque poussée de fièvre les passions retombent. Le processus qui se met petit à petit en place ne doit pas être négligé. Le FULK (Front uni de libération kanak) lors de son XIII<sup>e</sup> congrès sur l'île de Lifou le 16 janvier, a déclaré : « Force que François Mitterrand ne viendra pas nous servir l'indépendance kanak socialiste sur un plateau d'or, elle se fera par tous les moyens, y compris les moyens légaux ». Le Front indépendantiste et sa principale composante, l'Union calédonienne, ne semblent pas prêts à l'épreuve de force.

Le F.I. n'est ni le F.L.N.C., ni le F.L.N. algérien. La route de l'indépendance semble, malgré tout, tracée. Les Européens le savent, mais ne s'y résoudront que très difficilement. Le pouvoir disposera-t-il d'assez de contre-

MICHEL BOLE-RICHARD.

## Blancs et Canaques, même combat

Tous les Européens de Nouvelle-Calédonie ne sont pas hostiles à l'indépendance. Certains militent même pour elle. Pas nombreux certes, mais actifs et déterminés. Ils soutiennent ce qu'ils nomment « une cause légitime ». Combien sont-ils ? « Quelques pour cent », disent-ils. « Peut-être deux mille, on ne sait pas ». La plupart sont à l'Union calédonienne, le principal parti indépendantiste. Ils sont bien connus et souvent désignés du bout du doigt, notamment François Burck, conseiller territorial, et Gérard Cortot, attaché de cabinet du vice-président Tjibaou. Avec Jacques Chrétien, ils expliquent les raisons de leur engagement.

En 1878, quand les Canaques se sont soulevés, les « communards » se sont rangés du côté des soldats, à l'exception de Louise Michel. Aujourd'hui, ils sont avec eux. Descendants d'aventuriers, de charpentiers de marine, ou de fuyards à la recherche d'une terre d'asile, ils dénoncent ceux « qui ont profité des Canaques pour se faire une rente de situation ». Eux aussi montrent du doigt les fleurons du commerce de l'île, les Ballande, les Lafleur, « ce dernier qui possédait 36 000 hectares de terres et chassa le cerf en hélicoptère » (1).

Ils savent que la communauté blanche les désigne comme des traîtres, des fauteurs de trouble. Ils n'ont ont rien. Ils luttent contre une « situation d'injustice ». Ils veulent que l'on admette que les Canaques ont été spoliés de leurs terres. « On nous insulte. On nous regarde de travers. Nous sommes en proie aux tracasseries administratives. On s'attend à des coups durs. » « Il ne faut pas avoir peur de mourir », explique calmement François Burck. « Ils viennent, il ne faut pas qu'ils nous raient, car nous, nous ne les raterons pas. »

Cet ancien prêtre, qui a abandonné la soutane « pour se battre », cite Malcolm X, le leader noir américain assassiné en février 1965, qui écrivait avant sa mort : « Quand je serai mort pour de bon - je le dis parce que je sais que je le serai quand ce livre paraîtra - lisez bien les journaux. La presse blanche m'identifiera à la Haine... J'incarne à ses yeux la Haine, car elle lui permet de nier que je n'ai fait que rendre à l'homme blanc son propre miroir afin de lui montrer les crimes abominables de sa race contre ma race. »

Tous des Malcolm X blancs ? Ils s'assimilent plutôt aux « porteurs de valises » du conflit algérien. Pour eux, le même processus est actuellement en cours sur l'île. « C'est obligé de péter, disent-ils : les gens sont bloqués psychiquement ; ça va plus vite qu'on ne le pense ; le processus s'accélère au fur et à mesure que des événements se produisent. » Ils connaissent leurs adversaires directs, ceux du Front calédonien et de l'Avenir calédonien, « des organisations qui se disent apolitiques », indiquent-ils. « Mais, quand on se dit apolitique, c'est qu'on est de droite. » Ils rappellent que l'un des leurs, le leader de l'U.C., Pierre Declercq, a été assassiné en septembre 1981. « Un assassinat politique », pour eux, répondant ainsi aux calom-

nies qui font courir le bruit qu'il s'agit en fait d'une « vulgaire histoire de fesses ». L'enquête pourra-t-elle le dire un jour ?

Radio-coconut, ça marche fort en Nouvelle-Calédonie. La rumeur s'amplifie, déforme dans ce microcosme océanien. Elle a voulu que François Burck soit sur place lors de la fusillade de Koiné. « C'est vrai, dit-il, j'étais à La Foa, mais pas sur place. » Il reconnaît avoir incité cette tribu à ne pas accepter le « marché de dupe » qu'était le protocole de palabre péniblement élaboré.

Alors, élément subversif ? Est-ce être subversif que de réclamer la réparation des injustices et de vouloir que le peuple canaque puisse décider lui-même de son

avenir ? se demandent ces indépendantistes blancs. Ils admettent avoir des relations avec l'extérieur, « mais des relations normales dans la lutte. On mène le combat dans notre pays, car c'est aussi notre pays ». Pourtant les indépendantistes ne sont pas majoritaires, c'est incontestable ! La minorité va-t-elle imposer ses vues à la majorité ? Cela n'enlève rien, à leurs yeux, à la justesse de leur cause.

L'indépendance se fera un jour prochain. Ils estiment qu'elle ne se fera ni contre les Caldoches ni contre la France. « Nous aussi on aime la France, mais on veut pouvoir décider nous-mêmes de l'avenir. » Pour eux, pas de problème, ce pays est le leur, ils acceptent

bien volontiers d'avoir un passe-pot canaque. Ils n'ont rien à perdre. Si les Caldoches reconnaissent que les Canaques ont, eux aussi, droit à des bonnes terres, il n'y aura pas de problème. Ce qu'il faut, c'est tout simplement une honnête redistribution et les commandes aux Mélanésiens. Les Européens qui ne sont pas d'accord doivent partir.

M. B.-R.

(1) 2 190 propriétaires possèdent les deux tiers de l'île, soit 110 070 hectares, alors que les deux tiers (22 727 hectares) sont entre les mains de 105 propriétaires, qui détiennent tous plus de 500 hectares. On estime qu'une propriété de 500 hectares procure un revenu de l'ordre de 50 millions de francs en Nouvelle-Calédonie.

## Caldoches et fiers de l'être

On les appelle les broussards parce qu'ils vivent perdus au milieu de ce Far-East du Pacifique, et des Caldoches parce que leurs ancêtres sont venus de métropole. Il y a un siècle ou plus, pour mettre en valeur la Nouvelle-Calédonie. Ils ont fait souche là-bas, exilés de la Communauté, bagnards, aventuriers, écumens des mers du Sud et colons volontaires. Raymond Devaud, soixante-quatre ans, fait partie de la dernière catégorie. Le visage rouge par le soleil, l'air décidé, il a les allures d'un vieux cow-boy au milieu de sa station d'élevage.

Il est « stockman », l'un de ces pionniers nés en Nouvelle-Calédonie, et il entend bien y rester. Ses grands-parents étaient venus de France vers 1870 s'installer sur ce qu'on nomme familièrement le Caillou. Mémorant la photo de son père, fier cavalier, mort à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, Raymond Devaud s'exclame : « J'espère que je serai comme lui et que je m'en irai encore à son âge. »

Il voue à la France et à son drapeau un attachement sans faille, bien qu'il n'y soit jamais allé. Son monde à lui, c'est l'océan Pacifique, les seuls pays qu'il connaisse sont l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Parti de rien, il a « triné » toute sa vie pour acquiescer ce qu'il possède aujourd'hui, soit quatre mille hectares, une propriété achetée en 1958 « avec la sueur de son front ».

C'est vrai que ce n'a pas été de tout repos pour Raymond Devaud, de la mine de nickel en passant par les travaux de selicrerie et l'élevage. Il raconte ce que fut sa vie de labeur. « Je suis un homme de fer. Si je voyais un de mes fils faire ce que j'ai fait, je l'arrêteraient tout de suite. On a travaillé comme des mercenaires. » Né dans une famille de onze enfants, il en a eu sept, et entend bien que le fruit de son travail ne leur échappe pas. « Nous avons treize cent têtes de bétail, soixante-dix chevaux. J'ai construit cent vingt kilomètres de barrière. Tout ce que vous voyez là, c'est moi qui l'ai fait. Les chemins ont été tracés à la pelle et à la pioche. Tout ceci est à moi, y compris ce caillou qui est sur la table. »

Raymond Devaud, un colon ? Il nous entraîne d'un pas tranquille pour un petit tour de propriété vers ce qu'il a bâti. Rien de bien luxueux. Quelques bâtiments qu'il a édifiés lui-même au fil du temps avec des matériaux, ces arbres tortueux arrachés dans des pâturages de la brousse, car « ils pompent trop d'eau ». Un groupe électrogène pour l'électricité, une canalisation pour l'eau et un immense « stockyard », impressionnant corral pour le tri des bêtes.

Raymond Devaud se sent chez lui à Outechambo, perdu dans la brousse du côté de Bouloupari. Le mont Do, il l'a toujours vu, le col de Nassirah, combien de fois l'a-t-il emprunté ? « Qui a fait la Calédonie si ce n'est pas nous ? Le colonialisme, par qui a-t-il été fait ? C'est la France qui nous a demandé de venir ici ; et qu'est-ce que nous avons fait ? Nous avons mis ces terres en valeur. Voilà ce que nous avons fait ! Mes frères ont fait la guerre du Pacifique.

L'un est des plus grands médaillés. Trois membres de ma famille y ont disparu. La France ne se souvient pas de tout ça. Nous demandons à rester français, c'est tout. On veut continuer à travailler. Tout ça, c'est à moi et à mes enfants. Je ne veux rien vendre. »

Il n'y a pas de place pour ce rude hexagone en métropole. Comment pourrait-il s'adapter ailleurs, cet homme de la brousse qui court le montagnard à cheval à la recherche de ses troupeaux ou chasse le cerf ? A la rigueur, il pourrait aller en Australie. Mais comment quitter cette terre où il est né, et où il a réussi ? Une réponse bien modeste, car cet éleveur calédonien « vit modestement, comme la plupart des siens. Le broussard est rarement un homme riche sur cette terre ingrate. Raymond Devaud est-il un homme heureux ? « Le 1<sup>er</sup> janvier on est soixante-dix, quatre-vingts à table. C'est une grande famille. Chacun vient avec son panier et le respect de tout ça. N'est-ce pas joli ! On ne sort pas beaucoup, mais on est heureux tous ensemble. »

L'indépendance qui se profile est un point noir à l'horizon de ce stockman. Il accuse les politiciens d'être responsables de tout cela. Il désigne un article des Nouvelles calédoniennes, l'unique quotidien de l'île, intitulé « Quand les Russes s'en mêlent ». « C'est eux qui sèment la merde. On est d'accord pour une indépendance avec la France mais pas d'une indépendance canaque et socialiste. On ne pourra pas s'en tendre. Je préfère partir. Mais quand le moment viendra, et que le sang va couler, personne ne se laissera faire. Il vaut mieux faire le boucher que le veau. Vous croyez que je vais faire le veau ? » Raymond Devaud se souvient de ce qui s'est passé aux Nouvelles-Hébrides. « Ceux qui sont partis vivrent maintenant en cage dans les tours de Salu-Quantin à Nouméa. Moi, je fais n'importe quoi de ces malins. Tout ce que vous voyez ici, c'est moi qui l'ai fait et je vais m'en aller ? »

Pourtant les Canaques veulent récupérer les terres dont ils ont été chassés. Une tribu vit juste à côté dans les contreforts de la montagne. Raymond Devaud reconnaît que c'est une erreur de les avoir installés dans des « réserves » ; il faudrait qu'ils aient les mêmes droits que les Européens, ces Mélanésiens qu'il appelle ses « amis indigènes » parce qu'ils sont allés à l'école ensemble. Pour preuve de ses bons rapports, il désigne un carion d'écureuil qu'il vient de lui apporter ou cette fillette mélanésienne qui joue avec ses petits-enfants.

Cet homme qui a vu passer tant de cyclones sur cette île du bout du monde ne sait pas ce qui va se passer. Assis devant chez lui, il savoure ses premières douceurs du soir, goûtant les cris de ses fils qui, à cheval, couraient le troupeau vers le stockyard. Accrochés aux murs, trois fusils et quelques fouets. Raymond Devaud, pensif, se sert un whisky : « Je ne sais pas ce que nous allons devenir. »

M. B.-R.

# Le Monde

## BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1982

UNE ANALYSE DÉTAILLÉE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE EN FRANCE ET DANS PLUS DE CENT PAYS

DES GRAPHIQUES - DES TABLEAUX

**UNE BROCHURE DE 192 PAGES**

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 30 F



## Famille : Inventer une politique ?

### Les enfants d'abord

La gauche ne peut plus longtemps éviter de s'attaquer à la définition d'une politique familiale. Il faut aujourd'hui, comme le notait lors du colloque M. Joseph Goy, représentant la direction générale de l'enseignement supérieur et de la recherche au ministère de l'éducation nationale, dépasser « ce vieux complexe français » qui date de l'époque du gouvernement de Vichy et que résume la triologie « Travail, Famille, Patrie ». Il est vrai qu'il est délicat de définir pour un gouvernement une politique familiale respectueuse de la liberté des individus.

Trois barbus se penchent au-dessus du berceau de l'enfant qui vient de naître. Chacun tente de prévoir le sort qui l'attend. Le premier s'appelle Mendel. Il étudie le patrimoine génétique du bébé. Le second barbu, c'est Sigmund Freud qui met en lumière l'importance de l'affectivité des relations de l'enfant avec les personnes qui l'aiment ou le haïssent, lui parlent, l'embrassent, rêvent son avenir.

### Les femmes et le travail

Lorsque l'on associe les mots « vie de famille » à celui de « travail », on pense inévitablement à la femme au travail.

Mais sont-elles plus nombreuses qu'autrefois sur le marché de l'emploi ? Oui, par rapport aux années 60, si on regarde les chiffres d'après-guerre. Ce qui change, en revanche, c'est leur attitude face au travail.

Les femmes « s'accrochent » malgré la crise économique et, alors qu'hier elles acceptaient de concevoir leur travail comme complément, comme un « plus » par rapport au salaire du mari, elles voient de plus en plus aujourd'hui leur activité professionnelle comme un autre objet d'épanouissement, comme une ouverture, comme une nécessité aussi, pour ne plus être démunies face à un décès ou un divorce, et elles veulent être coresponsables à tous les niveaux de la bonne marche du foyer.

Du même coup, elles souhaitent être reconnues dans leur nouveau rôle, tant dans le milieu professionnel qu'en sein de la famille. Ce qui ne s'est pas fait sans heurts, malgré une évolution progressive des hommes dans leur conception des rapports homme-femme et au sein de la famille. Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, les chercheurs des grands instituts ne se sont pas encore engouffrés dans ce vaste domaine.

Pourtant, on se bousculait à la commission « Vie de famille et travail » du colloque « Recherches et famille ». De divers travaux, il ressort que le mariage se traduit différemment dans la vie professionnelle des hommes et des femmes. Un exemple : la perspective de devenir cadre supérieur avec le niveau scolaire du

Le troisième se nomme Karl Marx. « Ta destinée, prédit-il à l'enfant, est déterminée par la façon dont tes parents sont insérés dans le réseau de production. » Ce tableau de famille broché avec humour par M. Stanislas Tomkiewicz, psychiatre et directeur de recherches à l'INSERM, est inspiré des travaux d'un quatrième barbu célèbre, le généticien Albert Jacquard. Il met en scène tous les acteurs qui contribuent au développement de l'enfant à la construction de l'individu sans que l'on puisse isoler les uns des autres. C'est pourtant une erreur que commettent encore bien des idéologues et qui nourrit plus d'une ambiguïté de nature politique. C'est le vieux débat sur l'inné et l'acquis, sur l'intelligence des riches et des pauvres, comme si le patrimoine génétique était lié au patrimoine financier. Ceux qui ont prétendu mesurer mathématiquement la part de l'un et de l'autre sont accusés de « mystification scientifique ». Nul n'est jamais venu sur ce point contredire M. Tomkiewicz, bien au contraire.

Un fait apparaît cependant avec évidence : la mobilité sociale demeure faible et majoritairement les inégalités se reproduisent : « Un fils de bonne famille a neuf fois plus de chances de réussir qu'un fils de canaille », constate M. Tomkiewicz.

Il est vrai que l'environnement social exerce une multitude de pouvoirs sur l'enfant. Instruire, éduquer, socialiser, autant de mis-

sions que se partagent ou se disputent des institutions aussi diverses que l'école, la famille et les différents acteurs de la société. Les uns et les autres sont porteurs de différences philosophiques, religieuses, politiques, économiques... qui ne semblent pas devoir s'effacer rapidement.

Un gouvernement de gauche, qui se veut respectueux des différences et affirme sa volonté de réduire les inégalités sociales, se doit d'en tirer les conséquences. Il ne peut cependant se contenter d'intuitions, de bonnes intentions, ni même de travaux de recherche épars. Même si c'est la mise en place du système scolaire gratuit obligatoire qui a « créé l'état d'enfant », comme l'écrit Annie Percheron, maître de recherches au C.N.R.S., il est urgent que les chercheurs sortent du cloisonnement de leurs disciplines et de leur champ d'observation pour s'intéresser à l'enfant dans tous ses lieux de vie.

Mais de l'enfant, sans lequel, affirmait pourtant certains, la famille n'existe pas, il en fait été fort peu question au cours du colloque. Chercheurs et partenaires sociaux ne le considéraient-ils pas lui aussi comme un acteur de la société avec des droits et des devoirs ? Doit-il rester jusqu'à sa majorité un être uniquement soumis à l'ensemble des pouvoirs qui pèsent sur lui ? A moins que les chercheurs et leurs partenaires n'aient oublié, selon l'expression d'un participant, que « nous sommes tous d'anciens enfants ».

CATHERINE ARDITTI.

baccalauréat (plus trois années d'études supérieures) est de 90 % pour les hommes mariés, de 83 % pour les femmes célibataires, 79 % pour les hommes célibataires et les femmes mariées. Un autre exemple s'appuie sur des travaux menés auprès des employés de la Sécurité sociale et montre qu'hommes et femmes entrés au même âge, avec le même bagage scolaire, au même niveau, dans les mêmes emplois, occupent au bout d'une période de dix ans des emplois, différents et hiérarchisés selon le sexe.

L'argument des contraintes familiales est utilisé comme alibi pour coopter les hommes et non les femmes en vue de promotions internes. Le fait d'avoir des enfants joue-t-il en sens inverse pour les hommes et pour les femmes ? Pour les hommes, il se traduit en termes de promotion et d'augmentation de salaire. Pour la femme, on ne voit plus que l'interruption

de l'activité professionnelle de quelque longueur qu'elle soit : « Alors, le statut maternel rend suspectes les qualités professionnelles de ces femmes. En tout état de cause, la responsabilité parentale d'une femme ne semble pouvoir aller de pair avec ses responsabilités professionnelles, à quelque niveau que l'on se trouve dans l'échelle sociale. »

Femme au travail, femme à la maison, au temps de crise, la tentation est grande de provoquer un retour au foyer, mais on peut se demander pourquoi un gouvernement de gauche aurait à trancher entre hommes ou femmes plutôt que de donner des chances égales aux uns et aux autres, face au monde du travail et d'offrir notamment une liberté de choix aux femmes par une fiscalité mieux adaptée. En installant, par exemple, un meilleur système de garde pour les enfants en bas âge ?

CHRISTIANE CHOMBEAU.

### Chrysanthèmes

C'est une bonne idée, pour un gouvernement de gauche, de stimuler les chercheurs pour qu'ils réfléchissent aux problèmes de la famille. Les sujets ne manquent pas. Mais comme il faut, quand on est scientifique, savoir où l'on va et vérifier des hypothèses de départ, risquons-en une, injuste, invérifiable mais probable. Livrons-la, au nom de la provocation, aux chercheurs de gauche, aux psycho-politico-sociologues du « changement ». Servons-ordément ce sujet de thèse : « Où il est montré pourquoi la gauche devrait être franchement nataliste, familialiste et comment il se fait qu'elle l'ignore et persiste à croire que la famille est un concept de droite. »

Mais voici, déjà, qu'on se récrie de tous côtés. La droite sans-voies proclame que la gauche ne peut qu'être, par essence, contre la famille cellulaire, car elle privilégie les ensembles plus larges (dissolution des masses, les organisations), l'un et le multiple modernes : l'Etat et le producteur-consom-mateur électeur. Au Club de l'Horloge on

panse ainsi, comme l'écrit M. Jean-Yves Le Gallou, dans un livre récent (1). Pour lui les socialistes ont « dans une optique où on ne veut plus connaître de communauté, d'institution comme la famille ou comme l'entreprise mais où on ne veut connaître que l'individu isolé et l'appareil d'Etat. (1) ».

Les épaulées socialistes se haussent à une telle anacronisme. M. Mitterrand ne déclarait-il pas, le 26 janvier, que la famille est « une valeur traditionnelle à préserver » ? Mais c'était pour ajouter dans un même souffle : « Il convient aussi d'en faciliter l'évolution. »

Forçons le trait. S'il s'agit pour l'Etat de « faciliter l'évolution » de la famille, ce ne peut être, en toute logique, que dans le sens actuel de cette évolution. C'est à dire l'émiettement, l'éclatement, le divorce accéléré, la provocation cohabitation, dont il ne reste que des enfants semés le long du chemin des attachements temporaires. En somme, une cellule de base en voie de disparition. L'au-

On s'est beaucoup intéressé à la famille, ces jours-ci : un vaste colloque au siège de l'UNESCO, de solennels propos présidentiels et ministériels, de larges confrontations entre chercheurs de nombreuses disciplines et représentants des syndicats et des associations familiales. Tout cela peut-il aider à inventer une politique familiale adaptée aux questions de notre temps et à celles de demain ? La gauche, actuellement au pouvoir, est-elle bien placée pour le faire ? On lira ci-dessous diverses appréciations sur ses philosophies dans ce domaine, son rôle, les comportements qui lui sont prêtés ou réclamés. On verra aussi que la famille, ce n'est pas seulement affaire de chercheurs et d'hommes politiques...

UN ENTRETIEN AVEC LE DÉMOGRAPHE ALAIN GIRARD

### Les socialistes sont viscéralement malthusiens

● Peut-on parler en France, en 1983, d'une discussion idéale de la famille ?

— La réponse est oui. D'après toutes les enquêtes que nous faisons auprès du public, la « norme » se situe entre 2 et 3 enfants, plutôt vers 2,5. Ce n'est qu'une moyenne, car on n'a pas encore réussi à couper les enfants en deux... cela veut dire que nous avons un partage entre ceux qui disent deux enfants et ceux qui disent trois.

La dispersion est très faible. Personne ne répond : 5 enfants par famille. Au-dessus de 4 ça n'existe plus. Autre aspect tout à fait capital : pratiquement personne ne dit : 0 ou 1 enfant, car le concept de la famille implique, chez nous, la présence de parents et d'enfants, et non pas de parents sans enfants ou stériles.

● Lorsque l'on parle de dimension « idéale », idéale aux yeux de qui ?

— C'est expressé que le terme est neutre et un peu vague. Il signifie « optimale, la meilleure, compte tenu des circonstances de la vie présente ». D'ailleurs, quand on ajoute une deuxième question en spécifiant : dimension idéale dans votre milieu, pour les gens qui ont les mêmes ressources que vous, le chiffre baisse légèrement, parce que certains, en référence à l'aspect financier, se disent que pour les personnes démunies d'argent, la dimension idéale diminue, tandis que celles aux ressources aisées restent au même nombre.

Attention : 2,5 enfants, pas de famille sans enfant ou avec un seul, pas de famille de 4 ou 5 enfants, c'est certes la dimension idéale mesurée depuis dix ans dans la population française, sans différences entre hommes et femmes. Mais il faut distinguer entre le nombre idéal et le nombre effectif. Faites un calcul très simple : dans la réalité, des gens ne se marient pas, d'autres n'auront pas d'enfants, des femmes et des hommes seront stériles, certains auront jusqu'à 7 ou 8 enfants. De tout cela, le modèle idéal ne tient pas compte. Par conséquent, avec un modèle idéal, à 2,5 enfants, la réalité sera au-dessous de deux.

● Toujours cette différence entre « l'idéal » et la réalité... Comment réduire l'écart ?

— L'explication arithmétique permet aux pouvoirs publics de se dire : puisque les Français veulent 2,5 enfants, il n'y a qu'à les aider un petit peu et leur donner un peu de crèches, un peu d'argent, un peu de garderies.

● C'est une erreur ?

— Eh oui ! Parce que l'incitation financière n'est pas suffi-

sante, pas déterminante en tout cas. Elle peut soutenir mais non constituer la cause d'une natalité.

● Il serait donc impossible d'accroître la natalité par une politique volontariste ?

— La réponse est extrêmement difficile parce qu'on ne peut pas la mesurer. Ce qui est sûr, c'est que la France, et d'autres pays, ceux de l'Europe de l'Est en particulier, la France depuis la fin de la guerre a pratiqué une politique volontariste. Il en subsiste les allocations familiales, des avantages fiscaux. Si on les supprimait d'un coup, il est évident que ça n'encouragerait pas la fécondité... Deuxièmement, il y a en ce moment, le chômage, la crise économique. Ça n'incite guère à mettre beaucoup d'enfants au monde.

C'est à propos du « troisième enfant » qu'il peut y avoir divergence de politique et que, à mon sens, il y a eu divergence entre le gouvernement précédent et l'actuel. On se disait : pour compenser les familles d'un ou deux enfants, il faut qu'ils en aient de trois ou de quatre : essayons de favoriser la naissance du troisième enfant. Par des allocations familiales supérieures pour le troisième et le quatrième. Le gouvernement, aujourd'hui, dirait au nom de l'égalité : un enfant est égal à un autre enfant ; pourquoi donner plus d'argent pour un troisième que pour un premier ?

#### Non aux crèches

Si vous voulez le fond de ma pensée, les socialistes sont viscéralement malthusiens. Depuis cent ans, les communistes sont natalistes, populationnistes ; les socialistes, malthusiens.

Au dix-neuvième siècle, pour certains d'entre eux, devant les difficultés économiques — le chômage, alors, c'était encore autre chose qu'aujourd'hui ! — ce fut la grève des ventres. Le refus de faire de la chair à canons et de la chair à patrons.

● Pourtant, M. Mitterrand, en inaugurant ce colloque, s'est interrogé sur les causes de l'insuffisance de la natalité...

— C'est qu'il ne peut tout de même pas prêcher le malthusianisme ! Je pense que, naturellement, il ne souhaite pas voir la population française diminuer. Mais il n'a pas, sans doute, le souci premier de prendre les mesures qui pourraient éventuellement aider à redresser la natalité. Ces mesures seraient souhaitables si l'on ne veut pas que la population française diminue.

#### Quelles mesures ?

— Je n'en préconise aucune, ce n'est pas mon rôle. Mais celles qui pourraient éventuellement avoir un effet sont celles sur le troisième enfant et celles qui s'attacheraient au problème plébiocité dans toutes les enquêtes réalisées ces dernières années. Tout le monde, — hommes, femmes, pères, mères, — considère l'une d'entre elles comme souhaitable : il faudrait qu'une femme qui travaille et qui désire travailler puisse prendre, au moment d'une nouvelle naissance, un long congé, d'un ou deux ans, avec une partie substantielle de son salaire et la garantie de retrouver son emploi à la fin de ce congé.

C'est en tout cas une mesure qui a fait ses preuves dans les pays de l'Est et qui est réclamée dans les enquêtes d'opinion. Car, dans le monde actuel — et là encore je ne suis pas d'accord avec les mesures socialistes, — les femmes préfèrent élever leurs enfants tout-petits. Pouvoir s'en occuper elles-mêmes pendant un, deux, trois ans, plutôt que les confier à des crèches ou à des maternelles.

La politique actuelle est une politique sociale et générale qui consiste à développer les crèches. Mais ce n'est pas le but profond des gens. Quand on voit ces malheureux gosses, le matin, emmitouffés, c'est à vous dégoûter d'avoir des enfants. On peut s'étonner qu'il y en ait encore !

En même temps, je ne vous garantis pas le résultat. La dimension idéale de la famille est une notion très ancrée dans l'état d'esprit des populations industrielles : une famille restreinte, pas une famille nombreuse. C'est une donnée fragile : cette dimension est telle que l'on est sur la lame du couteau pour assurer le remplacement des générations. Par conséquent, cela conduit les pouvoirs publics, l'Etat, à intervenir pour tenter d'influencer la natalité.

Le peuvent-ils ? En matière de natalité, on constate l'existence de cycles. Alors que la tendance séculaire dans les pays industrialisés était à la baisse continue, il s'est produit un phénomène inexplicable, que l'on ne comprend pas : c'est la reprise de la natalité après la seconde guerre. On retrouve aujourd'hui la baisse séculaire. Pourquoi y a-t-il eu dans les pays belligérants cette reprise au lendemain de la guerre ? Mystère. Mystère profond. Si nous le savions, nous aurions peut-être aujourd'hui un moyen d'agir.

Propos recueillis par CHARLES VIAL.

### Faits et jugements

● L'expulsion des gardes du corps de M. Ben Bella. — Les quatre ressortissants algériens arrêtés le 25 janvier au domicile de l'ancien président algérien, M. Ahmed Ben Bella, ont quitté le territoire français, dans la soirée du vendredi 28 janvier. Les quatre hommes, interpellés dans la résidence de M. Ben Bella à Montmorency (Val-d'Oise) — où un stock d'armes avait été découvert — étaient sous le coup d'un arrêté d'expulsion. Selon M<sup>me</sup> Ben Bella, interrogée par Radio-Monte-Carlo, les quatre personnes expulsées se trouvaient en Italie.

● Brigitte Bardot relaxée. — En estimant que Brigitte Bardot egi « avec sincérité » lorsqu'elle a accusé une fleuriste de Saint-Tropez d'avoir « sauvagement tué » son chat, le tribunal de Draguignan a relaxé l'actrice, vendredi 28 janvier (Le Monde du 18 janvier). Le tribunal a jugé que Brigitte Bardot a agi « dans un but d'intérêt général, celui de la défense des animaux, une affaire de dimension internationale relevant de l'actualité ». Les juges ont, en outre, estimé qu'il s'agit « d'une réaction spontanée d'indignation et de révolte ».



**Les détenus français sont impatients. Parce qu'une réforme visant à humaniser la détention a été annoncée en décembre 1982 par le garde des sceaux et qu'elle n'était pas encore appliquée, les prisonniers ont « bougé » ces quinze derniers jours. En se taillant des veines, en montant sur les toits.**

**Les détenus de Fleury-Mérogis ont décidé, samedi 29 janvier, un « boycottage pacifique des parloirs avec dispositifs de séparation ».**

**L'écrivain José Giovanni explique ce qu'il pense d'une telle rébellion, et Nicolas Beau nous fait revivre le film des événements à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, alors que le ministère de la justice a publié, vendredi 28 janvier, les textes d'application de la réforme pénitentiaire.**

## La réforme entre en application

Apaisement et fermeté. Telle est l'attitude de la chancellerie alors que le calme semble être revenu dans les prisons. Tandis que M. Badinter affirme qu'il ne cédera « ni aux pressions ni aux manifestations », le *Journal officiel* du vendredi 28 janvier a publié le décret d'application de la réforme promise par le garde des sceaux. Le même jour, le directeur de l'administration pénitentiaire a adressé aux chefs d'établissements une circulaire détaillant les dispositions de ce décret.

La réforme Badinter a pour but d'améliorer la vie carcérale « en fonction des impératifs moraux et sociaux qui s'imposent à la communauté nationale », explique la circulaire. Cette réforme, qui a été analysée dans le *Monde* du 15 décembre 1982, porte sur les points suivants : maintien des liens familiaux ; reconnaissance d'une certaine autonomie laissée aux détenus ; développement de l'enseignement et de la formation professionnelle ; amélioration de la protection sanitaire et aménagement de la vie quotidienne des détenus.

### Parloirs sans séparation

A propos des parloirs libres, qui ont été au centre des revendications des détenus la circulaire précise :

« Dans les maisons d'arrêt, le principe nouveau dispose que les visites ont lieu dans un parloir sans dispositif de séparation ou, en cas d'impossibilité matérielle, dans un parloir comportant un dispositif permettant la séparation. Dans les établissements pour peines (N.D.L.R. : les maisons centrales et les centres de détention), les condamnés communiquent avec leurs visiteurs dans

un parloir sans dispositif de séparation. Dans tous les établissements, le chef d'établissement peut décider, pour assurer le bon ordre et la sécurité, que les visites auront lieu dans un local comportant un dispositif de séparation : s'il existe des raisons graves de redouter un incident ; en cas d'incident ou cours de la visite ; à la demande du visiteur ou du visité ».

Cette nouvelle réglementation des parloirs libres suscite les critiques du Syndicat national des personnels pénitentiaires de direction (affilié à F.O.). Son secrétaire général, M. Jean-Pierre Martinez, estime que le décret et la circulaire vont au-delà de ce que M. Badinter avait annoncé. Si l'on se reporte au texte diffusé par la chancellerie le 13 décembre, à l'occasion de la conférence de presse de ce dernier, on s'aperçoit que l'intention de la chancellerie était à l'époque, de favoriser « dans la mesure du possible » les parloirs sans séparation dans les maisons d'arrêt. La circulaire, elle, explique que dans ces établissements les parloirs libres sont désormais le principe, sauf « impossibilité matérielle ».

M. Martinez voit dans cette correction de tir le désir de la chancellerie « de donner bonne conscience », alors que l'extension des parloirs libres à toutes les maisons d'arrêt est impossible actuellement, étant donné l'état des locaux.

Le garde des sceaux a-t-il, dans cette affaire, cédé à la pression des détenus ? C'est l'opinion de l'Association professionnelle des magistrats (droite), qui estime que les parloirs libres « favorisent l'introduction d'armes dans les prisons » et que, à ce titre, ils « cons-

tituent une menace grave et permanente tant pour la sécurité des citoyens ».

M. Badinter avait, jeudi 27 janvier, répondu d'avance à ces critiques par des propos tenus sur Antenne 2, et qui traduisent un souci d'apaisement en même temps qu'ils constituent un avertissement : « Les réformes auront lieu parce que l'humanisation des prisons est une nécessité, mais elles auront lieu dans le calme. Si d'adventures il y a des manifestations dans tel établissement, j'y suspendrai l'application des réformes ».

« Que pensez-vous de l'agitation actuelle dans les prisons ? Est-elle due à la déception, après des promesses non tenues ?



# Les prisons entre la José Giovanni : il ne faut pas désespérer les détenus

Pour José Giovanni, auteur de romans policiers, cinéaste, populaire (*Le Scoumoune*, les *Egouts du paradis*, le *Ruffian* notamment), la délinquance, comme la prison, sont de lointains souvenirs. Il est totalement « guille », comme il dit, depuis l'âge de trente-cinq ans, depuis que, en 1957, il a écrit son premier livre, *Le Trou*, dont Jacques Becker a fait un film. « Sa », prison, il ne veut pas en parler : « Je ne veux pas rentrer là-dedans, précise-t-il, je ne m'en suis jamais servi, je n'ai pas fait Papillon. On sait que j'y suis allé, mais je ne veux pas donner de dates, rien. Disons que j'y ai passé une partie de ma jeunesse. » Avec ceux « qui montent sur les toits pour revendiquer », José Giovanni n'est pas très indulgent. A son avis, ils se trompent de combat. La véritable lutte doit être celle « pour retrouver la vie à la sortie », pour faire reconnaître par la société « le droit à changer ». Il a accepté de s'en expliquer.

« Que pensez-vous de l'agitation actuelle dans les prisons ? Est-elle due à la déception, après des promesses non tenues ?

« C'est difficile... Si c'est cette histoire de parloirs sans vitres, ça me paraît être le petit bout de la lorgnette. C'est désolant en regard des vrais problèmes. La vraie question, c'est celle de la récidive. Et la plupart des types qui reviennent comme ça n'ont pas pris conscience de ce qu'ils ont fait. Ce sont des clients pour la récidive. Un détenu qui veut recommencer sa vie doit passer dans ce qu'il a fait les résolutions pour changer sa vie.

« Comment changer sa vie en prison ? N'y perd-elle pas son temps ?

« La société doit à l'homme qu'elle emprisonne, un certain nombre de choses. Avant tout elle doit lui donner les moyens d'être, à sa sortie, quelqu'un de différent. Elle lui doit, s'il n'a pas de métier, une formation, s'il n'a pas fait d'études, un enseignement. S'il travaille, il faut lui donner un vrai salaire, pas le laisser exploiter par un concessionnaire, de façon que, quand il sort, il ne se retrouve pas sur un trottoir avec quelques francs.

« Un type qui entre en prison est un type faible. Il ne sait déjà pas gérer sa vie. Alors si on lui mène tout en prison, ça empêche le détenu de toucher une paie, puis payer sa cantine, payer sa cellule, gérer son budget. On doit le sortir de cet état quasi militaire, irresponsable, car c'est la mort d'un prisonnier. Ensuite, quand il est libéré, il est hébété.

### Gérer sa vie

« Vous-mêmes, vous avez été un jour... Me reclasser, c'était bien, mais je ne savais rien faire... et vous avez érogé les difficultés de la réinsertion dans un de vos films. Deux hommes dans la ville.

« Oui, je sais que quand on sort de prison on n'est plus habitué à gérer sa vie. A cela s'ajoute le désastre du casier judiciaire. On le demande pour tout, représentant de commerce, moniteur d'école, tout. Le casier, c'est une drôle de paralysie.

« Pour aider la réinsertion, je pense qu'une partie de la peine devrait être suspensive. Si le dé-

tenu n'a rien appris en prison, il reste en détention pendant cette partie-là de la peine aussi. Mais s'il est devenu capable de travailler, on lui trouve un emploi et il sort. Cette période devient probatoire, réapprentissage de la vie libre. Aujourd'hui, le type peut toujours dire : « Je suis désolé, je sors avec 100 F en poche, on ne m'a rien appris, je n'ai qu'une solution : recommencer. » On ne lutte pas contre la récidive comme ça.

« Lorsque l'on a fait de la prison — même si y a longtemps — est-on toujours solidaire de ceux qui sont enfermés ?

« C'est surtout qu'on en parle mieux, qu'on comprend mieux. Justement, je voudrais qu'une chose soit clairement dite : il ne faut désespérer de personne. Il est faux, sur le plan humain, de nier l'évolution d'un individu et de se dire : « Celui-là, il a fait une chose qui l'empêchera de sortir à tout jamais. » Ce sont des mots que la justice ne devrait pas prononcer. Un homme qui a vingt-cinq ans, qui entre en prison en 1983, ce sera peut-être dans quinze ans un type formidable.

« C'est pour cela que la peine de mort est un scandale. Et une peine perpétuelle, ce n'est pas possible non plus. Vingt ans, c'est déjà énorme. Vous vous rendez compte ? Peut-être ne faut-il pas laisser des types vingt ans en prison. Tous les détenus de vingt-cinq à trente ans doivent pouvoir vie.

« Vous savez, une longue peine, c'est très compliqué. Ça va paraître dur ce que je dis, mais sincèrement je ne crois pas qu'un type qui a une longue peine ait intérêt à embrasser sa femme. Certains refusent de regarder des films et je les comprends. Le cinéma, ce n'est pas bon pour eux, il y a trop de sollicitations, d'appels à tout ce qu'ils ne peuvent plus faire.

« En tout état de cause, ce qu'il faut dire et répéter, ce dont tout le monde doit se convaincre, c'est que l'homme est un capital vivant, un espoir continu.

Propos recueillis par JOSYANE SAVIGNEAU.

## Un carnage bien familial

**Patrick Barbier voulait tuer le mari de sa maîtresse. Il a tué son père, sa mère, sa tante.**

### De notre envoyé spécial

Amiens. — C'est une histoire folle, hallucinante dans son épique. Une de ces histoires où se mêlent la passion et la froideur, où se croisent les contradictions, où s'enchaînent les morts et les gestes sous les pulsions du tréfonds de l'âme. Une histoire, aussi, dont les protagonistes et les témoins acceptent toute l'étendue, tout le réalisme sans les assourdissements de la douleur. La Somme, la Picardie ne sont pas méditerranéennes. Alors oui, c'est comme ça : Patrick Barbier, à Amiens, le 27 juin 1979, a tué successivement sa tante, sa mère et son père au cours d'une équipée suite dont ce n'était pas le but proclamé. Ce jour-là, Patrick Barbier avait en tête une autre idée : retrouver son demi-frère, Claude Joron, dont la femme, Marie-José, devenue sa maîtresse depuis six mois, venait de rejoindre le foyer conjugal. Alors, comment comprendre ?

Comment, d'abord, s'y reconnaître dans cette distribution où les demi-frères sont légion parce qu'avant de devenir M<sup>me</sup> Eugène Barbier, la mère de Patrick, a déjà eu d'un premier mari, Jacques et Pierre Fourdrinier, parce que s'y est ajoutée ensuite un enfant, naturel celui-là,

Claude Joron, Patrick n'étant « arrivé », comme on dit, que plus tard, et plus tard encore sa sœur, Marilène.

Tous, pourtant, ont grandi dans ce foyer Barbier. Un foyer de gens simples où l'on est maçon, magasinier, chauffeur. Où l'on est aussi souvent un congé de maladie. Un voisinage de gens simples, dans les quartiers populaires d'Amiens, les H.L.M. du quai de la Passerelle ou de la rue du Docteur-Faflot.

Patrick a connu ce sort commun. Mais qui se serait douté que le gamin, successivement apprenti peintre, puis ouvrier menuisier avant de devenir maçon, poseur de bordures de trottoir, se faisait de son adolescence des idées aussi noires, qu'il les confortait d'années en années à travers mille détails amplifiés, ressésés par son imagination ? Des petits riens ? Peut-être. Mais à partir d'eux il se convainc qu'il est, dans cette fratrie, le mal aimé, le frustré, une sorte de Poil de carotte à qui l'on fait accomplir les corvées, celui que l'on brime pour un oui ou pour un non, qui reçoit moins d'argent de poche que les autres et plus de paires de claques.

Était-il si noir qu'il l'a imaginé, le père, Eugène Barbier, buveur sans doute, rude assurément, mais qui n'en menait pas large lorsque Patrick piquait ses grosses colères, brisant meubles et vaisselle. L'important, diront les psychiatres, n'est pas de savoir si la réalité familiale fut aussi sombre que le décrit Patrick Barbier mais s'il en était persuadé. Car sous des signes ex-

térieurs de durcissement, c'est en réalité un faible qui se débat, incapable de se comprendre, possessif, en quête d'affection. Des idées peut-être, mais n'y a-t-il pas de quoi les nourrir lorsqu'on apprend, à quinze ans, par l'un de ses demi-frères de sept ans son aîné, que le père a voulu vous jeter dans la Somme, encore bébé ?

### Une « faille » dans la psychologie

Pourtant, dans ce sombre univers apparaît, en janvier 1979, une ombelle. Une femme, un petit bout de femme blonde, va aimer Patrick, le mal aimé. C'est Marie-José, l'épouse de son demi-frère, Claude Joron. Un rade encore, lui, qui ne se gênait pas pour « taper », comme il dit, sa femme, Marie-José, Patrick l'avait deviné, était, elle aussi, à la recherche d'une tendresse. La voilà donc, avec ses enfants, chez ce demi-beau-frère, dans l'appartement que Patrick partage avec un autre de ses demi-frères, Jacques Fourdrinier, un gros lourdaud, comme le sulta va le montrer. Sa présence n'empêche pas l'idylle. Patrick la goûte dans sa plénitude. Elle aboie en lui, semble-t-il, les ressentiments contre les parents. Il a vingt-quatre ans, Marie-José vingt-huit. La famille s'accommode fort bien de cette situation, y compris Claude Joron, coqu sans magnificence mais sans plainte non plus. On vient dîner chez le couple illégitime, taper le carton, confronter des idées de paris pour la tiercé.

D'un coup, tout change. Le 26 juin 1979, Marie-José, qui doit seulement revoir son mari pour acheter avec lui des chaussures, pour l'un des enfants, et lui demander par la même occasion de contribuer un peu à l'un entretien, ne rentre pas le soir, comme elle l'avait promis. Claude Joron l'aurait-il circonvenue ? Dans l'instant, Patrick Barbier est de nouveau en proie à ses vieux démons. Le bonheur n'est donc pas pour lui. Son destin ne peut être que l'échec. La solitude le guette. Il y avait eu les parents. Il y a maintenant Marie-José. Il réagit en animal blessé, casse les meubles, lacère les rideaux dans ce qui fut le petit nid du bonheur, macule les murs d'inscriptions sans équivoque : « Claude Joron — Marie-José, à la mort ? ». Tout le voisinage saura ses desseins car il les clame à qui veut l'entendre : « Je les tuerai tous. Ma vie est finie ».

Où peuvent bien être Marie-José et Claude Joron ? Il se met à chasser. Seulement, pour courir. Amiens, lui qui n'a pas de voiture ni de permis, a besoin d'une aide. Il embarque son demi-frère, Jacques Fourdrinier, son aîné de sept ans. Et Jacques Fourdrinier, le lourdaud, se laisse embarquer dans ce qui va devenir bel et bien une complicité. Il ne réagit à rien, ni à l'acquisition par Patrick d'une carabine 22 long Rifle, empruntée à un voisin, ni à l'achat qui suit aussitôt d'une boîte de cinquante cartouches, ni aux essais de tir que l'on fait immédiatement. Il conduit Patrick là où celui-ci le commande. C'est d'abord au domi-

cile de leur tante, sœur de leur mère, Madeleine Joron. Patrick, entre, furieux, demande Claude Joron et Marie-José. La tante vient. Sa mère se trouve là, elle aussi. Les deux femmes n'ont pas le temps de les conduire. Déjà, il demande à Fourdrinier de lui passer la carabine et tire. Morte la tante, morte la mère : trois balles chacune, dont une pour achever. Cette mère et cette tante sont aussi celles de Jacques Fourdrinier. Ils repartent cette fois vers Eugène Barbier, le père de Patrick, qui sera tué de la même façon cruelle sans qu'un seul mot ait été prononcé.

Le massacre s'achève là. Dans l'heure qui suit, Patrick et son demi-frère sont arrêtés. Ils viennent de boire un coup et devaient pour suivre l'équipée pour la mener à son terme. On avait bu, au reste, bien d'autres coups depuis le début.

Démence ? Non. Les psychiatres, un peu gênés de cette réponse formellement négative commencent par leurs examens, parlent quand même d'une « faille dans la psychologie », d'une « fragilité qui mérite d'être prise en considération ». Cela dit, à la justice de se débrouiller et de débrouiller. Elle vient de le faire. Après un débat de trois jours, la cour d'assises de la Somme a condamné, vendredi 28 janvier, Patrick Barbier, à la réclusion criminelle à perpétuité, suivant en cela les réquisitions de l'avocat général, M. Roger Goussier, et son demi-frère, Jacques Fourdrinier, à douze années de la même peine.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

## France / Les

**Dans un rallye automobile, il y a les coureurs et les spectateurs. Qui sont les autres ? Des fous d'automobile, des « miorids » qui campent le long des routes pour voir une seconde des bolides passer.**

### De notre envoyé spécial

Monte-Carlo. — « Je suis venu pour voir les voitures, leur puissance, leur adhérence au sol, la manière de conduire des pilotes », Frank, seize ans, préparé dans un lycée technique de Nice un baccalauréat de construction mécanique. Ce n'est pas un hasard si l'automobile le fascine. Ce sentiment, il l'a ressenti comme un coup de cœur, comme une passion que son père lui a transmise dès sa jeunesse.

La voiture, dans la famille, on connaît et on mesure son importance. A cinquante-sept ans, « papa » en est à sa troisième Opel après avoir renoncé à acheter un modèle français. « La *fiat* était allemande », résume son fils avec l'assurance des adultes qui savent de quoi ils parlent.

Deux heures avant l'arrivée des monstres du « Monte-Carlo », la place du village d'Entrevaux est prise d'assaut. Trois policiers veillent. Gare aux tricheurs. Pas question de s'arrêter n'importe où. « Vous voulez une annexe de 600 francs ? », lance un représen-



isons entr  
s'inspirer les d

## révolte et l'accalmie

### Les mutins de la « tripale » D 4 ou la rébellion de Fleury

La « tripale » D 4, l'un des bâtiments de la prison de Fleury-Mérogis (Essonnes), est pour une grande part à l'origine des difficultés actuelles de M. Robert Badinter. Cette division de cinq cent cinquante détenus répartis dans cinq bâtiments en étoile qui composent le polygone pénitentiaire de la prison pour hommes de Fleury (deux mille cinq cents détenus), fut, il y a quinze jours, la première à bouger.

Le samedi 15 janvier, en début d'après-midi, les détenus descendent dans les deux cours de promenade grillagées où deux heures par jour ils trompent leur ennui. Les quarante-deux détenus se coupent alors les veines avec des rasoirs jetables, des canifs de cuisine, des éclats d'ampoule pour protester contre la lenteur des changements annoncés par M. Badinter cinq semaines auparavant.

Baumes et pansements cicatrisent rapidement des blessures dans l'ensemble superficiel. Cette automatisation collective, la première, semble-t-il, dans les prisons françaises, a surpris la direction de Fleury. « Ils ont voulu marquer le coup », pense-t-on, à la direction de l'établissement.

On est loin, en tout cas, des mutineries de 1974. Les quarante-deux détenus ont adopté volontairement une démarche non violente. « Il n'existe aucune volonté politique de changement radical », écrivent quelques-uns à la suite de cette action. *Ainsi, nous sommes conscients d'être de la « violence » pour nous exprimer — une « violence » que nous rejets — nous-mêmes. Les guillemets en témoignent : il a existé à Fleury, à la « tripale » D 4, des détenus influents pour se méfier de l'exploitation de leur violence par les adversaires de toute réforme. Un avocat parle même à propos de ces prisonniers, souvent militants d'ultra-gauche, avant mai 1981, d'une « social-démocratisation des gauchistes d'hier ».* Certains meneurs, dénoncés par l'administration et transférés depuis, ont été, le 15 janvier, des modérateurs.

Cette action symbolique n'incitera aucunement la direction de Fleury à engager un quelconque dialogue. Ni à réviser l'application de mesures sans incidence fi-

nancière comme le recul de l'extinction des feux ou la suppression de la tenue pénale, qui auraient pu calmer la colère des détenus.

Dès le début janvier, se rappellent aujourd'hui certains gardiens, la tension monta : des prisonniers se rassemblaient au moment des proménades, on falsifiait silencieusement des « matons ». Le décalage était trop grand entre les espoirs suscités par les initiatives annoncées le 13 décembre par M. Badinter et la réalité inchangée, notamment ces trois ou quatre parloirs libres par bâtiment. Les détenus, l'oreille collée à leur transistor, avaient cru pour la plupart à leur généralisation immédiate. Le désenchantement sera d'autant plus grand qu'à Fleury la plupart sont des prévenus en attente de leur jugement. Or ils apprendront peu à peu par les gardiens, qui interprètent à leur façon le discours ministériel, que les parloirs libres ne seront pas pour eux.

#### Transferts et isolement

Une partie de l'administration pénitentiaire a-t-elle cherché à attiser le mécontentement des détenus ? Quelques gardiens ont-ils joué la politique du pire ? Certains le méritent, qui croient au machiavélisme du « lobby pénitentiaire » et qui estiment que les hiérarchies syndicales et administratives sont fermées à tout changement. Il reste pourtant difficile de distinguer, à Fleury, entre les provocations calculées et l'arbitraire quotidien. Rien en tout cas, depuis le 10 mai, n'a réellement changé dans la vie quotidienne : ni pour les gardiens, toujours sanctionnés pour « familiarité excessive » lorsqu'ils parlent aux détenus ; ni pour ces derniers, passibles du « mitard » pour s'être rasés les cheveux, pour avoir tendu leur gamelle de café torse nu ou même pour avoir dévisé une ampoule « à seule fin de faire venir monseigneur le directeur ».

Les 22 et 23 janvier, l'évolution générale à Fleury, à l'exception des bâtiments D 1 et D 5, sera nettement moins contrôlée. Il y a eu « dérapage », concède M. Marc Laine, un des porte-parole du mouvement la semaine précédente. Tout part, cette fois, du bâtiment D 2 qui, grâce au té-

léphone arabe — ces messages gueulés d'un bâtiment à l'autre, — s'impose au D 4. Il s'agit, non pas de se couper les veines, mais de refuser de remonter dans les cellules. Le procureur de la République et le sous-préfet d'Etampes parviennent, prudemment, convainquant finalement les deux groupes de détenus d'obtenir des ordres. Mais après 17 h 30, le temps ne sera plus à la négociation avec deux autres groupes de cent cinquante prisonniers chacun.

Après un simple appel, les gardiens mobiles se déploient immédiatement le long des grilles. Quelques détenus grimpent alors à 2 mètres du sol sur un parapet étroit d'où ils auraient été délogés par des tirs tendus de grenades : la plupart regagnent le bâtiment en passant devant une rangée de militaires, la matraque fort efficace. Même scénario, le dimanche, avec les prisonniers du bâtiment D 3. Dans la prison des femmes, les gardiens mobiles furent corrects avec les manifestantes, samedi et dimanche.

Après ces manifestations, vingt-huit détenus ont été transférés, en slip et en maillot de corps, dans d'autres prisons. De nombreuses autres sanctions ont été prises à Fleury même : suppression de remises de peine, mise à l'isolement, désempolement.

Une répression relativement efficace : seules quelques grèves de la faim et de rares invectives au moment des visites auraient troublé, cette semaine, le calme de la prison. Un calme en partie trompeur, en à juger par les textes parvenus, depuis, de Fleury qui témoignent de la résolution de beaucoup. « Nous n'aspirons pas à un dialogue », affirment quelques prisonniers du bâtiment D 2. *Entre les murs, la pratique de ce mot sonne faux. Mais l'administration pénitentiaire doit proposer publiquement un ensemble de mesures et un échéancier précis qui seront discutés librement entre les détenus. Pour la petite histoire, le samedi 22 à Fleury-Mérogis, les rasoirs ont encore parlé.*

Pour l'instant, ces mouvements n'ont rien rapporté à leurs auteurs. Le responsable du bâtiment D 4 a seulement retiré de son bureau une guillemine miniature en allumettes, qui n'était pas du meilleur goût.

NICOLAS BEAU.

## sports

### noctambules du « Monte-Carlo »

tant de la force publique. L'intrus n'a pas insisté, 600 francs, cela fait quand même beaucoup pour un spectacle qui est gratuit. Et le spectacle existe vraiment dans le Rallye de Monte-Carlo pour tous les fanatiques du sport automobile. Voir une fois par an des pilotes qui vous font rêver à longueur d'année, c'est un peu comme si Horowitz venait donner à Paris un récital de piano. Rohrl, Allen, Mikola, Toivonen et Michèle Mouton, surtout, à propos de qui Franck dit : « C'est tellement extraordinaire que cette femme réalise ».

On est venu de 100 kilomètres à la ronde. Au diable les rallyes régionaux ! Celui-là a quand même une autre dimension. A minuit, les volets sont clos à Entrevaux, entre Nice et Digne.

Le village se moque bien de la « spéciale » du Rallye. Et le Rallye, indifférent, se moque aussi de ce gros bourg de sept cents habitants et de son pont-levis raffiné, modernisé, qui se tient dans l'ombre de la rivière. Vauban, en son temps, en a fait une place avancée du royaume de France. Qu'importe. L'heure n'est pas aux états d'âme.

« Chez Lolo », entre un alcool blanc et un café, on bat les cartes. Le bistro est le dernier lieu où chacun se réchauffe avant d'affronter les rigueurs de la nuit. Le thermomètre n'est pas encore descendu au-dessous de zéro. Il eo-

faudrait pourtant plus pour faire reculer ces fous d'automobile.

Daniel par exemple : vingt-cinq ans, C.A.P. de dessinateur en poche. Conséquence d'un accident de moto, il ne travaille pas. Pour satisfaire sa passion, il a trouvé une place dans l'équipe d'assistance d'une écurie. Ce n'est pas une bourse d'argent. « Je fais cela pour la blousson », dit-il en désignant le sien, griffé au nom de la marque automobile qui l'emplit.

Le Rallye de Monte-Carlo est pourtant difficile et frustrant. « On roule des heures durant et on passe son temps à attendre dans le camion l'arrivée des véhicules. On change les roues en moins d'un quart d'heure. Il ne reste plus qu'à rejoindre l'équipe suivante et à faire les bistrots. » A. Entrevaux, le bar cafumé s'est tout à coup vidé de ses clients sur le coup de 2 heures. Daniel a rejoint son camion. Frank a retrouvé son père pour choisir l'endroit le mieux situé d'où ils pourront assister au spectacle.

Il sera de courte durée. Les bolides dévaleront les pentes à près de 200 kilomètres à l'heure et même plus. Plus que de voir passer le peloton du Tour de France ! Mais là au moins on ignore pas que sous les capots se cachent plusieurs centaines de chevaux.

A plus de 100 kilomètres de là, on retrouve la même fascination,

le même engouement d'une cinquantaine de mordus, bouteille thermos et casse-croûte sous le bras, chaudement vêtus. Il gèle à pierre fendre au Chaffaut, entre village des Alpes de Haute-Provence. Le thermomètre marque 4 degrés au-dessous de zéro. Il est 5 heures. La France profonde dort encore. De jeunes lycéens aussi, qui se sont échappés de l'établissement scolaire, « histoire pour eux de voir un rallye ». La vision, là encore, sera éphémère. Deux voitures, quelques commissaires, constituent un décor de misère. Trois ampoules électriques se balancent au bout d'agités d'épave de championnat du monde. Tout juste l'arrivée d'une kermesse cycliste au Bretagne.

Les commissaires pourtant sont là, fidèles au poste. Bénévoles, insiste l'un d'eux, ingénieur en travaux publics, qui a pris quelques jours de vacances. Qu'importe si le vent cingle le visage, transpire les vêtements. Qu'importe la fatigue d'une nuit blanche : « On ne fait ça qu'une fois par an ».

Le lendemain, dernière nuit du « Monte-Carlo ». La foule se presse par milliers là où tout peut se défaire, dans le célèbre col de Turini, haut lieu du rallye, en sachant qu'il est facile d'y accéder même qu'il faudra attendre le lever du jour pour redescendre de la plaine. L'important, c'est d'être là.

GILLES MARTINEAU.

## France / médecine

### M. Jacques Glowinski au Collège de France Une neuropharmacologie d'avant-garde

Un pharmacien, docteur en sciences, succède au Collège de France au psychiatre prestigieux qu'est Julien de Ajuriaguerra. La chaire de neuropharmacologie du développement devient celle de neuropharmacologie, dont M. Jacques Glowinski prononcera vendredi 28 février la leçon inaugurale.

Les chaires du Collège sont, par tradition, adaptées à la compétence particulière des hommes qui les occupent et réservées aux disciplines d'avant-garde plus qu'aux traditions académiques.

Tel est le cas de l'étude des agents influençant l'humeur et les comportements, la vigilance ou le sommeil, la douleur, l'angoisse ou le mémoire, toutes fonctions régularisées par le système nerveux central. La neuropharmacologie, discipline scientifique, est réellement née en 1952 en France, après la période archaïque de la thérapie, du pavot et de la coca, avec la découverte du premier médicament actif sur les maladies mentales, la chlorpromazine.

Une série d'autres substances, presque toutes isolées par hasard, apportèrent dans les trente années qui suivirent cet événement mémorable un soulagement inespéré à des troubles de l'esprit jusqu'alors inaccessibles à la thérapeutique.

Mais aussi, mais surtout, estimant les neurobiologistes, ces agents, qui ont pour dénominateur commun leur impact sur le cerveau, offraient d'incalculables outils pour tenter d'en comprendre le fonctionnement, pour disséquer les mécanismes élémentaires présidant aux multiples interactions entre les cent milliards de neurones qui le composent, pour discerner les grands systèmes de régulation des voies nerveuses qui connectent les struc-

tures dans lesquelles sont groupés ces neurones, sous la forme d'ensembles à fonctions données.

La plupart des substances psychotropes (qui agissent sur l'esprit) interfèrent avec la transmission des signaux chimiques par lesquels les cellules du cerveau communiquent entre elles, et dont la nature, ou l'organisation, signe la spécificité d'une fonction, d'une humeur ou d'un comportement.

Ces « messagers chimiques » du cerveau, ou neuromédiateurs, étaient encore inconnus en 1950. Une trentaine, de nature chimique diverse, ont été isolés aujourd'hui, dont on commence seulement à comprendre les fonctions et les emplacements dans les diverses structures cérébrales, qu'ils se présentent sous la forme de « systèmes excitateurs identifiés » ou de vastes réseaux régulateurs harmonisant les systèmes spécialisés qu'ils transcendent.

La plupart des « médicaments de l'esprit » (neurotropes) agissent sur ces « systèmes régulateurs » dont une perturbation minime, indétectable sur le plan anatomique, peut engendrer des désordres mentaux considérables, une sorte d'anarchie, de discordance de l'esprit, de l'humeur, des émotions, et des comportements, du type de celle que l'on observe par exemple, dans le schizophrénie.

#### L'ordinateur cérébral

Il est deux façons d'aborder la complexité des mécanismes cérébraux. L'une, réductionniste, consiste en l'étude ponctuelle, approfondie, biochimique ou physiologique de l'un des systèmes-types d'action ou de transmission nerveuse : un transmetteur comme l'acétylcholine et son récepteur, par exemple.

L'autre façon, que les travaux de Jacques Glowinski et de son équipe ont brillamment illustrée,

consiste à passer du ponctuel au général, des systèmes cellulaires cohérents « exécutifs », dont les rôles isolés commencent à être compris, à l'organisation globale qui harmonise leurs actions, comme un ordinateur commanderait, par tout un réseau de communication et de transmission, le fonctionnement d'une usine ou le flux de la circulation dans une ville.

Il semble, pour simplifier beaucoup, que l'on peut concevoir les maladies du système nerveux (maladie de Parkinson, d'Alzheimer, Chorée de Huntington par exemple) comme résultant de lésions de certains systèmes « exécutifs » du cerveau, alors que les maladies mentales, les troubles de l'humeur, de l'esprit ou du comportement seraient liés non à une lésion anatomique, mais à un trouble du « réseau de régulation » harmonisant la marche de tous ces systèmes exécutifs.

Identifier certaines de ces voies régulatrices, notamment par l'emploi pilote de médiateurs radioactifs, l'équipe de M. Glowinski a pu, en les détruisant chez l'animal, reproduire des comportements étrangement analogues à ceux des grands malades mentaux, sorte de déséquilibres en chaîne explicables seulement par le dérèglement, le « dysrégulation », des grandes voies de communication cérébrales.

Comprendre le fonctionnement minutieusement équilibré des multiples systèmes constituant l'esprit, puis les mécanismes de ses dérèglements, par le jeu d'outils pharmacologiques puissants et précis, tels sont les objectifs d'une neuropharmacologie d'avant-garde, celle que pratique l'équipe de Collège de France et qui fait de ses membres, bico au-delà de la pharmacologie classique, des tenants de cette neurophysiologie où Claude Bernard percevait les fondements de la médecine scientifique.

DR ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

## LA LEÇON INAUGURALE

### L'analyse cybernétique du système cérébral

Pour M. Glowinski, l'histoire des drogues de l'esprit a connu au cours des siècles trois périodes : « archaïque », « technique » et « contemporaine ». Le nouveau professeur au Collège de France s'inscrit résolument dans la troisième période, contemporaine, « celle qui vit le regard pénétrant et perspicace des cliniciens jouer un rôle déterminant dans l'identification des propriétés dissimulées de plusieurs classes de psychotropes ». Analogiques, neuroleptiques, antidépresseurs, calmants de l'anxiété, tranquillisants, régulateurs de l'humeur (le lithium) apparaissent successivement, cependant que des tests comportementaux sont élaborés, afin de pouvoir repérer chez l'animal les effets psychiques des « myriades de molécules sans cesse fabriquées par les chimistes ».

« Par quels mécanismes ces diverses familles de psychotropes induisent-elles leurs multiples effets ? Dans la grande majorité des cas, c'est en intervenant sur certaines des propriétés spécifiques des cellules nerveuses. Celles-ci ont la capacité de propager des impulsions électriques, souvent sur de très longues distances, à des vitesses pouvant atteindre plusieurs dizaines de mètres par seconde. Une autre de leurs caractéristiques réside dans la sélectivité de leurs interactions avec d'autres cellules nerveuses ou avec les muscles et les glandes qu'elles innervent. Ces interactions dictent le type d'informations reçues et transmises. »

C'est ainsi que « la neuropharmacologie est étroitement associée au domaine de la neurotransmission, immense étape d'investigation déchiffrée par d'illustres pionniers ».

#### Cent milliards de neurones

Par des méthodes recourant à la fluorescence, à la radio-immunologie, à la caméra à position, au génie génétique, rappelle ensuite M. Glowinski, non seulement de véritables

cartographies du cerveau se trouvent dressées, « cet immense réseau constitué chez l'homme de quelque cent milliards de neurones dont la plupart sont vraisemblablement en contact avec des milliers d'autres », mais encore ces « cartographies » de systèmes nerveux donnés peuvent être reliées à leur mise en œuvre lors de phénomènes mentaux précis (mémoire, émotion, angoisse, effort conceptuel, sommeil, concentration intellectuelle, rêve par exemple).

Des approches ponctuelles (l'étude d'un mécanisme chimique au niveau d'une jonction nerveuse) ne peuvent à l'évidence expliquer « la modification d'un comportement ». C'est vers une véritable « analyse architectonique et cybernétique d'un ensemble de voies nerveuses connectant plusieurs structures cérébrales » que s'orientent la neurophysiologie en général et l'équipe du Collège de France en particulier, recourant à cette fin aux techniques les plus variées de la neuro-anatomie, de l'électrophysiologie, de la biochimie et de la pharmacologie.

Le tissage patient de « la toile des connexions identifiées pour les voies nerveuses », du réseau de régulation coordonnant l'incroyable enchevêtrement de l'architecture cérébrale, conduit à en comprendre peu à peu le dispositif essentiel d'harmonisation.

Or les maladies mentales, dans lesquelles, jusqu'à présent, aucune lésion cérébrale ponctuelle, anatomique, n'a jamais pu être trouvée, ne sont-elles pas essentiellement le fruit d'une « dysharmonie » centrale ? D'un déséquilibre dans l'intégration des flux contradictoires aux niveaux instinctif, affectif, émotif ou conceptuel ? De dissonances et de contrastes entre les activités des diverses sphères cérébrales ?

L'équipe du Collège de France a sérieusement renforcé cette hypothèse explicative des désordres de l'esprit par l'identification de neurones « chefs d'orchestre » d'origine génétique, rappelle ensuite M. Glowinski, non seulement de véritables

siège de la pensée cognitive, conceptuelle et prévisionnelle, et par la mise en évidence d'une « modification considérable de leur activité dans diverses situations de stress ».

« Ces neurones dits « régulateurs », par opposition au réseau d'exécution, ne représentent pas plus de 0,05 % des cellules cérébrales (...). Ils régulent cependant les états d'activité dans tout le système nerveux central, agissant simultanément sur l'activité d'ensembles fonctionnels spécifiques, multiples et divers, exerçant des activités « permises » ou « restrictives », bref, se chargeant de tout le processus d'auto-organisation d'un système cérébral entre tous complexes. »

#### Seize millions de lépreux

La Journée mondiale des lépreux aura lieu le dimanche 30 janvier. Un certain nombre d'organisations, au premier rang desquelles les Fondations Raoul-Follereau et l'Ordre de Malte (1) réuniront des fonds destinés au dépistage, au traitement et à la réinsertion des lépreux.

On compte encore seize millions de lépreux dans le monde.

Un traitement relativement simple, associant l'administration de sulfones et de certains antibiotiques, devrait permettre l'éradication de la maladie. Le problème se pose largement en termes financiers et sociaux : la lèpre demeure encore trop souvent, en raison de la terreur qu'elle continue d'inspirer, ignorée ou cachée. On estime ainsi que plus de la moitié des nouveaux cas de lèpre ne sont pas détectés et qu'un malade sur deux interrompt prématurément son traitement.

(1) Fondations Raoul-Follereau, 33, rue de Dantzig, 75015 Paris. Tél. : 928-72-42. Ordre de Malte, 4, av. Marceau, 75008 Paris. Tél. : 723-48-72, 723-51-60.



## France / arts et spectacles

### MONTRE L'ART SUR LA CÔTE D'AZUR Des musées au soleil

Des musées sur la Côte d'Azur ? Hier encore, lorsque la France laborieuse d'en haut descendait durant l'été, elle trouvait un paradis d'eau et de soleil au milieu d'un désert culturel. Rares étaient les musées vraiment ouverts, plus rares leurs visiteurs et quasi inexistantes les expositions d'art moderne. Les choses ont changé.

La situation a changé en à peine plus d'une décennie, durant laquelle le paysage du bord de mer méditerranéen s'est considérablement modifié, pour le meilleur et pour le pire. L'accroissement de la population estivale, déversée notamment par un aéroport qui enrichit la ville, a changé beaucoup de choses. Des musées installés ont secoué leur poussière

et rafraîchi leurs cimaises. Les salles d'art moderne se sont multipliées. Des collections contemporaines publiques ont commencé à se constituer, des municipalités à voter des crédits, parfois modestes, pour l'acquisition d'œuvres d'art, souvent bien loin du goût des édiles. Mais on en est arrivé à l'idée que, compris ou pas, aimé ou détesté, une ville qui veut aller de l'avant se doit d'avoir de l'art contemporain.

L'art ancien, trop coûteux et rare, ne peut être acquis que sporadiquement.

De nouveaux conservateurs ont été nommés dans les musées des villes de la Côte, de Toulon à Menton, avec mission de ranimer ces « Belles au bois dormant » qu'étaient les musées du bord de l'eau. Ainsi à Toulon, où M.-C. Beaud a fait l'été le bilan de quatre années d'acquisitions. A Marseille, ville de tradition artistique moderne où M. Latour a fait ce bilan depuis quelques années déjà. A Antibes, où D. Girandy

poursuit activement le réaménagement de l'ancien château des Grimaldi, entrepris par Dor de la Souchère, pour en faire une maison Picasso. A Saint-Tropez, où E. Hilde maintient vaillamment ses expositions d'été au musée de l'Annuaire.

#### Les belles endormies de Nice

Dans ce mouvement d'ouverture à l'art moderne et contemporain, Nice occupe une place dominante. Elle est partie de plus bas et bien plus tard que Marseille, sa concurrente comme métropole régionale. Mais elle est parvenue peu à peu à déployer un remarquable patrimoine dont on ne soupçonne pas a priori la richesse. Patrimoine qui tient à son passé : à la fin du siècle dernier, les riches bourgeois dont le rang était grossi par les hivernants britanniques et russes, princes ou marchands, avaient en effet pris l'habitude de combattre le spleen de l'hiver sous le soleil du sud, dans les villas et palais qu'ils s'étaient fait construire.

Lorsque le vingtième siècle s'affirma enfin, à la cassure de la première guerre mondiale, le temps des villas et des palais, trop coûteux à entretenir pour les fortunes européennes déclinantes, était passé. Les belles demeures furent bientôt abandonnées, le palais du maréchal d'Empire Masséna, construit en 1900 pour passer les hivers et les printemps, fut donné à la ville de Nice, avec ses meubles et objets napoléoniens. Il est devenu un musée, de même que la villa de la princesse russe Kotchoubey, après avoir manqué d'être détruite.

En fait, tout musée qu'elles étaient, ces demeures dormaient d'un sommeil quasi total avant la guerre, avec des salles plus souvent fermées qu'ouvertes, encombrées de collections hétéroclites mal exploitées (ce fut longtemps le lot des musées de province), jouant le rôle d'entrepôts, lieu de conservation d'œuvres d'art, plutôt que de démonstration.

Le réveil a commencé dans les années 60, sommet de « trois glorieuses » décennies d'expansion économique, pendant lesquelles, s'était imposée l'idée d'un développement de l'activité artistique comme conséquence du développement tout court. Les collections du musée Masséna, où on trouvait pêle-mêle meubles, objets et peintures Empire, tableaux impressionnistes et primitifs, furent redistribuées par Claude Fournet, qui a pris la responsabilité des musées niçois en 1975.

Et l'ancienne villa de la princesse Kotchoubey est devenue un « musée des beaux-arts » où sont regroupées les collections de peinture ancienne riches en Hubert Robert, en œuvres de Van Loo, de Chéret et de peintres académiciens Napoléon III, Carolus-Duran, Alexandre Cabanel, Luminais, L.-O. Merson, exhumés des réserves grâce à l'actuelle réévaluation de la peinture du dix-neuvième siècle.

Nagnère, les expositions avaient lieu l'été. A présent, elles s'étalent sur toute l'année, notamment dans les deux salles sur le bord de mer : la galerie des Pouchettes et la galerie d'art contemporain, toutes deux aménagées dans des entrepôts du siècle dernier. On n'hésite pas à y exposer des œuvres contemporaines qui, il y a peu, étaient jugées inmonstrables.

L'Espace niçois d'art et de culture (ENAC) est l'un des derniers équipements culturels installés dans le tout neuf centre commercial de Nico-Etoile. Grand bâtiment de verre et de parpaing terre rouge dont l'intérieur est aménagé comme un village où les dévotions de boutiques ouvrent sur une place intérieure. Inauguré l'été dernier avec une exposition César, il a récemment montré un choix des acquisitions faites ces dix dernières années par les musées de Nice.

#### L'effet Maeght

L'œuvre vedette est un Rembrandt de 1936, une *Vue sur la Seine à Vernonnet*. Son acquisition, à la suite d'une préemption des musées de France, illustre le danger de sous-estimer une œuvre d'art à l'exportation. Au même moment où il était présenté à la douane avec une évaluation de 600 000 francs, ce tableau figurait sur un catalogue de vente aux enchères de la maison londonienne Sotheby avec une estimation de 3 millions de francs !

Le plus récent des musées de Nice est celui consacré à l'art naïf, dans l'ancienne villa du parfumeur Coty, avec une collection de six cents numéros donnés par Anatole Jakovsky. Et le plus ancien des nouveaux est le Musée biblique Marc Chagall, qui a reçu en 1972 plus de 450 peintures, gouaches, dessins et gravures, tous sur un même thème biblique. C'est un musée national, en fait le seul à avoir été spécialement construit. Le musée Matisse, tout proche voisin sur la colline de Cimiez, partage avec le musée archéologique de Nice deux étages de l'ancienne villa provençale Gubernatis. Ces récentes acquisitions comprennent notamment la maquette du pavement pour la chapelle de Venise, le portrait dessiné de George Sallé et le *Buisson*, dessin monumental dont la collection Maeght comprendait un exemplaire.

Ce renouveau artistique, les musées du bord de mer méditerranéen le doivent à la fondation Maeght. Créée au milieu des années 60, hors des normes des institutions de l'Etat ou des villes, elle a prouvé qu'exposer de l'art moderne de haut niveau au soleil est efficace. Que la Côte d'Azur n'est pas seulement le pays des casinos, des plages encombrées, des promenades, des retraités qui se chauffent au soleil.

JACQUES MICHEL

### Marlène, entre Berlin et Hollywood

La reprise d'*X 27* tournée en 1931 par Josef von Sternberg avec Marlène Dietrich invite à une nouvelle célébration du mythe.

Un jour de pluie, sur un peu de trottoir, deux jambes de femme stationnent, pieds campés dans des chaussures à talons hauts, près d'un réverbère. L'un des bas a glissé, faisant une poche sur le genou. La femme remonte sa jupe et ajuste le bas. La caméra découvre, alors, Marlène Dietrich, avec une volute sur le visage et, drapée dans un manteau dont la garniture de fourrure ressemble au pelage d'un chien mouillé. Nous sommes à Vienne, en 1915. Veuve d'un officier mort au champ d'honneur, Marlène se prostitue pour survivre. C'est le début de *X 27*, le deuxième film américain (après *Morocco*) de direction de Josef von Sternberg. Contre la volonté du cinéaste, la Paramount l'avait titré *Dischored*.

Dans un film français des années 30, une telle situation - il y en eut - aurait paru « naturaliste », un peu grivoise. On peut dire que la mise en scène de Sternberg donne une certaine dignité à cette apparition d'une bourgeoise tombée au trottoir. Mais, aussi, tel est le mythe de Marlène que la fascination joue. D'autant que, dans le plan suivant, refusant l'homme de la maison, elle assiste au départ pour la morgue d'une autre prostituée qui vient de se suicider au gaz, le visage du capitaine Koligrand, déclaré, avec une indifférence haïstine : « Je n'ai pas peur de la mort, je n'ai pas peur de la vie ».

#### Aigreur et méchanceté

Et si on en profitait, sans nier son pouvoir, sa présence, pour le laisser un peu de côté, ce mythe, voir ce qu'il était, à ce point de sa carrière de star hollywoodienne, une actrice nommée Marlène Dietrich jouant ici - sur un scénario imaginé par Sternberg - une prostituée recrutée par les services secrets américains, désignée sous le code X 27 et chargée de démasquer un officier russe, espion infiltré.

Marlène a encore les joues rondes, le nez retroussé, les lèvres un peu larges de Lola-Lola, la chanteuse de l'*Angel bleu* dont elle retrouve les manières, le déhanché et les maues ornées de cygnes, la façon de s'asseoir. La sophistication du maquillage n'a pas effacé le visage naturel, le corps épanoui n'a pas cédé, semble-t-il, aux cares d'amalgrasement. Mais, après deux films avec Sternberg, dont le premier, à Berlin, lui a permis de voler la vedette à l'époque cabotin Emil Jannings, Marlène, scotchée déjà expérimentée, s'appuie à se servir de son charme exotique en y ajoutant l'insolence.

Voyez-la marcher, dans les interminables couloirs du quartier

général du service de renseignement viennois : elle porte haut la tête, elle avance d'un pas assuré, solide, elle affirme, dans la composition de ce personnage qui va passer de la prostitution à l'ignoble métier d'espionne, l'énergie prussienne qu'elle tient de ses origines, de son éducation.

Marlène Dietrich emprunte ici aux conceptions de Sternberg ce qui peut lui permettre, dans la discipline des studios hollywoodiens, de réaliser sa personnalité. L'aigreur et la méchanceté dont Sternberg, dans ses mémoires, fit preuve à son égard, montre bien que « Pygmalion » est affaire à forte partie. Le scénario d'*X 27* exige que l'espionne tombe amoureux de celui qu'elle démasque et fait capturer.

Dans le jeu du plus rusé qu'elle mène avec Victor McLaglen, elle trouve en son partenaire (plus connu par ses rôles chez John Ford) une insolence égale à la sienne. Curieux duel où l'actrice, parfaitement consciente de ses possibilités, suit son propre chemin, se plie aux nécessités de la mise en scène pour mieux les dominer. Habillée par Travis Banton, un styliste remodelant le mode de 1915 sur celle de 1930, elle surgit dans un bal masqué de la Saint-Sylvestre, coiffée d'un heaume, dégageant juste son sourire, et ornée d'une immense crinière de cheval. Elle porte une robe noire et courte, à paillettes, elle évoque ainsi les travestissements des opéras de Rossini : *Tancrède* et *Sémiramide*. Elle accomplit les gestes de la séduction la plus racoleuse quand il le faut, reste une femme libre et lucide, de déguisement en déguisement. Quand Marlène sourit, en laissant tomber, comme une invite, un peu de cendre de cigarette, quand elle joue la *Sonata au clair de lune* sur un piano à queue, se transforme en paysanne bonhomme à l'état-major d'aviation, comment ne pas admirer, avant tout, le travail d'actrice ?

Le matin de cette exécution, en sa cellule, Marlène, vêtue de son ancien costume de diemondine, plaque sur un piano, à son rompra les touches, les notes d'une valse qui n'a pas la langue romanesque du *Beau Danube bleu*. Pour bien placer sa volute, elle se mire dans la glace du lavabo du jeune lieutenant qui doit commander le peloton. Dans la cour camée, le croque, et elle essuie ses larmes avec le bandage qu'elle refuse de mettre sur ses yeux pour mourir fusillée. Pendant la confusion qui suit, elle passe son bâton de roque sur sa lèvre et rajuste, comme au début, son heaume. Soient célèbres, citées avec dévotion par les cinéastes et filmées. Mais il n'a pu inventer cette intelligence et cette détermination qu'avait son interprète à être, pour le monde entier, Marlène Dietrich, c'est-à-dire elle-même. Le mythe est venu, si l'on peut dire, en plus.

JACQUES SICLER

GRAND NORMANDIE - GRAND REX - PUBLICIS MATHIGNON - UGC ERMITAGE  
UGC BOULEVARD - PARAMOUNT MARIVAUX - UGC OPERA - UGC ODEON  
STUDIO ALPHA - UGC MONTMARTRE - UGC ROTONDE - UGC GODELINS  
MISTRAL - MAGIC CONVENTION - UGC GARE DE LYON - 3 SECRETAN  
3 MURAT - LES IMAGES - CINE BEAUBOURG LES HALLES  
14 JUILLET BEAUGRENIELLE - PARAMOUNT MAILLOT  
MEJES Montreuil - CARREFOUR Pantin - ARTEL Nogent - ARTEL Créteil  
ARTEL Rosny - ARTEL Marne La Vallée - FLAMADES Sarcelles - BUXY Val d'Yverres  
CLUB Colombes - LES PERRAY Ste-Genevieve-des-Bois - BUXY Val d'Yverres  
CLUB PLYMO - Virey-Châtillon - PARAMOUNT La Varenne - CYRANO Versailles  
CZL Saint-Germain - FRANCAIS Enghien - ALPHA Argenteuil - A.B.C. Sartrouville  
ROBESPIERRE Virey - DOMINO Montreuil - CLUB Les Mureaux - VOX Rambouillet  
ULIS 2 Orsay - ARCEL Corbeil - MEAUX 1.2.3.4 - P.B. Gergy  
VILLAGE Noilly - 9 DEFENSE - 4 TEMPS

NORBERT SAADA présente  
**GÉRARD LANVIN  
MICHEL PICCOLI  
MARIE-FRANCE PISIER  
BRUNO CREMER**

**LE PRIX  
DU  
DANGER**

UN FILM DE  
**YVES BOISSET**

DIALOGUES DE  
**JEAN CURTELIN**  
MUSIQUE DE  
**VLADIMIR COSMA**  
SCÉNARIO DE YVES BOISSET ET JEAN CURTELIN  
D'APRÈS "THE PRIZE OF DANGER" DE ROBERT SHECKLEY  
AVEC  
**ANDREA FERREOL**  
**GABRIELLE LAZARF • CATHERINE LACHENS**

**VOTRE TABLE  
CE SOIR**

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J.-H. : ouvert jusqu'à... heures

**DINERS**

LAPEROUSE 126-90-14 et 68-04  
51, quai Grande-Augustine, 6<sup>e</sup>, F. dim.

J. 23 h. Grande Carte. Menu dégustation : 240 F s.c. Carte à prix fixe : 190 F, vin et s.c. Salons de 2 à 50 couverts. Cadre ancien de réputation mondiale.

20 - 30 JANVIER  
**BROCANTE  
de  
PARIS**  
160 antiquaires  
et brocanteurs  
Porte  
Champerret

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

**ROY SCHEIDER MERYL STREEP**

**LA MORT AUX ENCHÈRES**



LIGNE « 80 »

## Lady bus

Caboteurs à l'alignement, des bus qui chauffent devant le maire du quartier dans des souples d'air comprimé. Les premiers passagers se hissent à bord, du café chaud déjà froid dans les entrailles. Carte orange. Nuit noire.

Elle est arrivée au dépôt (Pleyel) avec l'assurance des gens qui savent se lever plus tôt que les autres. Blonde, belle, déjà très connue perchée là-haut dans sa guêrte de verre, les mains sèches sur son gouvernail de bakélite. Comme de l'algèbre, de la gourmandise, à se saisir d'une nouvelle journée de travail.

Première rotation, premier pointage, premier chrono. On repart dans l'usine à roulettes. Pas une minute à perdre sur l'horloge : faire des temps. Se méfier des vents contraires.

Neuf heures. La ville est en place. Comment retrouver son chemin ? L'empoignade commence. Les emmerdeurs se sont mis au travail : garés aux angles des rues étroites, en stationnement dans les couloirs, cinglants dans le mauvais sens.

Misère ! Elle doit rêver d'un Paris aux avenues larges comme des fleuves, aux gens gracieux beaux, comme les arènes de Mexico. En attendant, il faut continuer à

pagailer dans la mayonnaise d'en dessous, à ne pas s'y laisser prendre. À maintenir au trajectoire. En force, mais au charme aussi.

Les moustachus, en bas, dans leur auto de tous les jours, ce sont les gros bras qui font la loi, que la ville appartient aux hommes et qu'ils n'y ont leur place que si elles se plient à leur savoir-faire. Mais, tout de même, il faut le tirer l'engin, avec la vernis à ongles qui s'écaille et la permanente qui embarque sous les coups de rouis. Rester « girondo » comme ila disent, défense de se laisser aller. Toujours très nette, accorte, infatigable. La règle du jeu.

Elles, elles moulent du virage trente-trois heures par semaine pour 6 500 francs par mois, en songeant aux traits du pavillon de benlieux et à une série de douze ans qui sifflent Balzac pendant les cours d'anglais. Mais avoir sous le pied 150 chevaux, elles aiment.

J.-P. QUÉLIN.

## MANOLO NUNEZ RÊVE ET CONSTRUIT A MARNE-LA-VALLÉE

## « Cool » dans le béton

L'architecture.

c'est du cinéma.

Sur le plateau, un curieux peut voler des briques, des mots dans le décor, prendre des photos, faire parler le metteur en scène.

Mais il n'a pas vu le film.

Ceci est une bande-annonce, un chantier.

A l'orient de Paris,

dans une ville future

déjà nommée

Marne-la-Vallée, se lève

un soleil blond.

Un soleil qui fait jaillir,

avant même d'avoir

émergé des bâtiments

en construction.

fait souffrir : Chirico m'obsède,

ne possède, me suce le cerveau.

Picasso, c'est la gaieté, la fête.

Alors j'ai voulu que la place

soit une fête de formes : que les

édifices soient gais, n'écraient

pas l'individu : que les gens

soient invités à la promenade, à

La fête des formes ? Présente,

jusqu'à faire tourner la tête.

Comme l'écrivain dans son

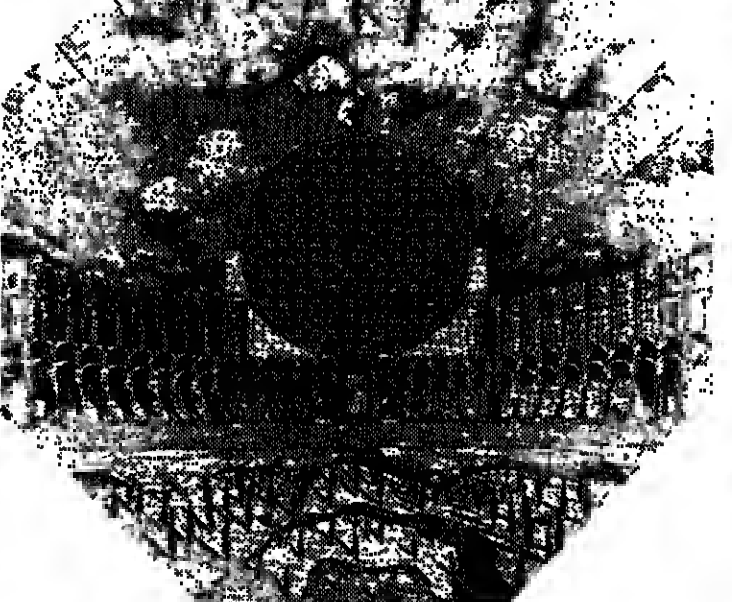
premier roman, Nunez n'a rien

d'original, rien gommé, du « stock

d'images » glanées partout depuis

l'enfance. Paris, l'Espagne, l'Égypte,

les grands maîtres, l'ar-



la retrouvaille, au jeu. Surtout,

ne pas leur faire peur. C'est très

facile de faire peur. Plus difficile

de faire sourire ; et que le sourire

dure.

Voilà l'intention. Le chantier ?

Pour l'instant, le grand disque qui

sera percé de centaines de fenê-

tres, sort à peine. Mais l'idée éf-

fray, quand on sait qu'un autre

bâtiment identique lui fera face,

offrant aux habitants un gigantes-

que miroir de leur condition, un

dédoublément lourd à vivre.

Le chantier séduit plutôt. Très

net, un chantier en gants blancs.

Les panneaux fabriqués en usine,

bien rangés, attendent la grue qui

les mettra en place. Lourds frag-

ments de béton sablé, rose, très

doux. Panneaux de fenêtres, avec

un jeu de moulures très simple,

panneaux pleins pour les murs-

pignons, plats et lisses, ou bien pi-

quetés d'un relief en damier.

« Pas de cabriolet technologi-

que », affirme Nunez. Du ciment

gris, normal, lavé, mêlé à un sable

d'Ile-de-France. Nature ; pas une

goutte de colorant ! Un hommage

à la couleur de Paris, à la pierre

beige et lumineuse de Paris. La

tonalité subtile, la richesse du bé-

ton abondamment sablé, rayon-

nent bien, c'est vrai, dans le ciel

pâle de l'hiver, et même dans la

brume.

On oublie les arlequins endi-

manchés qui ont maquillé les

villes nouvelles en gigantesques

écoles maternelles (pour être

gais, soyons bariolés), les teintes

soutenues qui écarbent un ciel

bleu intense, trop rare ici.

cours, sur ces colonnes découpées

de fenêtres rectangulaires ou

ovales, comme un grand cil-

industrialisation devient un élément

du jeu, maîtrisé. Le joint n'est

plus l'ennemi.

Mais, pour s'être trop méfié de

la répétition, Nunez a abusé de la

variété. L'exercice de style de-

vient jonglerie. On peut aimer

beaucoup les contreforts sobres,

bien posés, solides, de la façade

arrière de la place. On peut être

réduit par les colonnes rangées

comme des soldats sans visage,

des momies géantes, où la géomé-

trie résume des dieux morts (vous

vous souvenez, ces lucarnes cui-

rassées sur le toit des Invali-

des ?). On peut admirer le tra-

vail sans contour du bâtiment,

dans ce coin traité en creux, sur

plusieurs plans successifs, qui cède

la cour, de part et d'autre du

passage.

A l'intérieur, sous la voûte, on

remarque trois portes étroites

(Chirico ?). Sur la place, les ar-

cades vont surprendre. Plantées

de biais (les arcs-boutants de

Notre-Dame ?), percées d'une

lanterne, gros œil blanc, on dirait

des trompes d'éléphant, mais elles

se terminent en pattes de faune.

Pas le temps d'en rire, déjà un au-

tre détail fait « tilt » : une char-

nière figée dans la pierre, comme

si on avait ouvert et déplié deux

murs complémentaires. Et ainsi

de suite.

Le détail étonne, séduit par-

fois ; l'ensemble étourdit, dérouté.

Une visite à la loupe, en attendant

d'avoir (vraiment) peur du dis-

que, monumental, que les mau-

vaises langues comparent déjà à

une hostie dressée dans le ciel.

MICHÈLE CHAMPENOIS.



## DURAS

## Savannah Bay

32 F

## La maladie de la mort

24 F

★ AUX ÉDITIONS DE MINUIT







## RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 29 janvier

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Série : Dallas.  
21 h 25 Droit de réponse.  
Émission de Michel Polak.  
Le vêtement « A la mode chez nous ». Avec la comédienne B. Laffont, les couturiers A. Alala, G. Pipart, Agnès B., le coiffeur Bruno, le styliste J.-P. Gaultier.  
22 h 50 Étoiles et toiles.  
Magazine de cinéma de Frédéric Mitterrand.  
Deuxième volet du numéro spécial sur le cinéma fantastique et d'épouvante.  
23 h 40 Journal.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Variétés : Champs-Élysées.  
De M. Drucker.  
Autour de Nicole Croisille, Dave, Herbert Léonard, Céline Dion, Yves Duteil.

**YVAN DAUTIN**  
"Bd des Batignolles"  
le 7 FÉVRIER au théâtre  
**RENAUD-BARRAULT**

21 h 50 Série : Theodor Chindler.  
De B. von Brentano, réal. H. W. Geissendorfer.  
22 h 50 Histoire courtes.  
Le cachot, de M. Sibra, d'après D. Langlois.  
Le récit méticuleux de quarante-cinq jours de « miard » vécu par Denis Langlois en 1966 pour insoumission militaire.  
23 h 25 Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Opéra : Rusalka.  
D. Dvorak, mise en scène G. Uhry, avec L. Sukin.

Un film, un livre  
Denis Langlois  
Le cachot

Maspero, 39 F

V. Manzo, L. Budai, D. Petkov, N. Willis et l'Orchestre de l'Opéra de Marseille, sous la direction de J. Furst, en version tchèque sous-titrée.  
Un des nombreux opéras féériques de Dvorak, à l'univers fantastique peuplé d'ondines et de dryades espérances, où la magie et l'invisible se heurtent au prosaïsme des sentiments humains.  
22 h 55 Journal.

23 h 25 Musiclub.  
« Concerto pour violon en ré mineur » de R. Schumann, sol. G. Kremer et l'Orchestre philharmonique de Los Angeles, sous la direction de C.M. Giulini.

## FRANCE-CULTURE

20 h 35 La Présidente, de C. Charras, avec M. Amiel, A. Alexandre, J. Gostaud.  
21 h 15 Disques : Stravinsky.  
21 h 25 Bonnes nouvelles, grands comédiens : « Gilles ou le nom du père », nouvelle de J. Colombel, lue par G. Guillaumat.  
22 h 55 Journal.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en simultané sur FR 3) : « Rusalka » de Dvorak, par l'Orchestre de l'Opéra de Marseille, dir. : J. Furst, mise en scène G. Uhry, avec L. Sukin, V. Manzo, L. Budai, D. Petkov, N. Willis.  
21 h 15 Cycle de quatuors (concert donné au Grand Auditorium de Radio-France, le 15 février 1982) : Quatuors à cordes de Haydn et de Ravel par le Quatuor Orlandi.  
22 h 55 Journal.

Dimanche 30 janvier

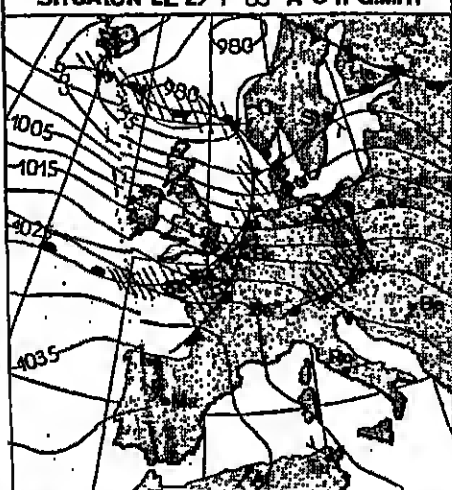
## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h Messe célébrée en la cathédrale Saint-Julien, Saint-Benoît du Mans (Sarthe), prédicateur Mgr Georges Gilson.  
12 h Téléfoot.  
13 h Journal.

13 h 20 Série : Star Trek.  
14 h 30 Sports Dimanche (et à 16 h 10).  
15 h 40 Série : Arnold et Willy.  
17 h Pour vous.  
18 h Les animaux du monde.  
18 h 30 Jeu : J'ai un secret.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 29 1 83 A 0 h G.M.T.



Évolution probable temps en France entre le samedi 29 janvier à 0 heure et le dimanche 30 janvier à midi.

Entre les basses pressions de Scandinavie et l'anticyclone des Açores, des perturbations d'activité modérée circulent dans un flux ride d'ouest. Une zone perturbée traverse la France dans la nuit de samedi à dimanche et sera suivie d'air plus frais et instable.

Après avoir traversé la nuit les régions situées au nord 45° parallèle, une zone pluvieuse s'écoulera dimanche matin des Ardennes à Vézère et au nord des Alpes (nord-ouest) de 1500 mètres environ. À l'arrière de cette zone, le ciel restera chargé et les nuages seront accompagnés de quelques averses, plus fréquentes de la Bretagne, à la Normandie au Nord-Est où les vents d'ouest se renouvelleront et même forts à très forts d'est côtes.

Sur les régions du Sud-Est, le temps sera plus élement.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à 0 h, le 29 janvier à 7 heures, de 1020/1015, soit 765,1 millimètres de mercure.

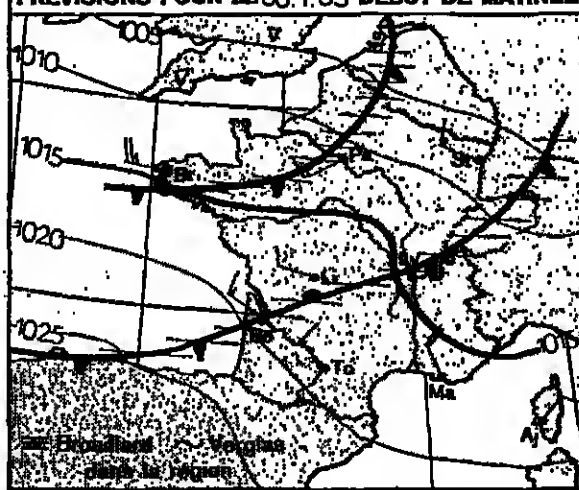
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27, le second, le minimum de la nuit du 27 au 28 janvier) :

Ajaccio, 15 et 3 degrés ; Arras, 12 et 10 ; Bordeaux, 12 et 9 ; Brest, 11 et 8 ; Caen, 11 et 9 ; Cherbourg, 10 et 7 ; Clermont-Ferrand, 14 et 8 ; Dijon, 11 et 7 ; Grenoble, 11 et 4 ; Lille, 10 et 8 ; Lyon, 11 et 4 ; Marseille-Méditerranée, 15 et 10 ; Nancy, 11 et 8 ; Nantes, 12 et 10 ; Nice-Côte d'Azur, 16 et 10 ; Paris-Le Bourget, 11 et 10 ; Pau, 13 et 10 ; Perpignan, 18 et 12 ; Rennes, 12 et 10 ; Strasbourg, 12 et 9 ; Tours, 9 et 9 ; Toulouse, 12 et 8 ; Poitiers-Poitou, 22 et 22.

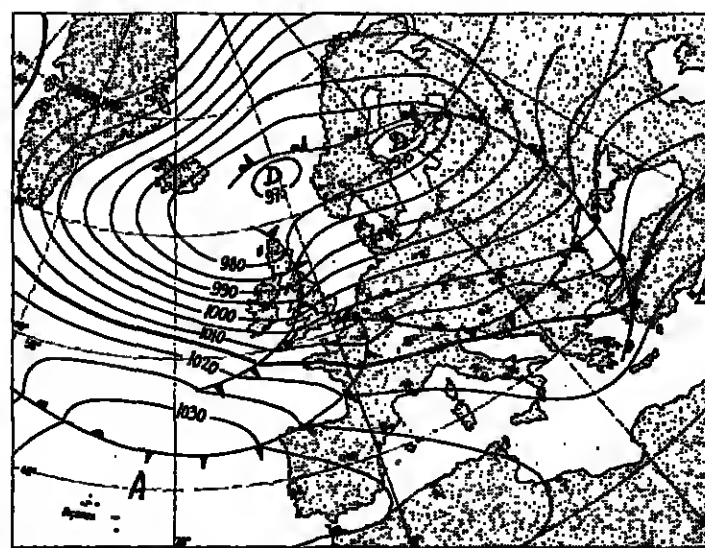
Températures relevées à l'Agence : Alger, 19 et 2 degrés ; Amsterdam, 9 et 8 ; Athènes, 15 et 7 ; Berlin, 8 ; Bonn, 10 et 9 ; Bruxelles, 11 et 8 ; Le Caire, 14 et 7 ; Casablanca, 20 et 13 ; Copenhague, 7 et 4 ; Da 30 et 19 ; Djibouti, 14 et 8 ; Genève, 17 ; Jérusalem, 6 et 0 ; Lisbonne, 11 ; Londres, 11 et 6 ; Luxembourg, 6 ; Madrid, 17 et 10 ; Moscou, 2 et 0 ; Oskara, 27 et 14 ; New York, 2 et 1 ; Palma-de-Majorque, 18 et 1 ; Rome, 13 et 8 ; Stockholm, 4 et 0 ; Téhéran, 18 et 9.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 30.1.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 30 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 29 janvier :

## DES DÉCRETS

● Modifiant le décret du 30 novembre 1982 portant le mandat des membres du Conseil supérieur de la fonction publique ;  
● Modifiant le décret du 23 avril 1956 relatif au statut particulier du personnel d'éducation des services

extérieurs de l'éducation surveillée :

Modifiant le décret du 1<sup>er</sup> octobre 1980 pris pour l'application de l'article 276 du code rural (abattage des animaux).  
UNE LISTE

● De classement au concours de 1982 pour l'entrée à l'École normale supérieure de l'enseignement technique (sections D1, D2 et D3).



NEIGE PLUS ULTRA

FORAITS SKI DE PRINTEMPS :

7 j. hôtel\*\* + Skispass 6 j.  
Chambre petit déj. 1.135 F/pers.  
1/2 pension 1.555 F à partir du 17/4

Val d'Isère

OFFICE DU TOURISME  
09 28 - 73150 Val d'Isère - Tél. (79) 06 10.83 - Téléc. 980 077 F

## 19 h Sept sur sept.

Magazine d'actualités de J.-L. Burgat, E. Gilbert et F. L. Boulay.

20 h Journal.  
20 h 35 Film : La Zizanie.  
En hommage à Louis de Funès. Film français de Claude Zidi, avec L. de Funès, A. Girardot, J. Guionaz, Marier de Funès à Girardot et les lancers dans des scènes de sauge émise, en principe, une bonne idée. Hélas, malgré un gros budget, le résultat est constamment corrélatif à l'inspiration courte, et le couple vedette s'accorde réellement très mal.

22 h 40 Pleins Feux.  
Magazine culturel de J. Aron et C. Garbin.  
23 h 25 Journal.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h Gym Tonic (et à 10 h 45).  
10 h 30 Magazine du cheval.  
11 h 15 Dimanche Martin.  
Entrez les artistes.

12 h 45 Journal.  
13 h 20 Dimanche Martin (suite).  
17 h 5 Série : La trépassée.  
18 h Dimanche magazine.  
19 h Stade 2.  
20 h Journal.

20 h 35 Variétés : Chansons sans frontières.  
Avec C. Trenet, S. Dutil, R. Claydeman, Adamo, F. Mey, L. Caven.  
21 h 55 Série documentaire : Route routière.

Numéro 3 : En Arabie Saoudite, de F. Gall. Réal. J. Habas.  
Des routiers en prière. Ad, qui gardait des chapeaux il y a encore cinq ans et qui possède aujourd'hui trois camions de 40 tonnes, n'a abandonné aucune de ses habitudes monticolles.

22 h 40 Concert magazine.  
Le MIDEM à Cannes.  
23 h 25 Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

10 h Images de...  
10 h 30 Musique : Variétés.  
18 h Magazine de la photo : Flash 3.  
18 h 45 L'Écho des barbares.  
Avec Renaud, Level 42, Collobane et Didier Lockwood.

19 h 40 Spécial DOM-TOM.  
20 h Série : Benny Hill.  
20 h 35 Le choc des énergies.  
De Colette Bourdette et Cl. de Givray ; le temps des communitaires.  
21 h 35 Aspects du court métrage français : le Retour de Pierre et l'Arbre vieux.  
22 h Journal.

22 h 30 Film (cinéma de minuit) : les Forbans de la nuit.  
Film anglais de J. Dassin (1950), avec R. Widmark, G. Tenny, G. Winters, H. Marlowe, F.L. Sullivan, H. Lom (v.o. sous-titré, N.).

A Londres, un jeune homme, rabatteur de boîte de nuit, arrive et mystérieusement, cherche à monter son match de lutte gréco-romaine en trouvant tout le monde pour obtenir l'argent nécessaire à son entreprise.  
0 h Prélude à la nuit.  
He Lu Ting. « Le petit berger joue de la flûte », interprété par Li Jian, pianiste.

## FRANCE-CULTURE

15 h 35 Bonnes nouvelles, grands comédiens : le Garde fantôme, de M. Lowry, lu par J. Negroni.  
17 h 30 Rencontre avec...  
18 h 30 Mâs non troppo.  
19 h 10, Le cinéma des cinéastes.  
20 h, Albertus : à propos de la manifestation « Guerre à la guerre » et les langages.  
20 h 40, Atelier de création théâtrale : Vol 540.

## FRANCE-MUSIQUE

16 h 45, Concert (donné au Théâtre des Champs-Élysées à Paris le 11 mars 1980) : œuvres de Mozart, de F. Schumann, par l'Orchestre national de France, Dir. R. Muti.  
18 h 15, Jazz : les quartettes du vibraphoniste G. Burton.  
19 h 15, Premières rencontres : œuvres de Mozart par le Quatuor Rosamonde.  
20 h 30, Concert (donné à Sarrebruck le 28 janvier 1983) : « Symphonie en ré mineur », « Concerto pour violon et orchestre n° 5 », de Mozart ; « Symphonie n° 1 » de Schumann, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck ; Dir. V. Levi. Sol. T. Zehetmair, violon.  
22 h 45, Cycle de Quatuors (concert donné au Grand Auditorium de Radio-France le 15 mars 1982) : « Quatuors » de Haydn, Debussy, Beethoven, par le Quatuor Brandt.

## TRIBUNES ET DÉBATS

## DIMANCHE 30 JANVIER

— M. Jacques Chirac, président du R.P.R., maire de Paris, participe au « Club de la presse » d'Europe 1, à 19 heures.

— Mme Huguette Bouchard, secrétaire nationale du P.S.U., entourée de journalistes, éditeurs, commente les propos tenus par M. Jacques Chirac sur Europe 1, à partir de 18 h 30, sur Radio Ici et maintenant, 99,4 MHz, Paris.

— Mme Simone Vell, ancienne présidente de l'Assemblée européenne, est invitée à l'émission « Le Grand Jury R.T.L. - Le Monde » sur R.T.L., à 18 h 15.

## CARNET

## Décès

— Ghislaine de Thyry à la tristesse de faire part du décès de  
André CHETRITE,

survenu accidentellement le 22 décembre 1982.  
L'enterrement religieux a eu lieu le 30 décembre à Natanya (Israël).  
8-12, rue de l'Abbaye, 92400 Courbevoie.

— On nous prie d'annoncer le décès de  
M. Claude DELORME,

président du conseil général des Alpes de Haute-Provence, député honoraire, maire de Forcalquier.  
Le 27 janvier 1983 à l'âge de soixante-dix ans.  
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le 28 janvier 1983 à Marseille, dans l'intimité familiale.

De la part de :  
M<sup>me</sup> Claude Delorme,  
M. et M<sup>me</sup> Gilles Delorme et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Lavieille, le docteur et M<sup>me</sup> Jacques Lavieille et leurs enfants.

— La comtesse Claude de Jouvencel, M. et M<sup>me</sup> André Berclowich, M<sup>me</sup> Anne et Florence Michel, M. et M<sup>me</sup> Marcel Furet, M. et M<sup>me</sup> François Furet, M. et M<sup>me</sup> Jean Furet,

ont la tristesse de faire part du décès de la comtesse Claude de JOUVENCEL, née Hélène Furet,

après une longue et douloureuse maladie.

Les obsèques ont eu lieu le 28 janvier, dans la plus stricte intimité.

— M<sup>me</sup> Henri Moutti, née Emma Vaisse,

Ses enfants et petits-enfants, Sa famille, ont la douleur de faire part du décès de M. Henri MOATTI,

industriel, ancien des Forces Françaises Libres, survenu dans sa soixante-huitième année.  
Les obsèques ont été célébrées à Paris, le 28 janvier 1983, 107, avenue de Saint-Mandé, 75012 Paris.

Nous apprenons le mort de M. Camille MOURGUES,

ancien membre du bureau confédéral F.O., le 27 janvier à Toulouse, après une longue maladie, à l'âge de soixante-dix ans.

Ses obsèques auront lieu le 31 janvier, dans la plus stricte intimité.

Camille Mourgues fut l'un des figures marquantes de la C.G.T.-Force ouvrière. Il fonda la Fédération syndicale des P.T.T., dont il fut le premier secrétaire général. Puis il entra au bureau confédéral de Force ouvrière, qu'il quitta en 1974 pour partir en retraite. M. Mourgues a consacré une part importante de son action à la construction européenne et au renforcement du mouvement syndical dans le plan international.

## Décès

— Jacques Roubaud, son époux, Marcelle et Arthur Blanchette, ses mère et père,  
M<sup>me</sup> Blanchette, son frère, leurs familles, amis et amis, ont la douleur de faire part du décès de

Alexis ROUBAUD,  
survenu à son domicile, 51, rue des Francs-Bourgeois, Paris-4<sup>e</sup>, le 28 janvier 1983.

## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 3374

## HORIZONTALEMENT

I. Porte haut l'étendard du prestige pour magnifier son drapeau. Expression d'une considération peu distinguée. — II. Magnificence du gal paré des plumes du peon. Magistrat musulman ou marginal en France. — III. Sous les ponts de Pont-Audemer. On le dit fort en vieux français. On la qualifie parfois de drôle quand elle n'est pas roulante. — IV. Personnel. Préposition. Son règne est universel et son roi africain. — V. Le gourmet en met dans les mets. Personnage interrogé au banc de l'instruction. — VI. Liquidateur de société. Prénom féminin. — VII. Préposition. Marque de chasteté ou d'abstinence. Prit des voies sinieuses pour l'inceste. Se fait chambre quand il ne se frappe pas. — VIII. La moindre alerte la plonge dans le trouble. Fit durer le plaisir jusqu'au point de le rendre lassant. — IX. Pices surchauffées ou pices jetant un froid. Forme d'avoir. Répandit la nouvelle. — X. Personne n'en est privé et pourtant des gens se plaignent d'en manquer. La fraise n'est pas son fruit préféré. — XI. Négation. Amateur de viande à l'échouffé. Un pétard suffit pour la casser. Un amour adultérin lui fit porter des cornes. — XII. Des gens se drapent dedans par crainte de la perdre. Ne se frappe pas, mais peu se naper. — XIII. Source d'eau claire. Agricules ou femmes qui trient. — XIV. Pape ou cardinal. — XV. On y adorait Phébus. Amour ou Aimé. A la foi ou se rapproche du ciel.

VERTICALEMENT

I. Un référendum est de nature à le mettre dans l'embarras. Se mène à la baguette et tambour battant. — 2. On les plus fines lames reçoivent une bonne trempe. Évoque un pas martial. — 3. Pareil au mine. Interjection. Marque de supériorité ou de dégradation. Floue. — 4. Donner le super-flux. Sarcasme. — 5. Doping verbal. Objet de vérification d'un baigneur antique. Cousin du lindor. Personnel. — 6. Désireux ultimatum. Tout feu, mais pas forcément tout fumée. — 7. Telle des chaises vidées de leur brillant. Invité à déserter ou prie instantanément de se retirer. Manifestations colériques des vieux chloéras. — 8. Anatole France

ne le tenait pour un symbole de blancheur. Bouleversément dans l'état. On se décharge en le faisant porter aux autres. — 9. Caractère étié, mais méticuleux. Participe passé. Pratique une taille en vue d'en réduire une autre. — 10. Le stannum pour un chimiste latinisant. Négation. Jeu de billes. Reste sympathique malgré son tic. — 11. Aire de compétition où les arrivants s'écourent en prenant la queue. Avec lui, les personnes les plus rétives se couchent et les plus chaudes deviennent froides. — 12. Démunie au plus haut point. Le bras droit du patron. — 13. En cinq sec et en quatre mots. Mousse dans les bordes romaines. — 14. Jamais gratuite quand elle est publique. Apparement pas mort que vit. — 15. Billé en eau dormante. Certains y montent quand leurs sommets sont atteints. Se montre petit en prenant les choses de haut.

Solution du problème n° 3373

Horizontalement  
I. Agression. — II. Crack. Duo. — III. C. Oiseau. — IV. Oser. T6. — V. Nia. T6. — VI. Dénigré. — VII. Os. FN. Sol. — VIII. Isolant. — IX. Râper. Ems. — X. Sinter. — XI. Mars. Die.

Verticalement  
1. Accoudoirs. — 2. Gris. Essaim. — 3. R4. Opta. — 4. Écornifleur. — 5. Ski. Igarex. — 6. Star. — 7. Idée. Este. — 8. O.U.A. Moi. — 9. Nouvelles.

GUY BROUTY.



هكذا من الاحل



# L'éternelle question du financement de la Communauté

Les problèmes que pose le financement de la Communauté vont à nouveau occuper une place importante dans l'actualité européenne. Il faut dire que l'affaire n'est pas simple.

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — Les problèmes posés se situent sur trois plans liés entre eux, bien que d'importance inégale : l'irruption déconcertante de l'Assemblée européenne dans le débat, qui oblige les autres institutions, la Commission et le conseil des ministres, à se dévouer plus tôt que prévu ; la volonté du Royaume-Uni de voir sa « contribution nette » au budget européen réduite pour les prochaines années en même temps qu'elle a été depuis 1980 ; la nécessité pour la Commission, parce que les dépenses communautaires risquent de bientôt dépasser le plafond fixé pour les « ressources propres », de proposer à l'Europe de nouvelles formes de financement.

En décembre, l'Assemblée européenne, avait semé le désordre en rejetant le projet de budget supplémentaire 1982 qui lui était présenté par le conseil, afin de pouvoir verser aux Britanniques la compensation décidée en juin (850 millions d'ECU, soit 5,5 milliards de francs) en vue de réduire leur contribution au budget de la C.E.E. Elle posait, pour plusieurs conditions : les mesures supplémentaires en faveur du Royaume-Uni (et accessoirement de la R.F.A. afin que celle-ci, déjà principal contributeur net au budget européen, ne supporte que partiellement l'effort consenti en faveur du Royaume-Uni), devaient être classées, non pas en « dépenses obligatoires », mais en « dépenses non obligatoires » (D.N.O.) sur lesquelles l'Assemblée a le pouvoir d'exercer un droit de contrôle plus grand. Sur tout, elle exigeait de la Commission et du conseil l'engagement qu'il n'y aurait plus de versement forfaitaire aux Britanniques, du type de ceux accordés depuis 1980, car, affirme l'Assemblée, de telles compensations ad hoc reviennent à mettre en œuvre la règle du « juste retour » qui est contraire à la philosophie du traité de Rome. L'Assemblée, se défendant d'avoir ainsi une attitude antibritannique, demandait que des solutions durables soient trouvées aux problèmes que posent les déséquilibres budgétaires dans la Communauté (et notamment au fait que le jeu des politi-

ques communes aboutisse, s'il n'y a pas de correction, à ce que le Royaume-Uni verse au budget européen beaucoup plus qu'il n'en reçoit).

Embarras considérable pour la Commission et pour le conseil. Toujours pour financer les mesures en faveur du Royaume-Uni et de la R.F.A., la Commission a proposé à la mi-janvier un avant-projet de budget supplémentaire, cette fois pour 1983, où elle donne partiellement satisfaction à l'Assemblée : une partie (40 %) des crédits demandés sont classés en D.N.O. et surtout, pour éviter de perpétuer le système de compensation ad hoc, la Commission s'engage à présenter rapidement des propositions visant à développer de nouvelles politiques communales (supposées plus favorables au Royaume-Uni que la politique agricole commune — PAC — qui représente aujourd'hui plus de 60 % du budget), ainsi qu'un « système mixte diversifié de ressources ».

Saisi de ces propositions, le conseil patauge. La moitié des États membres hésitent à classer en D.N.O. les compensations britanniques et allemandes. Les Dix, par ailleurs, refusent de prendre l'engagement formel qu'il n'y aurait plus de versement forfaitaire : ils savent trop bien qu'on ne peut inventer en quelques semaines ni des politiques nouvelles ni la réforme de la réglementation financière qui permettraient de renoncer aux compensations ad hoc, sans nuire à une crise majeure avec Londres.

Le dénouement de cette affaire devrait avoir lieu lors de la prochaine session de l'Assemblée du 7 au 11 février.

La Commission considère que les Britanniques ont un droit, reconnu par le conseil, à obtenir à nouveau une compensation en 1983 et 1984. Elle a soumis aux gouvernements membres des propositions assez vagues qui ne comportent encore aucun montant chiffré. Il en ressort cependant que dans son esprit la compensation à accorder en 1983, puis en 1984, devrait être sensiblement inférieure aux 850 millions d'ECU consentis pour 1982. Au moins parce qu'il faudra tenir compte du « trop-perçu » en 1980 et 1981 : les Britanniques ont en effet bénéficié alors de compensations allant au-delà de ce qui avait été envisagé, en raison d'importantes erreurs de calcul de la Commission. Ce trop-perçu atteint le milliard d'ECU (6,5 milliards de francs). Londres conteste bien sûr cette interprétation, et la négociation qui va se nouer à partir du printemps promet, comme d'habitude, d'être dure. Ce que

cherchent les Britanniques, c'est l'engagement qu'un pourcentage (par exemple 75 %) de leur contribution nette leur sera remboursé.

## Quelles nouvelles ressources ?

Mais la Commission, sans attendre que s'engage cette négociation, doit présenter aux gouvernements membres et au Parlement européen de nouvelles dispositions pour assurer le financement des dépenses communautaires. Les « ressources propres » actuellement disponibles sont limitées. Elles se composent des droits de douane et prélèvements agricoles perçus aux frontières et d'une fraction des recettes de la T.V.A. qui ne peut excéder 1 %. La Commission, qui éprouve à l'évidence beaucoup de mal à débattre efficacement de ce dossier, est d'abord confrontée à un problème de présentation politique. Est-il nécessaire de demander de nouvelles « ressources propres » alors que les actions à entreprendre par la Communauté (coopération économique et monétaire renforcée, incitation à la coopération industrielle, mesure des dépenses commerciales) n'impliquent pas nécessairement des charges financières importantes ? Les Allemands le nient, expliquant que ce serait s'engager dans la voie du gaspillage. Les Britanniques suggèrent que l'on choisisse plutôt de réduire les dépenses agricoles. Pourtant, la Commission est convaincue qu'elle doit aller de l'avant : il ne faut pas qu'une nouvelle action communautaire, si elle se présente, bute sur l'absence de crédits ; ou encore que l'épuisement de ceux-ci hypothèque le fonctionnement normal du Marché commun agricole. Au reste, une chose est certaine : l'élargissement de la C.E.E. à l'Espagne et au Portugal entraînera des dépenses nouvelles

auxquelles il faut être en mesure de faire face.

Deuxième question qui se pose : quelles ressources nouvelles commander ? La Commission, pour engager le débat, va présenter dans les jours à venir non pas des propositions formelles, mais un « Livre vert » décrivant plusieurs options. Ce qu'il faut imaginer pour faire face aux besoins, c'est une ressource continue, prévisible, et qui par ailleurs ne fausse pas le jeu de la solidarité financière. Techniquement, la solution la plus simple consisterait à relever à 1,5 % ou 1,6 % le plafond des recettes de la T.V.A. mises à la disposition de la C.E.E. Son inconvénient est de ne contribuer en rien à atténuer les déséquilibres (au détriment du Royaume-Uni et de la R.F.A., au bénéfice du Benelux, du Danemark...) qui résultent des règles financières actuelles.

Une des idées des experts bruxellois serait de proposer, certes, une augmentation de la T.V.A. pouvant aller à la tirelire commune, mais en prévoyant comme ingrédient supplémentaire qu'une fraction du budget serait financée selon une « clé agricole », c'est-à-dire en tenant compte des parts respectives de la production agricole des États membres. Une telle formule est à la fois séduisante et dangereuse. Séduisante car elle allège la contribution des pays membres qui tirent le moins de bénéfice de la PAC. Elle présente aussi l'intérêt de favoriser un financement sans contestation permanente de l'Europe verte. Mais elle peut être dangereuse si l'on va trop loin. Si, au lieu de 10 % ou 15 % du budget financé de la sorte, on soustrait l'essentiel des dépenses agricoles d'un financement de droit commun. Cela reviendrait à rationaliser les dépenses agricoles et à mettre en péril la PAC. Une idée à suivre donc, mais un difficile problème de dosage.

PHILIPPE LEMAITRE.

## LE PROJET DE RACHAT DE GRUNDIG PAR THOMSON

### A la recherche d'un compromis

Réunion au sommet la semaine prochaine en Allemagne fédérale. Les dirigeants des groupes allemands Siemens et Bosch, néerlandais Philips, et français Thomson-Brandt doivent discuter du sort de la société Grundig.

On sait que Thomson et l'acquéreur principal du premier grand public, M. Max Grundig, ont conclu un protocole d'accord aux termes duquel le groupe français prendrait 75 % du capital de Grundig. Cette opération rencontre une assez vive opposition en R.F.A., et l'affaire, à la veille des élections législatives du 6 mars, a pris une tournure politique. Deux grandes objections sont faites. D'une part, l'office des cartels de Berlin-Ouest estimerait que le rapprochement donnerait au nouvel ensemble une position dominante sur le marché allemand. D'autre part, les syndicats craignent que Thomson ne supprime des emplois en R.F.A.

Pour répondre — en partie — à la première objection, Grundig a renoncé cette semaine à poursuivre plus avant son projet de prendre 25 % et le contrôle de gestion de Telefunken. Pour rassurer l'opinion publique d'ouest-rhin, divers projets visant à constituer une minorité de blocage (25,1 % du capital en R.F.A.) allemande ont été examinés. L'un d'entre eux consistait à ne donner à Thomson-Brandt que 74,5 %. En rachetant de son côté les 24,5 % actuellement détenus par Philips, M. Max Grundig aurait conservé au total 25,5 %. Ce projet n'a pas, semble-t-il, abouti. Philips ne souhaitant pas céder sa participation.

En Bavière, bureau de Grundig, mais aussi de Siemens, le gouvernement du Land s'agit beaucoup. Le ministre

bavarois de l'économie, M. Jauernig, a publiquement souhaité une « solution allemande » : ni Siemens et Bosch joueraient un rôle majeur aux côtés de Philips. Mais les groupes ouest-allemands semblent peu enthousiastes à l'idée de prendre le contrôle de Grundig. D'autant qu'ils savent que l'on risque, ensuite, de se tourner vers eux pour régler le sort de Telefunken.

Aussi réfléchit-on à Munich à une solution où Thomson-Brandt resterait partie prenante, mais où le tandem Bosch-Siemens prendrait sa part. Un porte-parole de Siemens a déclaré, vendredi 28 janvier, que son groupe se considérait dans cette affaire comme un « catalyseur ». Le point central des discussions ne sera pas une participation de Siemens à Grundig, s'il poursuit, éliminant « avec certitude » la possibilité que son groupe puisse jouer un rôle important chez Grundig. En revanche, si une petite participation n'est pas prévue actuellement, elle n'est pas non plus à exclure, dans la mesure où Siemens est prêt à collaborer à une solution pour Grundig.

Les représentants des quatre sociétés (Siemens, Bosch, Philips et Thomson) vont donc se rencontrer. L'un des schémas qui pourrait être étudié consisterait en la constitution d'un tour de table où Siemens-Bosch détiendraient 25,1 %, Philips 24,5 % et Thomson-Brandt 50,4 %. Reste à savoir si le groupe français et M. Max Grundig accepteraient une telle solution ?

J.-M. QUATREPOINT.

## Les aides à l'industrie textile

### PARIS RÉFUTE LES ACCUSATIONS DE LA COMMISSION DE BRUXELLES

Le gouvernement français a réagi par un sec communiqué à la décision de la Commission de Bruxelles de la C.E.E. d'ouvrir une procédure d'infraction contre la France qui accorde depuis le 1er janvier une aide exceptionnelle (allègement des charges sociales) à l'industrie textile (le Monde daté 16-17 janvier). La Commission avait exprimé le souhait que l'exécution du plan textile français soit suspendue.

Après avoir rappelé que la mise en œuvre de ce plan s'est « faite au grand jour », le ministère français de la recherche et de l'industrie rappelle qu'il a été élaboré après plusieurs discussions avec les services de la Commission de Bruxelles. « Les effets de ce plan, poursuit le communiqué, ne sont pas de nature à perturber les échanges intracommunautaires. On peut d'ailleurs constater les fortes progressions des ventes des partenaires européens de la France sur le marché intérieur durant l'année écoulée. Ce plan ne fait que compenser temporairement et conditionnellement la différence de niveau des charges sociales qui incombent aux entreprises françaises par rapport à celles de leurs partenaires européens (...).

La France, en tout cas, est prête à « participer à un examen public » sur l'ensemble de ces questions, et les problèmes de l'industrie textile européenne.

## Japon

### NET EXCÉDENT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS

La balance japonaise des paiements courants a enregistré un excédent de 6,89 milliards de dollars en 1982, contre un excédent de 4,7 en 1981, indique vendredi un rapport du ministère des finances. La balance commerciale a enregistré en 1982 un excédent de 18,1 milliards de dollars contre un excédent de 19,5 milliards de dollars en 1981. Toujours par rapport à 1981, les exportations ont chuté de 7,9 %, à 137,6 milliards de dollars, et les importations de 7,8 %, à 119,4 milliards de dollars.

VIENNE DE PARAITRE

# LE GUIDE DES ACTIONS FRANÇAISES

une publication investir

200 sociétés  
432 pages de documentation

- Les bilans résumés des cinq exercices 1977 à 1981
- Les résultats des cinq exercices 1977 à 1981
- Les ratios boursiers et financiers à jour au 1<sup>er</sup> octobre 1982
- 200 graphiques de cours sur cinq ans avec les opérations sur titre
- Une notice d'activité détaillée
- Un jugement sur la situation financière et les perspectives



NOM : .....  
ADRESSE : .....  
CODE POSTAL : ..... VILLE : .....  
Désire recevoir ..... exemplaires au prix unitaire TTC de 90 F + 14 F de frais d'expédition par exemplaire.  
Je règle la somme de ..... francs par chèque bancaire ☐ virement postal (3 virements) ☐  
CCP 34 338.00 - G La Source, à l'ordre d'investir.

investir 16, rue de la Banque, 75002 Paris  
HEBDOMADAIRE ECONOMIQUE ET FINANCIER

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

Avis de prolongation d'enquête publique.  
Aménagement hydro-électrique de l'Isère moyenne aval.  
Chutes de Saint-Etienne-Noyers, Fontaine-Carallion, Voreppe, Voreppe-Voreppe, Molaine, Tullins et Saint-Quentin-sur-Isère.

Par arrêté de préfet, commissaire de la République du département de l'Isère, en date du 22 novembre 1982, une enquête publique a été prescrite sur le dossier de l'association avec discussion d'unité publique des travaux de l'Isère moyenne aval, Chutes de Saint-Etienne-Noyers, Fontaine-Carallion, Voreppe, Voreppe-Voreppe, Molaine, Tullins et Saint-Quentin-sur-Isère. Cette enquête, qui porte également sur la modification des plans d'occupation des sols des communes de Saint-Etienne-Noyers, Fontaine-Carallion, Voreppe, Voreppe-Voreppe, Molaine, Tullins et Saint-Quentin-sur-Isère, a été prorogée du 5 décembre 1982 au 31 janvier 1983. Afin de permettre une plus large information et consultation du public, l'ENQUÊTE EST PROLONGÉE jusqu'au 23 mars 1983 inclus aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 78-10 du 3 janvier 1978. Le dossier d'enquête et les documents de modification de plans d'occupation des sols peuvent être consultés comme précédemment à la préfecture de l'Isère (3<sup>e</sup> Direction, 2<sup>e</sup> Bureau) du lundi au vendredi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures. Le public pourra consulter les observations sur le registre d'enquête joint à ces documents. Pendant la période prolongée d'enquête et aux mêmes jours et heures le dossier continuera d'être accessible au public dans les communes de Grenoble, Saint-Etienne-Noyers, Fontaine-Carallion, Voreppe, Voreppe-Voreppe, Molaine, Tullins, Fontaine-Carallion, Voreppe, Voreppe-Voreppe, Molaine et La Motte. Dans chaque commune dans la modification de plans d'occupation des sols en projet, un dossier particulier sera mis à la disposition du public, qui pourra comme précédemment, dans chaque dossier, consulter les documents de consultation des documents d'urbanisme sur le projet et sur la révision des documents d'urbanisme pour les communes concernées sur le registre d'enquête joint à ces documents. Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront également être adressées par écrit au président de la commission d'enquête à la préfecture de l'Isère à Grenoble. Les observations faites sur le projet et la modification des documents d'urbanisme pourront en outre être envoyées par un des membres de la commission d'enquête pendant les deux derniers jours de l'enquête, les 22 et 23 mars 1983, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures, à la préfecture de l'Isère. La commission d'enquête est composée comme précédemment du trois membres : Président : M. René GUERIN, directeur général des services techniques de la ville de Grenoble, en exercice. Membres : MM. Christian BOUTANT, géomètre-expert à VIZILLE, et Henri BLISSON, membre de la chambre d'agriculture de l'Isère. Après la clôture de l'enquête, des copies de rapport de la commission d'enquête contenant ses conclusions, ses observations et des réponses des pétitionnaires aux observations, présentées au cours de l'enquête, seront déposées dans chacune des mairies des communes concernées ainsi qu'à la préfecture de l'Isère. La commission d'enquête et ses documents pourront être faits à toute personne en faisant la demande au préfet, commissaire de la République du département de l'Isère.



هكذا أمر الأهل



# BOURSE DE PARIS

UNE tasse d'odeur de pétrole a flotté cette semaine à la Bourse de Paris; il a fallu attendre les deux dernières séances pour que les vapeurs se dissipent un peu sous les cotations, autorisant les indices à afficher le score qu'ils avaient discrètement réalisé: plus 2,3 %.

Lundi, tout occupé à inaugurer une nouvelle page d'agenda pour le nouveau mois boursier qui commençait ce jour-là, le palais Brongniart n'avait guère prêté attention aux discussions serrées que se livraient à Genève les pays exportateurs de pétrole. A l'issue du premier round, les protagonistes avaient échangé leurs gants et signé un accord visant à réduire la production totale de l'OPEP d'un million de barils quotidiens.

Pendant ce temps, rue Vivienne, les actions françaises gagnaient près de 0,5 % et les familiers du marché parisien notaient avec satisfaction le taux élevé des reports (13 % contre 11,1/4 % le mois précédent), signe d'un réajustement des positions entre acheteurs et vendeurs, ces derniers ayant dû racheter des titres précipitamment depuis le début de l'année pour faire face à leurs engagements, alors qu'ils avaient parié — à tort — sur une lourde chute de la cote au début du mois de janvier.

Mardi, par contre, le ton était beaucoup moins serein et les boursiers présentaient brutalement conscience des importantes conséquences pour l'économie mondiale que pou-

## L'or noir

vaient entraîner l'échec ou ne peut plus net des conversations brusquement interrompues sur les bords du lac Léman. Pas plus sur un nouveau prix de référence du brut que sur les autres sujets à l'ordre du jour, les trois pays membres de l'organisation n'avaient pu se mettre d'accord. Aussi, les marchés financiers, très sensibles à ce qui touche à l'or noir, étaient pris d'un violent accès de fièvre, et la livre sterling faisait les frais des sombres prévisions que laissent entendre les échos pour l'économie britannique, largement tributaire des revenus tirés du pétrole de la mer du Nord.

C'était l'inquiétude autour de la corbeille, et les valeurs pétrolières piquaient rapidement de nez. ENI-Gabon, Française des pétroles, ENI-Aquitaine, Francarap, en tête. Cette défiance s'étendait rapidement aux actions de sociétés du bâtiment, bien ancrées sur les marchés extérieurs (Dumez, Jean Lefebvre, Bouygues), dans la crainte de voir les pays exportateurs de pétrodollars restreindre leurs programmes d'investissement. Même la Compagnie de géophysique était pénalisée à l'été que les programmes de recherche sismique, pour détecter les champs pétroliers, puissent être remis à des jours meilleurs.

Le lendemain, le marché semblait reprendre un peu ses esprits au fur et à mesure que les analyses sur les consé-

Semaine du 24 au 28 janvier 1983

quences de l'échec de la conférence de l'OPEP prenaient un tour moins apocalyptique. En baisse de 0,26 % la veille, les actions françaises reprenaient mercredi plus de 1,2 % dans le sillage de titres de second rang (C.S.F., Leroy-Somer, Sanofi, Source Perrier) venus prêter main forte à une cote toujours un peu déséquilibrée par l'extrême lassitude qu'éprouvaient encore les pétroliers et le bâtiment.

La manœuvre était réussie, et, au cours des deux dernières séances de la semaine, le marché gagnait près de 1 % alors que certains titres cherchaient à se singulariser. Générale de Fonderie métall, à elle seule, près de 20 % à son actif, couronnant avec le vif repli de Matra, les spécimens attendus d'un certain nombre d'éclaircissements sur les résultats de la firme à l'occasion de la réunion de presse prévue pour le mardi 1<sup>er</sup> février.

Parallèlement à la fermeté, encore très sélective, des actions françaises, les cours de l'or de Paris enregistraient de nouveaux progrès au fur et à mesure que le franc se rapprochait de l'assaut des 500 dollars à Londres. Coup sur coup, le lingot a amorcé son record historique pour atteindre 110 000 francs jeudi, puis 110 350 francs le lendemain, une performance que l'étrouffesse bien connue du marché parisien ne justifie pas entièrement.

SERGE MARTI.

# BOURSES ÉTRANGÈRES

## NEW-YORK

### Retour à l'optimisme

Wall Street a finalement bien réagi cette semaine aux craintes soulevées par la perspective d'une réévaluation des taux d'intérêt. D'abord en baisse après l'annonce d'un gonflement plus important que prévu de la masse monétaire et les déclarations inquiétantes de M. Paul Volcker, président du FÉD, sur la politique monétaire, le marché a entrepris par étapes de regagner le terrain perdu. En premier lieu, de caractère technique, le redressement a été ensuite psychologique. M. Volcker, il est vrai, s'est employé à calmer les esprits. Revenant sur ses premières déclarations, il a laissé entendre que, tout compte fait, le FÉD était déterminé à se montrer conciliant dans la mesure où aucune réelle menace d'une reprise de l'inflation ne se profilait à l'horizon. L'annonce d'une hausse de 1,5 % du principal indicateur économique, en décembre (la neuvième consécutive), a contribué à faire renaître l'optimisme.

Indice des industriels du 28 janvier: 1 064,75 contre 1 052,97.

	Cours 21 jan.	Cours 28 jan.
Alcoa	31 1/2	31 7/8
A.T.T.	67 3/8	69
Boeing	33 7/8	35 1/4
Chase Man. Bank	48 1/8	49 3/8
Da Pont de Nem	40 1/8	39
Eastman Kodak	82 5/8	83 3/8
Exxon	30 7/8	30
Ford	36 1/4	39
General Electric	33 7/8	39 3/4
General Foods	37 1/4	38 3/4
General Motors	58 3/4	61 3/4
Goodyear	31 5/8	33
I.B.M.	94 5/8	97 3/8
J.T.I.	31 1/2	31 1/2
Mobil Oil	27 1/4	26
Pfizer	70	69 3/4
Schlumberger	50 1/8	46
Texas	30 1/2	34 1/8
U.A.L. Inc.	56 5/8	55
Union Carbide	20 3/4	20 5/8
Westinghouse	42 7/8	44 1/2
Xerox Corp	40	35 5/8

## LONDRES

### Redressement en fin de semaine

Très affecté par la chute de la livre sterling, le marché est parvenu, en fin de parcours, à regagner la presque totalité du terrain perdu initialement, grâce en particulier à la hausse brutale d'I.C.I. L'action de la firme chimique britannique a été très recherchée par les investisseurs américains. Ces derniers spéculent sur une rapide expansion de la commercialisation du médicament destiné à soigner le cancer du poumon mis au point par I.C.I.

Indice « F.T. » du 28 janvier: industrielles 620 (contre 619,4); mines et 649,2 (contre 640); Fonds d'Etat, 71,57 (contre 78,34).

	Cours 21 jan.	Cours 28 jan.
Beckham	351	350
Bovater	168	161
Brit. Petroleum	334	316
Charter	243	238
Courtauld	75	76
De Beers (*)	6,92	6,75
Dunlop	47	45
Fr. St. Gerold (*)	49 3/8	47 1/4
Glan	1493	1471
G. Univ. Stores	563	550
Imp. Chemical	372	402
Shell	442	410
Unilever	795	810
Vickers	108	98
War Loan	32 3/4	32 3/8

(\*) En dollars.

## FRANCFORT

### Attentisme

Le plus grand attentisme a régné cette semaine sur le marché toujours sous l'emprise du phénomène électoral. Une légère reprise s'est toutefois opérée à la veille du week-end. Les mesures prises pour restructurer la sidérurgie ont été généralement bien accueillies.

Indice de la Commerzbank du 28 janvier: 744 contre 736,8.

	Cours 21 jan.	Cours 28 jan.
A.E.G.	29,50	29,30
B.A.S.F.	117,50	119,90
Bayer	111,90	114,90
Commerzbank	127,30	127,20
Deutschebank	262	260,50
Hoechst	108,70	112,70
Karstadt	187,30	190,50
Mannesmann	140	142,50
Siemens	244,20	250,50
Volkswagen	141	144,30

## TOKYO

### Sursaut

La dépréciation du yen vis-à-vis du dollar a, une bonne partie de la semaine, pesé sur les cours. Néanmoins, encouragé par la bonne tenue de Wall Street, le Kabuto-Ka a regagné tout le terrain perdu au départ, et même au-delà. Cette reconquête s'est faite essentiellement durant la seule séance de mercredi avec un gain de 159,33 yens à l'indice Nikkei Dow Jones (record quotidien). Une très forte activité a régné et 2,87 milliards de titres ont changé de mains.

Indice du 29 janvier: Nikkei Dow Jones, 8 092,28 (contre 7 992,36); indice général, 587,59 (contre 579,89).

	Cours 21 jan.	Cours 28 jan.
Akai	305	344
Bridgeport	440	445
Canon	1 140	1 130
Fuji Bank	500	500
Honda Motors	972	980
Mitsubishi Electric	1 210	1 220
Mitsubishi Heavy	240	233
Sony Corp	3 410	3 350
Toyota Motors	1 800	989

## Valeurs à revenu fixe ou indexé

	28/1/83	Diff.
4 1/2 % 1973	2,285	+ 20
7 % 1973	2,498	+ 225
10,30 % 1975	88,40	+ 0,20
P.M.E. 10,6 % 1976	87,30	+ 0,20
8,80 % 1977	103,94	+ 0,36
10 % 1978	87,15	+ 1,65
9,80 % 1978	86	+ 1,50
8,80 % 1978	85,45	+ 0,65
9 % 1979	83	+ 1,10
10,80 % 1979	88,18	+ 1,10
12 % 1980	92,59	+ 0,20
13,80 % 1980	92,45	+ 0,75
16,75 % 1981	106,15	+ 0,36
16,20 % 1982	106	+ 0,45
16,20 % 1982	104,05	+ 0,15
15,75 % 1982	103,68	+ 0,15
C.N.E. 3 %	3,636	+ 4
C.N.B. 5 000 F.	99,50	+ 0,50
C.N.B. 10 000 F.	99,50	+ 0,55
C.N.B. 20 000 F.	99,50	+ 0,65

## Mines d'or, diamants

	28 jan.	Diff.
Anglo	956	+ 27
Anglo-Austral	158,10	+ 7,90
Buffalo	494	+ 17,50
De Beers	57	- 1
De Beers	368	- 18
De Beers	43	- 15
Goldfields	71,50	+ 3,20
Gencor	281	+ 1
Hammy	212	+ 7,50
President Brand	425,50	+ 17
Randfontein	1135	+ 17
Saint-Helena	439	+ 14
Western Deep	490	- 2
Western Holding	495	+ 10

## Banques, assurances sociétés d'investissement

Le prochain conseil d'administration d'Unibail se réunira le 22 février afin d'examiner les comptes de l'exercice 1982, mais il est d'ores et déjà prévu que le résultat incomplet devrait permettre la distribution d'un dividende majoré d'un peu plus de 10 % par rapport à celui de 1981 (31,70 F plus un avoir fiscal de 0,80 F), une majoration supérieure à la nouvelle réglementation, étant donné que le statut de Sicom d'Unibail lui permet d'échapper à ces dispositions.

A la suite de la récente augmentation du capital d'Unibail, celui-ci se trouve porté à 156,5 millions de francs, le montant des capitaux propres atteignant 255 millions de francs, et la rentabilité de l'ensemble du patrimoine étant évaluée à 13 %.

Poursuivant son action en faveur des entreprises régionales, la Société lyonnaise de banque a décidé de créer un prix de la meilleure information économique et financière qui sera décerné, chaque année, aux entreprises (ou organismes évoluant dans leur environnement) qui auront diffusé dans l'année la meilleure information de cette nature. Ce prix, destiné aux seules entreprises du sud-est de la France, sera attribué par un jury composé de re-

## présentants du monde économique, de l'administration, de l'enseignement supérieur et de la presse.

	28 jan.	Diff.
Ball Equipment	192	inch.
B.C.T.	165,50	+ 13,50
Cetelam	248	inch.
Chargers Réunis	169,50	+ 3
Banque (Cie)	275	+ 10,90
C.F.F.	412	inch.
C.F.I.	212,90	+ 7,80
Burfrance	400	+ 4,20
Heintz (La)	343	+ 4
Joan. Pi-Monaco	287	+ 7
Locofrance	210,50	+ 2,50
Locofrance	495	+ 1
O.C.P.	665	+ 37(1)
O.F.P. (Omn. Fin. Paris)	789	- 1
Parisiens de réco.	377	- 1
Prêtalail	634	+ 6
Révilim	836	+ 2
Schneider	91,50	inch.
U.C.R.	148	+ 15

(1) Compte tenu d'un droit de 30 F.

## Alimentation

A la suite d'un accord conclu entre les Automobiles Peugeot et la société Cédit, cette dernière va prendre le contrôle à 94 % de la société Ravi, filiale de la firme automobile. Cette entreprise de distribution, qui exploite 24 supermarchés, 3 supé-

plantés essentiellement dans le Doubs et sur le Territoire-de-Belfort, réalise un chiffre d'affaires de 1,1 milliard de francs, ses effectifs étant d'environ mille quatre cents personnes.

Le groupe Générale Occidentale a réalisé, au cours du premier semestre de l'exercice en cours 1982/1983 un bénéfice net de 99,7 millions de francs (après impôts et intérêts minoritaires), la société-mère dégageant, de son côté, un bénéfice net (non consolidé) de 38,1 millions de francs. Durant la même période, le chiffre d'affaires du groupe a atteint 15,58 milliards de francs.

	28-1-83	Diff.
Begin-Say	248,50	+ 3,50
Bongran	1168	+ 40
B.S.N. G.-Dax (1)	1365	+ 14,20
Carrefour	1309	- 40
Cassio	1013	+ 15
Cédit	585	- 28
Eurocomarché	900	- 40
Guyenne et Gase	334,90	+ 12,90
Leclerc	813	- 5
Martell	890	- 08
Mob-Hennessy (12)	816	+ 20,50
Mumun	310	- 0,50
Occidentale (Galc)	408	+ 2,50
Odile-Choulet	174	+ 4,50
Paro-Richard	385	+ 18
Promodis	999	- 76
Source Perrier	232,80	- 5,30
St-Louis-Bouillon	152	- 1
S.S. Saupiquet	489	- 1
Veau Chiquet	1170	- 59
Vimiprix	690	+ 11
Nestlé	17138	+ 280

(1) Compte tenu d'un droit de 124,20 F.

(2) Compte tenu d'un droit de 29,50 F.

## Bâtiment, travaux publics

Dumez va augmenter son capital par incorporation diverses et distribuer à ses actionnaires une action gratuite pour deux.

	28-1-83	Diff.
Auxil. d'entreprises	876	- 43
Bouygues	718	- 66
Citronet Français	158	- 1,90
Dumez	1039	- 90
G.T.M.	371	- 4,20
J. Lefebvre	267	+ 10
Générale d'Entrep.	281,20	+ 15,80
Lafarge	267	+ 10
Maisons Phénix	382	+ 12
Poliet et Chausson	285	- 5
S.C.R.E.G.	114,50	+ 6,50

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 21/1/83	Cours 28/1/83
Or fin (livre en barre)	108 800	110 108
— (livre en lingot)	108 700	110 280
Pièces françaises (20 F.)	730	738
Pièces françaises (10 F.)	414	414
Pièces suisses (20 F.)	728	720
Pièces suisses (10 F.)	698	698
— Pièces suisses (200 F.)	720	698
Souverain Elizabeth II	880	900
— Demi-souverain	386	420
Pièces de 20 dollars	3 820	3 820
— 10 dollars	1 870	1 880
— 5 dollars	922,5	1 000
— 50 pesos	4 280	4 400
— 100 pesos	800	815
— 10 florins	688	710
— 11 roubles	480	488

## Filatures, textiles, magasins

Pour l'exercice clos le 30 septembre 1982, S.C.O.A. annonce une perte consolidée (part du groupe) de 148,6 millions de F. (Contre un déficit également de 112,6 millions précédemment) pour un chiffre d'affaires légèrement inférieur à 7 milliards de F. en progression de 12 % environ.

Les comptes de la société mère ont supporté à plein les coûts d'allègement et les provisions complémentaires et se soldent de ce fait par un résultat négatif de 197,9 millions.

Le communiqué de S.C.O.A. fait toutefois remarquer que les bons résultats de certaines filiales ne se répercuteront qu'ultérieurement par le jeu des dividendes.

	28/1/83	Diff.
André Roudière	55	- 2,20
F.F. Agache-Witot	94	- 11,50
B.H.V.	106	- 0,10
C.F.A.O.	465	- 5,50
Dumort-Serapias	753	- 35
Dary	762	- 8
D.M.C.	29,20	- 0,30
Galerie Lafayette	144,10	+ 2,10
La Redoute	879	- 1,50
Nouvelles Galeries	77	+ 5
Printemps	112,50	- 0,50
S.C.O.A.	27,70	+ 2,80

## Métallurgie

### construction mécanique

	28-1-83	Diff.
Alpi	66,50	+ 9,50
Amrep	821	- 54
Avions Dessault-B.	425	+ 12
Chien-Chittillon	13,90	+ 0,50
Cremat-Lofr	89	+ 3,30
De Dietrich	310	- 15
FACOM	575	+ 4
Fives-Lilles	145	+ 12
Fonderie (Général)	24,50	+ 0,90
Marine-Nord	59,60	+ 2,70
Métal, Normandie	10,90	+ 0,20
Penhoët	329	+ 8
Peugeot S.A.	142,10	+ 8,90
Pichon	180	- 1
Pompey	95	- 1
Sacilor	14,50	inch.
Sagem	1 010	+ 25
Sandus	16,20	+ 1,50
Sandier-Daral	33	+ 0,50
Usinor	2,01	+ 0,16
Valéo	235	+ 20
Vallourec	95	+ 5

## Valeurs diverses

Malgré un compte d'exploitation négatif de 1,4 million, la Compagnie française des ferrailles est parvenue à dégager pour l'exercice clos le 30 septembre dernier un bénéfice net de 8,5 millions de francs, contre 7,1 millions.

Le dividende global est maintenu à 15 F.

Dido Bottin annoncé pour l'exercice clos le 30 septembre dernier un bénéfice net de 2 millions de francs, contre 2,33 millions.

Le dividende global est fixé à 19,50 F contre 12,50 F.

Le groupe des framergeries Bel qui détient 50 % de la Compagnie industrielle, commerciale et financière des Gaz (Cofigaz), vient de céder cette participation à l'Air liquide, laquelle possédait l'autre moitié du capital de Cofigaz. Cette dernière détenait elle-même 92 % du capital de la société Carboxyque française dont les cotations, suspen-

## dues depuis le 7 janvier 1983 à la Bourse de Paris, ont été rétablies le 27 janvier.



### Le message de la France aux deux super-puissances nucléaires

De notre envoyé spécial

Reilhannette (Drôme). — « Si, à Genève, les Grands, surarmés, voulaient prendre en compte nos forces nucléaires, nous, Français, ne l'accepterions pas. » Ces avertissements en direction des États-Unis et de l'Union soviétique qui négocient actuellement à Genève une réduction de leurs forces nucléaires en Europe, le ministre français de la Défense, M. Charles Hernu, l'a lancé, vendredi 28 janvier, en visitant, sur le plateau d'Albion, en Haute-Provence, le poste de conduite de tir de neuf nouveaux missiles nucléaires S-3, enfouis à Reilhannette (Drôme). A cette occasion, M. Hernu a tenu à rappeler le message de vœux de Nouvel An aux Français du chef de l'État, selon lequel « l'ordre avait été donné de renforcer les moyens de dissuasion sur lesquels repose la défense du pays », et le récent discours à Bonn de M. François Mitterrand, pour qui « les forces françaises ne peuvent être prises en compte dans les négociations de Genève par les deux puissances surarmées ».

Depuis un mois, sont enterrés, sur le plateau d'Albion, neuf nouveaux missiles S-3 « durcis », capables de transporter une charge thermonucléaire d'une mégatonne sur des distances de 800 à 3 500 kilomètres. Par rapport aux neuf autres missiles S-3 enfouis depuis juin 1980 et commandés par un poste de conduite de tir à Rustrel (Vaucluse), l'unité de Reilhannette a ceci de particulier que les silos, les missiles, les transmissions et les sites de commandement sont en mesure, désormais, de résister aux effets thermiques, mécaniques et aux décharges électromagnétiques, déclenchés par l'explosion de charge thermonucléaire adverse.

Les neuf missiles, commandés depuis le poste de Rustrel, seront à leur tour « durcis », pour être opérationnels en 1984.

Expliquant que les armes nucléaires doivent être rendues invulnérables face à une éventuelle première frappe d'envie, M. Hernu a déclaré : « Notre concept de dissuasion repose sur la menace d'emploi de l'armement nucléaire stratégique au cœur même du territoire de l'agresseur éventuel. Il s'agit

de M. Chirac a déclaré vendredi 28 janvier, après s'être entretenu avec les responsables policiers du 13<sup>e</sup> arrondissement : « Mes conversations me confirment dans l'idée que la police dispose de moyens et d'effectifs insuffisants. Les services qui s'opposent à elle aboutissent à une réduction du personnel mis à la disposition des commissariats. C'est le cas, par exemple, du renforcement policier dans le métro, qui se fait au détriment de la surface. Mes interlocuteurs m'ont indiqué qu'un bon flottage permettrait de réduire de 50 % la délinquance dans cet arondissement. C'est pourquoi je continue à demander un renforcement des effectifs par le recrutement pendant cinq ans de 3 000 policiers supplémentaires pour Paris.

Le ministre de l'Intérieur, M. Gaston Defferre, a déclaré, vendredi 28 janvier, la descente pré-olympique de Sarajevo, avec 19/100 de seconde d'avance sur le Canadien Steve Podborski et 26/100 sur l'Autrichien Franz Klammer.

#### LES TARIFS A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,00 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 240 F CFA ; Danemark, 6,20 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 55 dr. ; Irlande, 75 p. ; Italie, 1 200 L. ; Liban, 250 P. ; Libye, 0,250 DL ; Luxembourg, 27 L. ; Norvège, 800 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Singapour, 325 F CFA ; Suède, 7,25 kr. ; Suisse, 1,40 fr. ; Turquie, 60 L.

5 RUE DES ITALIENS  
75007 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDOPAR 698572 F  
C.C.P. 4387 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

Le numéro du « Monde » daté 29 janvier 1983 a été tiré à 501 638 exemplaires.

A B C D E F G

### Mais qu'est-ce qui fait donc courir M. Hernu ?

Au début de la semaine, M. Hernu passait une nuit, sous l'océan Atlantique, à bord du sous-marin nucléaire Redoutable, d'où il a assisté au lancement - fictif - de ses seize missiles à raison d'un engin toutes les vingt-six secondes. Trois jours après, il s'est rendu sur le plateau d'Albion pour tester la procédure de tir - simulé - d'un nouveau missile S-3 « durci ». Dans quelques jours, il rendra visite à une base de bombardiers nucléaires Mirage-IV, et il prévoit de visiter, prochainement, un régiment de missiles nucléaires tactiques Pluton et un escadron d'avions tactiques nucléaires Jaguar.

« Tout cela n'est pas dû au hasard », explique-t-il à ses interlocuteurs. Mais, dans ces conditions, qu'est-ce qui fait donc courir le ministre de la Défense ? La réponse est qu'il entend symboliquement signifier la permanence de l'effort nucléaire de la France, malgré les négociations soviéto-américaines de Genève. En accord avec le président de la République, qu'il a informé de ses visites, M. Hernu veut démontrer que, si les discussions de Genève sur une limitation des armements nucléaires des Deux Grands en Europe intéressent la France, pour autant, elles ne la concernent pas au point de tomber dans le piège de devoir renoncer son effort nucléaire en acceptant, comme l'y incite Moscou, que ses forces nationales de dissuasion entrant dans le décompte global de l'Ouest.

A sa manière, la France a déjà répondu, sur le plan militaire, à ce souhait insistant des Soviétiques de la voir, en quelque sorte, redevenir un membre discipliné de l'OTAN dont l'armement nu-

cléaire aurait cessé d'être dépendant pour participer d'un équilibre de la balance des forces entre les deux « blocs ». Une réponse qui n'est pas celle que Moscou attendait. La France a, d'abord, porté à trois, depuis le début de cette année, le nombre de ses sous-marins nucléaires en permanence opérationnelle à la mer, augmentant du même coup la numéraire des missiles qui constituent sa riposte instantanée en cas d'agression délibérée de l'adversaire.

Elle n'en a pas réaffirmé, à l'occasion de la publication d'un bilan de ses tirs expérimentaux réussis de missiles M-4 en 1982, son intention d'équiper son prochain sous-marin nucléaire, l'« inflexible », de têtes thermonucléaires multiples à plusieurs trajectoires, saluant ainsi l'opposition d'un système d'armes qui quinquapla sa capacité de dissuasion océanique entre 1985 et 1992.

En se déplaçant d'une base nucléaire à l'autre à un moment où, de son côté, le président de la République répète à Bonn que, seul, un équilibre des forces garantit la paix, M. Hernu entend rappeler que cet effort nucléaire de la France se différencie fondamentalement de celui des États-Unis et de l'Union soviétique : les Deux Grands pratiquant l'« overkill », cette surcapacité, excessive, de destruction, y compris des forces de l'adversaire, tandis que la France s'en tient à la notion de « suffisance », un seuil en dessous duquel sa dissuasion anti-cités n'aurait plus de sens. Une raison supplémentaire de rejeter tout accord qui se ferait sur le dos de la France.

JACQUES ISNARD.

## A « L'UNION » DE REIMS

- Le premier ministre « condamne » la C.G.T.
- Le rédacteur en chef est rétabli dans ses fonctions

Deux éléments nouveaux ont fait évoluer, vendredi 28 janvier, la situation explosive du quotidien rémois l'« Union » : une condamnation nette du coup de force de la C.G.T. par le premier ministre, et la possibilité donnée au rédacteur en chef du journal, M. Pascal Sellier, de publier un nouvel éditorial, le précédent ayant été censuré par le « directoire » mis en place par le Syndicat du livre C.G.T. (le Monde du 28 janvier).

Dans un communiqué du premier ministre, le gouvernement n'a « condamné » les « actions illégales » du Livre C.G.T. Il « rappelle que les fonctions d'édition et d'impression sont de nature différente » et se déclare « soucieux d'assurer les conditions du pluralisme de l'information ».

Pour le premier ministre, « les conditions de la sortie à court terme du journal doivent être les suivantes : rétablissement immédiat et intégral de la responsabilité des journalistes sur le contenu rédactionnel du journal ; respect de la décision de justice en sorte que l'administration provisoire puisse effectuer normalement sa mission ».

Le rédacteur en chef de l'« Union », M. Pascal Sellier, n'a pas fait paraître, dans l'édition du samedi 29 janvier, « en accord avec l'administration provisoire », un éditorial dont la parution lui semble être « la preuve de l'apaisement qui gagne enfin cette entreprise ». Le rédacteur en chef a donc repris normalement ses fonctions, ainsi que la trentaine de journalistes qui, par solidarité avec lui, avaient cessé le travail depuis jeudi.

Un premier contact direct devait, d'autre part, avoir lieu samedi 29 janvier, entre l'administrateur judiciaire désigné par le tribunal de commerce de Reims, M. Hubert Lafont, et les dirigeants locaux du Syndicat du livre C.G.T. Toutefois, M. Michel Ehrmann, gérant directeur de la publication, a porté plainte vendredi 28 janvier pour « usurpation de titre », estimant en effet qu'il n'avait pu jouer son rôle

de directeur, légalement responsable du contenu du journal.

Dans un communiqué publié vendredi, la Fédération française des sociétés de journalistes estime que « la C.G.T. a pris une initiative unilatérale inspirée par le souci de sauvegarder l'existence, mais qui viole d'une façon manifeste la légalité et met une équipe rédactionnelle dans l'impossibilité d'exercer ses responsabilités ». Pour la Fédération, la situation à l'« Union » témoigne de l'urgence d'établir un statut moderne des entreprises de presse, qui, sans porter atteinte au droit de propriété et au principe d'autorité, permette une gestion efficace et garantisse l'indépendance des journalistes en recomposant leur responsabilité spécifique dans la gestion de l'information. Le gouvernement a précédemment mis en chantier une réforme de l'entreprise de presse, pour laquelle une concertation aura lieu au cours du premier semestre de 1983 avec les organisations représentatives des professionnels de la presse.

● Le « Matin de Paris » et son supplément magazine du samedi n'ont pas été diffusés chez les marchands de journaux le 29 janvier, à la suite d'une grève du syndicat du Livre C.G.T., qui proteste contre la décision du P.-D.G., M. Claude Perrier, de publier dans le magazine - tiré dans une imprimerie extérieure - les pages consacrées aux programmes de radio et de télévision alors qu'elles étaient auparavant publiées dans la partie quotidienne du journal.

## LES DROITS DE L'HOMME SUR A 2

### La sécurité des prisonniers marocains était menacée

ont estimé les responsables de la chaîne

M. Bernard Langlois, journaliste à l'Antenne 2 et présentateur du nouveau magazine Résistances consacré aux droits de l'homme (jeudi 27 janvier), a donné des précisions, vendredi 28 janvier, sur la suppression d'une séquence consacrée à certains prisonniers politiques marocains.

Ces prisonniers ont en effet été filmés clandestinement, dans une prison marocaine. Il est apparu aux responsables de l'information d'Antenne 2, M. Michel Toulouze, M. Pierre Lescure et le P.-D. G., M. Pierre Desgraupes - qui a consulté la Haute Autorité de la communication audiovisuelle à ce sujet - que la sécurité des prisonniers interrogés, ainsi que celle des personnes qui avaient permis la réalisation du reportage, pourrait être menacée par sa diffusion.

En effet, les autorités marocaines ont fait pression auprès de Paris lorsqu'elles ont eu connaissance de ce reportage, alors même que M. François Mitterrand allait entreprendre sa visite officielle au Maroc. On a indiqué à ce sujet à l'Élysée que cette question des droits de l'homme devait être abordée dans la discrétion. Une manière de juger que la diffusion du reportage était inopportune ce jour-là.

M. Langlois estime toutefois qu'il y a dans cette affaire « un cas caractéristique de pression extérieure. J'étais pour ma part partisan de diffuser malgré tout ce reportage qui comprenait également une déclaration du président de la Ligue marocaine des droits de l'homme, M. Oumil. Mais je me suis finalement incliné, ne voulant pas qu'on puisse m'accuser d'avoir compromis la libération possible de ces prisonniers. Nous sommes convenus cependant de surveiller ce qui va se passer là-bas et de programmer immédiatement ce reportage si les choses évoluent pas dans le bon sens ».

C'est ce que M. Pierre Lescure, directeur de la rédaction de la deuxième chaîne, avait expliqué lors de la diffusion de cette première édition de Résistances : « Si l'interview est au sommaire du prochain numéro, c'est que rien n'aura changé dans la situation des prisonniers

### M. JACQUES MÉDECIN QUALIFIÉ DE « COMÉDIE » LA NOMINATION D'UN PRÉFET DE POLICE A NICE

Annoucé, vendredi 28 janvier, par M. Gaston Defferre, la nomination prochaine à Nice d'un commissaire de la République délégué pour la police ayant compétence pour tout le département des Alpes-Maritimes a été qualifiée de « comédie » et de « rigolade » par M. Jacques Médecin, député (apparenté R.P.R.) et maire de Nice, dans une déclaration à FR 3-Côte d'Azur.

La nomination d'un préfet de police, estime-t-il dans un communiqué, ne peut faire face aux problèmes d'insécurité à Nice. La nomination de deux mille cinq cents policiers, les effectifs actuels étant de sept cents, serait davantage nécessaire, compte tenu de l'augmentation de la criminalité.

M. Médecin ajoute que cette mesure, « liée aux futures élections municipales », est dirigée contre le commissaire de la République des Alpes-Maritimes, M. Pierre Lambertin, « dont on estime l'action insuffisante ». MM. Max Gallo et Jean-Hugues Colonna, députés (P.S.) des Alpes-Maritimes, se déclarent en revanche « très satisfaits ».

Au ministère de l'Intérieur, on insiste sur la démarche générale qui a guidé cette décision : M. Gaston Defferre vient ainsi d'annoncer, en réponse à une lettre de M. Gérard Bapt, député socialiste de la Haute-Garonne, la nomination prochaine d'un préfet de police à Toulouse. Après Paris, les départements des Bouches-du-Rhône, du Nord et du Rhône et les deux départements de Corse, le nombre de préfets de police sera ainsi porté à sept. D'autres extensions ne sont pas à exclure, le secrétaire d'État chargé de la sécurité publique estimant qu'il s'agit « d'une bonne institution, dès que la police, en raison de la criminalité, du nombre d'habitants, devient un problème spécifique ».

## LA MÉVENTE DE L'AIRBUS

### Les accusations du général Mitterrand sont sans fondement

réplique un porte-parole ouest-allemand

Les banquiers de la République fédérale d'Allemagne n'ont jamais fait échouer, jusqu'à présent, de contrat de vente de l'avion européen Airbus, en n'accordant pas suffisamment de crédit aux clients. C'est ce qu'a déclaré, vendredi 28 janvier, à Munich, un porte-parole de Deutsche Airbus, qui est la société homologue, outre-Rhin, de la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIA), dont le président-directeur général, le général Jacques Mitterrand, a estimé à propos de la participation active des pays partenaires à la commercialisation de l'Airbus, que « cette volonté ne semble pas exister en République fédérale d'Allemagne, mais surtout le système joue en sens contraire ».

De son côté, le gouvernement ouest-allemand estime que ces accusations sont « sans fondement », selon un porte-parole du ministère fédéral de l'économie à Bonn. Interrogé, vendredi à Paris, par la presse diplomatique, le président de la SNIA a minimisé la portée politique de sa lettre aux autorités gouvernementales (le Monde du 28 janvier), dans laquelle il jugeait « préoccupante » la situation commerciale de l'Airbus. « Je ne peux m'empêcher, a-t-il expliqué, de rapprocher cette publication de ce qui s'est produit la semaine dernière », c'est-à-dire la célébration en grandes pompes du vingtième anniversaire du traité de coopération franco-allemand (1).

Sur le fond, a dit le général Mitterrand, l'objectif de la France et de ses partenaires (Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, Espagne), « c'est de conquérir une place durable sur le marché des avions civils. Ce qui suppose que nous sachions vendre et nous adapter à l'évolution du marché (...). Il faut tenir le coup jusqu'à ce que la reprise se manifeste, n'a-t-il dit le général Mitterrand, ce qui ne peut se faire que si les mécanismes de financement sont capables de suivre les mécanismes de production et de commercialisation ». C'est « un problème technique », a-t-il ajouté, qui « ne remet pas en cause la bonne volonté de nos partenaires », notamment du principal, l'Allemagne fédérale.

(1) La lettre du général Mitterrand date du 14 janvier et « l'a fait, d'Allemagne, référence au sommet franco-allemand du 20 janvier en souhaitant qu'il soit l'occasion de débattre des moyens d'accroître la production Airbus (N.D.L.R.).

● Claude Papi, l'ancien footballeur professionnel et capitaine du Sporting Ettoile Club de Bastia, est décédé, le 28 janvier, d'une hémorragie cérébrale au cours d'une partie de tennis qu'il disputait à Bastia. Agé de trente-trois ans, il avait effectué toute sa carrière dans le club corse et avait porté trois fois le maillot de l'équipe de France.

en vrai bois

NOS ENSEMBLES D'ÉLÉMENTS (tête) représentant la solution moderne pour l'aménagement de votre intérieur, bibliothèques, secrétaires, vitrines avec ou sans armoire-lit, toutes essences de bois. (CREDIT FACILE)

CAPELOU 37 AV. DE LA RÉPUBLIQUE TEL. 357.46.35 75011 PARIS - Métro Parnasse

سكزا من الاحل